

Université de Montréal

L'approche « Genre et développement » : les Organisations non gouvernementales (ONG) québécoises en Afrique subsaharienne.

Par Espérance SIWE SIWE

Département de sociologie

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

En vue de l'obtention du grade de maître ès sciences (M. Sc.)

en sociologie

Août, 2005

©Espérance SIWE SIWE, 2005



HM

15

U54

2006

V.004

## **AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## **NOTICE**

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Ce mémoire intitulé

L'approche « Genre et développement » : les Organisations non  
gouvernementales (ONG) québécoises en Afrique  
subsaharienne.

Présenté par

Espérance SIWE SIWE

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Sirma Bilge \_président du jury

Jean-Guy Vaillancourt directeur de recherche

Jean-Marc Ela membre du jury

## RÉSUMÉ

Depuis quelques décennies, les politiques de développement se sont caractérisées par une volonté d'accroître la participation des femmes, non seulement dans les différents projets et programmes de développement, mais aussi dans les structures politiques, sanitaires, etc. Et c'est en analysant les échecs des interventions de l'aide au développement des années précédentes que les organisations internationales de développement, les agents de développement, et les chercheurs ont développé de nouvelles méthodologies intégrant le concept de « genre » dans le développement. Dans ce contexte, avons choisi de travailler sur l'approche « Genre et développement » (GED) et nous nous sommes intéressé particulièrement à cerner le rôle des ONG québécoises et l'action des coopérants et des volontaires de ces ONG en Afrique subsaharienne.

Notre mémoire de maîtrise avait pour but d'identifier les secteurs d'intervention et de comprendre comment les ONG québécoises ont élaboré des outils conceptuels de l'approche GED, ainsi que de savoir comment les coopérants de ces ONG ont intégré ces outils en Afrique subsaharienne. De plus, notre travail nous a permis d'identifier les contraintes internes et externes à l'application des politiques de l'approche GED en Afrique subsaharienne et, enfin, d'analyser les stratégies mises en œuvre par les femmes et identifiées par les coopérants des ONG québécoises que nous avons étudiées.

A partir des entretiens directifs et semi-directifs que nous avons menés auprès des coopérants et des responsables des ONG québécoises, l'analyse des résultats nous permet de constater que l'intégration de l'approche GED est aujourd'hui incontournable dans les politiques de développement en Afrique subsaharienne. Nos résultats montrent également que l'approche GED a permis l'épanouissement de certaines femmes dans plusieurs champs comme la politique, l'économie, etc.

Par contre, l'étude relève plusieurs obstacles à l'application de l'approche GED. Ainsi, il est tout à fait compréhensible qu'une véritable internalisation du concept de « genre » dans les politiques de développement soit une affaire complexe et de longue haleine.

**Mots-clés :** Genre et développement, Femmes et développement, ONG québécoises, Afrique subsaharienne, solidarité internationale.

## ABSTRACT

Increasing women's participation within development programs and projects, and beyond them in politics and public service sectors, has been the characteristic common to development policies of recent decades. After analysing the flaws and failures of previous interventions, development agencies, their field operatives, and some researchers have developed new ways to integrate the concept of "gender" into the broad field of development. It is under this framework that we have chosen to study "Gender and Development"; we are particularly interested in identifying the role played by Quebecois NGOs and the humanitarian efforts of their operatives and volunteers in Sub-Saharan Africa.

The objective of our Masters' thesis is to identify the areas targeted by these interventions, and to understand how Quebecois NGOs have elaborated conceptual "Gender and Development" tools, as well as to grasp the means by which their operatives utilise these tools in sub-Saharan Africa. Furthermore, our research has allowed us to identify the internal and external limits in the application of policies from the "Gender and Development" approach in Sub-Saharan Africa, and finally to analyse the strategies conceived and applied by women as recognised by Quebecois NGOs field operatives interviewed for the purpose of our research.

The analysis of our results, founded on directive and semi directive interviews with program heads and field operatives of Québecois NGOs, has lead us to establish that integrating the "Gender and Development" approach in today's' development policies in Sub-Saharan Africa has become essential. Our findings also show that the "Gender and Development" approach has allowed many women to blossom in fields such as politics, economics and many others.

Consequently, these findings also emphasise various obstacles to the integration process of the "Gender and Development" approach. Therefore, a comprehensive internalisation of the concept of "gender" in development policies is a complex and long-term matter.

**Key words:** Gender and Development, Women and development, Quebecois NGOs, Sub-Saharan Africa, International solidarity.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>III</b>
<b>ABSTRACT .....</b>	<b>IV</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>V</b>
<b>ACRONYMES .....</b>	<b>VIII</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>X</b>
<b>DEDICACE .....</b>	<b>IX</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>X</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>PREMIERE PARTIE : SOCIOLOGIE DE L'APPROCHE GENRE ET .....</b>	<b>4</b>
<b>DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE I : PROBLÉMATIQUE GENERALE .....</b>	<b>5</b>
1. 1. LES RAISONS D'ÊTRE DE L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT .....	5
1. 2. FONDEMENTS THÉORIQUES : ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTES APPROCHES FÉMINISTES ET DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT .....	8
1. 2. 1. <i>Approche de l'« Intégration des femmes au développement » (IFD)</i> .....	9
1. 2. 2. <i>L'approche « Genre et Développement » (GED)</i> .....	16
<b>CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>24</b>
2. 1. CHOIX DE LA MÉTHODE DE RECHERCHE.....	24
2. 2. L'UNIVERS DE L'ENQUÊTE .....	25
2. 2. 1. <i>Cadre d'étude</i> .....	26
2. 2. 2. <i>Les objectifs et nos hypothèses de recherche</i> .....	27
2. 2. 2. 1. Objectif général du travail.....	27
2. 2. 2. 2 Hypothèses de recherche.....	27
2. 2. 3. <i>Originalité de la recherche</i> .....	28
2. 3. LE CHOIX DES INSTRUMENTS UTILISÉS POUR LA COLLECTE DES DONNÉES .....	28
2. 3. 1. <i>Le guide d'entretien</i> .....	29
2. 3. 2. <i>Échantillonnage et constitution de notre échantillon</i> .....	31
2. 4. LES TECHNIQUES D'OBSERVATION, LA REVUE DE LITTÉRATURE ET L'ADMINISTRATION DE LA GRILLE D'ENTRETIEN .....	34
2. 4. 1. <i>Les techniques d'observation</i> .....	34
2. 4. 1. 1. L'observation participante .....	35
2. 4. 1. 2. L'observation non-participante .....	35
2. 4. 2. <i>La revue de littérature</i> .....	36

2. 4. 3. Administration de notre grille d'entretien .....	37
2. 5. L'ANALYSE.....	38
2. 6. LIMITE MÉTHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE.....	40
<b>CHAPITRE III : LA CONSTRUCTION DU MODÈLE D'ANALYSE .....</b>	<b>41</b>
3. 1. CADRE CONCEPTUEL DE L'APPROCHE « GENRE ET DÉVELOPPEMENT » .....	41
3. 1. 1. ORIGINE ET DÉFINITION DU CONCEPT « GENRE » : UN CONCEPT DÉJÀ ANCIEN DANS LES SCIENCES SOCIALES ET HISTORIQUES.....	41
3. 1. 2 L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT.....	43
3. 2. LES CONCEPTS ET LA THÉORIE DE L'APPROCHE « GENRE ET DÉVELOPPEMENT » ..	45
3. 3. LES OUTILS CONCEPTUELS DE L'APPROCHE GED .....	46
3. 3.1. <i>Les outils conceptuels guidant l'analyse des rapports entre les sexes</i> .....	46
3. 3. 1. 1. La division sexuelle du travail selon le genre .....	46
3. 3. 1. 2. La théorie des trois rôles .....	46
3. 3. 1. 3. L'accès aux et le contrôle des ressources et des bénéfices .....	49
3. 3. 1. 4. Les facteurs d'influence .....	50
3. 3. 2. <i>Les outils conceptuels utilisés pour définir le travail de développement</i> .....	50
3. 3. 2. 1. La condition de vie et la situation des femmes .....	50
3. 3. 2. 2. Les besoins pratiques des femmes et les intérêts stratégiques de genre .....	51
3. 3. 2. 3. Les niveaux de participation .....	52
3. 3. 2. 4. La perspective d' « empowerment ».....	53
3. 3. 2. 5. Les possibilités de transformation.....	54
3. 4. LE CADRE D'ANALYSE DE L'APPROCHE GED .....	54
<b>DEUXIÈME PARTIE : OPÉRATIONNALISATION.....</b>	<b>57</b>
<b>DE L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT.....</b>	<b>57</b>
<b>CHAPITRE IV : LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT CANADIEN ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES.....</b>	<b>58</b>
4. 1. LES ACTIONS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES .....	58
4. 2. CONTRIBUTION DES ONG CANADIENNES .....	58
4. 2. 1. <i>Le rôle des ONG québécoises</i> .....	59
4. 3. L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT DANS LES ONG QUÉBÉCOISES.....	60
4. 3. 1 <i>OXFAM-QUÉBEC</i> :.....	61
4. 3. 2. <i>DÉVELOPPEMENT ET PAIX</i> .....	61
4. 3. 3. <i>SOLIDARITÉ-UNION-COOPÉRATION (SUCO)</i> .....	63
4. 3. 4. <i>LE CENTRE CANADIEN D'ETUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (CECI)</i> .....	63
4. 4. LES COOPÉRANTS ET LEURS RÔLES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE .....	65
4. 5. LA SITUATION DE LA FEMME AFRICAINE ET SA CONTRIBUTION DANS SA COMMUNAUTÉ.....	66
4. 5. 1. <i>Les activités de production</i> .....	67
4. 5. 2. <i>Le travail de la femme dans l'agriculture traditionnelle</i> .....	67



4. 5. 3. <i>Le petit commerce, l'élevage et l'artisanat</i> .....	68
4. 6. L'APPROPRIATION DE L'ANALYSE DE GENRE DANS LES PROGRAMMES ET PROJETS DE DÉVELOPPEMENT.....	71
<b>CHAPITRE V : LES COOPERANTS ET LES ONG QUÉBÉCOISES :</b>	
<b>APPLICATION OU OPERATIONNALISATION DE L'APPROCHE GED DANS</b>	
<b>LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT .....</b>	<b>72</b>
5. 1. FORMATION ET TRANSMISSION DE L'APPROCHE « GENRE ET DÉVELOPPEMENT »..	72
5. 2. LES POPULATIONS-CIBLES, STRATÉGIES ET LES AXES PRIORITAIRES	
D'INTERVENTION.....	74
5. 2. 1. <i>Le public cible de l'approche « Genre et développement »</i> .....	74
5. 2. 2. <i>Les domaines, les stratégies d'intervention et les projets appuyés</i> .....	75
5. 2. 2. 1. L'approche genre et la promotion démocratique .....	78
5. 2. 2. 2. L'approche genre et l'appui au développement local .....	80
5. 2. 2. 3. Développement d'alternatives économiques : l'augmentation de l'accès et du contrôle et des ressources économiques par les populations-cibles.....	81
5. 2. 2. 4. L'approche genre et l'alphabétisation des femmes.....	83
5. 2. 2. 5 Le genre et un environnement plus harmonieux et plus viable.....	85
<b>CHAPITRE VI : LES OBSTACLES À L'OPÉRATIONNALISATION</b>	
<b>L'APPROCHE GED ET LES STRATEGIES DÉVELOPPEES PAR LES</b>	
<b>FEMMES .....</b>	<b>87</b>
6. 1. LES OBSTACLES À L'OPÉRATIONNALISATION DE L'APPROCHE « GENRE ET DÉVELOPPEMENT » EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE .....	87
6. 1. 1. <i>Les obstacles extérieurs à l'application du GED dans les projets de développement</i> .....	87
6. 1. 2. <i>Les obstacles intérieurs à l'application du GED dans les projets de développement</i> .....	90
6. 1. 2. 1. Le poids culturel, l'analphabétisme et l'ignorance .....	92
6. 2. LA CRÉATION DES ORGANISATIONS FÉMININES : UNE STRATÉGIE DE PRISE EN CHARGE INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE.....	97
6. 2. 1. <i>L'approche genre et le rôle des associations féminines</i> .....	98
6. 2. 2 <i>La force des groupements féminins en Afrique Subsaharienne</i> .....	99
6. 2. 2. 1. L'augmentation de leur revenu .....	99
6. 2. 2. 2. La constitution d'une épargne .....	100
6. 2. 2. 3. Le renforcement de l'aide mutuelle .....	101
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>103</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>105</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>XIV</b>

## ACRONYMES

ACDI - Agence canadienne de développement international

APROFES - Association pour la promotion de la femme sénégalaise

AQOCI - Association québécoise des organismes de coopération Internationale

CCCI - Conseil canadien pour la coopération internationale

CCI - Carrefour canadien international

CECI - Centre canadien d'étude et de coopération internationale

CODESRIA - Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique

CQFD - Comité québécois femmes et développement

DAWN - Development Alternatives with Women for a New Era

ENSA - Enquête nationale de statistiques agricoles

FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FED - Femme et développement

FNUAP - Fonds des Nations Unies pour la population

GED - Genre et développement

IFD - Intégration des femmes au développement

N.U - Nations Unies

NOEI - Nouvel ordre économique international

ONG - Organisations non gouvernementales

ONU - Organisation des Nations Unies

PAID - Programme d'appui aux initiatives de base

PAS - Programmes d'ajustement structurel

PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement

SIDA - Syndrome d'immunodéficience acquise

SUCO - Solidarité - Union - Coopération

UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNIFEM - Fonds de développement des Nations Unies pour la femme

USAID - United States Agency for International Development

VIH - Virus de l'immunodéficience humaine

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Les approches femmes et développement.....	15
Tableau 2 : l'évolution pragmatique en comparant l'intégration des femmes au développement (IFD) et le genre et développement (GED)*. ....	22
Tableau 3 : Travail lié à production .....	47
Tableau 4 : Travail lié à la reproduction .....	48
Tableau 5 : Effectifs des animaux selon le sexe du propriétaire en pourcentage .....	70
Tableau 6 : Cadre d'intervention.....	76

## **DEDICACE**

Ce travail, je voudrais également le dédier aux êtres qui me sont chers :

A mon père et à ma mère qui ne sont plus là pour m'assister et me soutenir, vous avez tant souffert pour m'élever et pour m'éduquer, mais là où vous vous trouvez, acceptez ce travail avec joie et bonheur;

A ma grande sœur Kéou Élise; qui a toujours été favorable à ce que je poursuive mes études, qui m'a toujours appuyé matériellement et moralement dans mes recherches ; accepte ce travail, il est pour toi;

A ma petite sœur Mbouleu Siwé Yvette qui est aujourd'hui mon père et ma mère, ce mémoire te revient;

A toute ma famille, trouvez ici l'expression de toute ma reconnaissance dans le rôle primordial qui vous revient à tous les niveaux d'appui moral et économique.

## REMERCIEMENTS

Malgré la volonté et la détermination, ce mémoire de maîtrise n'aurait jamais été accompli sans le concours de plusieurs personnes significatives dans la réalisation de ce travail.

Je tiens sincèrement à exprimer ma profonde gratitude et mes plus vifs remerciements à M. Jean-Guy Vaillancourt, mon directeur de recherche, pour son soutien inconditionnel, son ouverture d'esprit et sa disponibilité. M. Vaillancourt, en dépit de ses responsabilités académiques, a toujours su trouver le temps nécessaire pour me répondre, me corriger, me motiver et me prodiguer les conseils pertinents.

Je tiens à remercier Mme Anne-Emmanuèle Calvès qui dès mon arrivée au département, a manifesté un grand intérêt à pour ma formation académique. Ceci m'a motivé et m'a stimulé à approfondir mes connaissances sur les questions de « genre » et sur le rôle des Organisations non gouvernementales (ONG)

Mes sincères remerciements vont également aux responsables, coopérants et volontaires des organisations non gouvernementales (ONG) québécoises qui ont collaboré à l'élaboration de ce mémoire et ainsi et qui contribué à la reconnaissance de cette problématique de l'opérationnalisation de l'approche « Genre et développement ».

Je remercie également Mamadou Gando Barry et Mamadou Dit Ndongo Dimé qui ont toujours su m'écouter et m'apporter tout leur soutien tout au long de ma formation. J'ai beaucoup apprécié leur appui et leur générosité.

Je remercie mes précieux ami(e)s, qui ont été toujours présents et qui m'ont appuyé et aidé à traverser toutes les périodes difficiles qu'une personne peut vivre dans ce travail de rédaction de mémoire de maîtrise. Merci particulièrement à Kuna et Joseph sans oublier leur petite fille Zora, qui m'ont toujours accordé leur soutien inestimable.

Je remercie enfin toutes les personnes qui de près ou de loin, m'ont encouragé à poursuivre ce projet et qui par leur enthousiasme et leur intérêt ont alimenté ma propre passion pour un sujet qui ne cesse de m'interroger.

## INTRODUCTION

Depuis le début des années 1970, il y a beaucoup de recherches sur le rôle des femmes dans le développement, et la relation « femmes-développement »<sup>1</sup> a donné lieu à différentes approches théoriques et empiriques importantes. Ces recherches ont suivi une évolution qui nous a fait passer de l'approche « Intégration des femmes dans le développement » (IFD) à l'approche « Genre et développement » (GED).

En effet, les femmes, déjà en grande partie responsables du bien-être de la famille, constituent aussi, dans bien des cas, les principales sources de revenus pour leur communauté, et elles sont devenues un important moteur du dynamisme du milieu. Pourtant, les politiques actuelles de développement social et économique dans les pays en développement les marginalisent. En effet, elles sont essentiellement perçues dans leur rôle de mères et d'épouses (Sow, 1992).

En général, par rapport à l'ensemble des projets de développement national, maints projets en faveur des femmes en Afrique subsaharienne mis en place par certains Etats dans des pays comme le Sénégal, n'offrent aux femmes que des activités domestiques et de reproduction : soins touchant les grossesses, l'accouchement, l'allaitement, l'éducation et autres soins des enfants (Sow, 1992).

Ainsi, les femmes constatent qu'elles sont longtemps restées en marge de toutes les politiques de développement, et même qu'elles ont dû subir les conséquences de l'échec de certaines de ces politiques mises en œuvre en leur faveur (Droy, 1985 ; Bisilliat, et al.1983 ; Karl, 1988 ; Sarr, 1998).

De ce fait, les écrits sur l'approche « Genre et développement », qui se sont succédés depuis les années 80 et qui ont été analysés par les chercheurs féministes<sup>2</sup>, montrent que cette approche nouvelle est une voie d'alternative intéressante pour un développement plus durable et plus équitable. Cette approche interpelle également certaines Organisations non gouvernementales (ONG) autant au Nord qu'au Sud, de même que les institutions qui s'occupent du développement international. Ces dernières

---

<sup>1</sup> Voir les travaux de Ester Boserup sur les femmes, en particulier son ouvrage intitulé La femme face au développement économique, Presses Universitaires de France, Paris, 1983.

<sup>2</sup> Les chercheurs féministes sont pour la plupart, des universitaires, des agents de développement et des militantes.

vont ainsi s'approprier les discours et les théories de l'approche « Genre et développement ». Ces organismes, par l'intermédiaire de leurs agents de développement, vont également utiliser les théories de l'approche « Genre et développement » comme stratégie d'intervention auprès des populations les plus démunies dans les pays en développement. L'approche « Genre et développement » est, en somme, une approche holistique qui soulève plusieurs des questions spécifiques liées au développement qui touche la plupart des secteurs de la vie communautaire.

Partant de ce constat, la présente recherche s'intéresse à la relation entre l'approche « Genre et développement » et le rôle des ONG québécoises. Pour cette étude, notre but principal est de comprendre comment les ONG québécoises opérationnalisent<sup>3</sup> l'approche « Genre et développement » en Afrique subsaharienne.

L'objectif de notre recherche est donc de comprendre comment les ONG québécoises se sont appropriées l'approche « Genre et développement », et de voir comment ces organisations appliquent celle-ci en Afrique subsaharienne. Nous allons aussi analyser les contraintes de l'opérationnalisation et de la mise en œuvre de l'approche « Genre et développement » par ces ONG québécoises.

Ce travail se fera à partir d'une méthode exploratoire et descriptive. En effet, pour la réalisation de cette étude, nous allons entreprendre une démarche qualitative basée sur l'analyse documentaire, sur des entrevues et sur des observations<sup>4</sup>.

Pour la collecte de nos données, nous avons effectué des études de cas auprès de quelques ONG québécoises qui interviennent en Afrique subsaharienne et qui répondent à l'objectif de notre recherche. Pour ceci, nous avons mené des entretiens directifs et semi-directifs auprès des intervenants (volontaires, stagiaires, etc.) et des responsables des programmes et des projets de développement de ces ONG. Nous avons aussi, bien sûr, fait des recherches documentaires extensives.

---

<sup>3</sup> Il convient ici de revenir sur le terme « opérationnalisation » qui pourrait sembler un peu flou à certains. On peut se demander : « opérationnaliser quoi ? ». Nous pouvons dire que ce mot signifie simplement l'intégration de l'approche « Genre et développement » dans les projets et/ou les programmes des ONG québécoises. Il s'agit de savoir si les programmes tiennent réellement compte de l'approche « genre ». Comment, et par quels moyens, les intervenants soutiennent-ils les acteurs dans leurs activités ?

<sup>4</sup> Nous allons justifier cette méthode dans le deuxième chapitre qui développe la méthodologie de notre travail.



Pour mener à bien notre recherche, nous nous proposons d'élaborer notre réflexion autour de deux axes principaux, qui correspondent aux deux parties de notre mémoire.

Dans la première partie de ce mémoire, nous présenterons notre problématique ainsi que la revue de la littérature sur le sujet. Il s'agira de souligner les raisons d'être de l'approche « Genre et développement ». Nous allons ensuite présenter l'évolution des différentes approches féministes récentes. Ensuite, nous exposerons la méthodologie de notre travail, Enfin, nous présenterons la construction notre modèle d'analyse et nous développerons les outils conceptuels de l'approche genre et développement.

Dans la seconde partie du mémoire, nous allons analyser l'opérationnalisation de l'approche « Genre et développement » par les ONG québécoises en Afrique subsaharienne. Il s'agira d'abord de faire un bref aperçu des politiques du gouvernement canadien et des organisations non gouvernementales québécoises en matière d'aide au développement. Dans le deuxième chapitre, nous allons mettre en lumière la transmission de l'approche GED par les intervenants. Le troisième et dernier chapitre consistera à étudier les obstacles à l'implantation de l'approche GED, et à analyser les stratégies déployées par les femmes elles-mêmes, (collectivement et individuellement) dans leur quête d'égalité, d'équité et de justice sociale.

**PREMIERE PARTIE : SOCIOLOGIE DE L'APPROCHE GENRE  
ET  
DEVELOPPEMENT**

# CHAPITRE I : PROBLÉMATIQUE GENERALE

## 1. 1. Les raisons d'être de l'approche genre et développement

Depuis les conférences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au Caire (1994) et à Pékin (1995), la problématique des relations de genre dans l'analyse des politiques du développement est devenue de plus en plus centrale au sein de la communauté internationale et des organisations de coopération internationale. Le « développement » a été depuis des années, tant dans ses aspects théoriques que politiques et pratiques, un champ privilégié d'investigation, de réflexion et d'expérimentation sur la question de la « place des femmes » très souvent invisible et sur la problématique de l'inégalité des sexes dans les pays en développement et cela plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Cependant, les politiques de développement proposées dans les pays du Tiers-Monde n'ont pas toujours conduit à améliorer de manière significative les conditions de vie et de production des hommes et des femmes dans ces régions du monde (Ministère de la femme et de la famille, 1993). En effet, on peut noter l'exemple des Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont parfois entraîné une diminution des dépenses publiques dans les pays en développement. Du point de vue des populations, les effets de ces programmes d'ajustement sont souvent négatifs, notamment suite à la baisse des salaires et des conditions de vie, de la contraction des dépenses sociales, de l'exode rural et même de l'aggravation des conditions de vie des femmes (Bélanger, 1992).

Les politiques nationales de santé et d'éducation dans les pays du Tiers-Monde sont également dénoncées dans les rapports de l'ONU (PNUD, 1995). Ces rapports nous apprennent que les femmes pauvres sont les plus vulnérables au niveau de la santé. En plus, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dénonce des inégalités de chances entre les hommes et les femmes :

*« Il existe un décalage considérable entre le rôle joué par les femmes dans le développement et les retombées dont elles bénéficient » (PNUD, 1995 : 32)*

Dans ce même rapport annuel de l'ONU sur le développement humain de 1995, une analyse a été faite sur les Programmes d'ajustement structurel (PAS) appliqués dans

les pays en développement et souligne les conséquences de ces politiques dans ces changements de la société. Ainsi, le PNUD pose deux questions cruciales concernant les bouleversements sociaux provoqués par ces Programmes d'ajustement structurel, pour savoir d'une part, si un tel changement favorise-t-il le développement humain, d'une part, et d'autre part si les conséquences en sont-elles identiques pour les hommes et les femmes ?

A ces deux questions, la réponse s'avère être négative. Le PNUD a analysé en particulier le cas du Mexique, et il souligne les effets de quelques événements qui se sont déroulés :

*« Comme le prouvent les événements récents, le modèle de développement choisi par le Mexique a eu des effets majoritairement négatifs en termes de développement humain et en particulier pour les femmes » (PNUD, 1995 : 45).*

Cette analyse révèle également que bon nombre d'hommes en âge de travailler ont, soit perdu leur emploi, soit vu leurs salaires réels diminués de moitié. Pour les femmes, la situation s'avère encore plus dramatique, comme souligne le même rapport du PNUD,

*« (...) après le reprise de l'économie en 1992, le salaire des femmes étaient toujours inférieur d'un quart à celui des hommes. Le salaire féminin moyen est passé de 71% qu'il était en 1984 par rapport à celui des hommes, à 66% en 1992 » (PNUD, 1995 : 45).*

En Afrique subsaharienne, depuis les années 60, les problèmes de développement, des inégalités de genre, d'analphabétisme, de santé, ainsi que plusieurs autres fléaux, restent d'actualité. Ils se posent même souvent avec plus d'acuité que par le passé. Nlend, (2003) aborde le sujet dans le même sens et mentionne que la pauvreté s'est accrue de manière spectaculaire dans les pays du Tiers-Monde et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Les études effectuées par les Nations Unies montrent également que les progrès en matière de scolarisation se sont faits de manière inégale en Afrique subsaharienne. Le taux d'analphabétisme est plus élevé chez les femmes et les jeunes filles que chez les hommes et les garçons. Par exemple, entre 1985 et 1996, au Mali, pour les 15-24 ans, le taux d'analphabétisme des jeunes filles était de 81% contre 72% pour les garçons, et ce

taux, pour les 25 ans et plus, était de 91% pour les femmes alors que celui des hommes était de 76% (Sztokman, 2002). En plus de ces taux d'analphabétisme croissant et d'« ignorance accrue » des femmes, les disparités dans le monde du travail, les défis dans le secteur de la santé, ainsi que la mortalité maternelle, les affres du sida chez les femmes (UNESCO, 1995), et encore bien d'autres maux, interpellent les chercheurs, les agents de développement, les décideurs politiques et plusieurs organismes de solidarité internationale sur les conditions de la construction d'une société plus juste et plus égalitaire dans les pays pauvres, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Au Burkina Faso par exemple, 95 % des femmes rurales s'adonnent à l'agriculture de subsistance et aux activités du secteur informel. Les femmes propriétaires de terre sont plutôt rares. Elles représentent moins de 6 % des paysannes. Leur accès à la terre reste difficile, malgré l'interdiction de toute discrimination de sexe par la législation sur la réorganisation agraire et foncière (PNUD, 1993).

Binta Sarr de l'APROFES souligne aussi la situation précaire des femmes au Sénégal. Elle montre ainsi que les deux-tiers de la population sénégalaise vivent dans une situation de pauvreté absolue et que les femmes sont les premières victimes du sous-développement. Sarr décrit ainsi la situation des femmes dans les réformes économiques au Sénégal :

*« (...) Les femmes sont les premières victimes. Vivant dans une société marquée par l'idéologie féodale, elles avaient déjà un accès limité aux ressources (terre, crédit, matériel, formation technique), à l'emploi et à la prise de décision à tous les niveaux (famille, communauté, etc.). Et tout cela dans un cadre marqué par la sécheresse, la dégradation de l'environnement, la désertification et les conflits sociaux »<sup>5</sup>.*

Avec Droy (1990), on peut noter que dans plusieurs cas, la contribution de la femme aux travaux agricoles est parfois supérieure à celle de l'homme. Les tabous et les interdits traditionnels maintiennent les femmes à l'écart des activités masculines plus rémunératrices. L'auteur souligne qu'il est honteux pour certains hommes d'effectuer des tâches réputées féminines. D'après Droy, il convient de disposer de données

---

<sup>5</sup> Binta SARR, Impact des réformes économiques sur la femme sénégalaise, [http://www.iued.unige.ch/information/publications/pdf/vp\\_silence\\_pudique/11-Eco-Binta.pdf](http://www.iued.unige.ch/information/publications/pdf/vp_silence_pudique/11-Eco-Binta.pdf) consulté le 18 septembre 2005

quantitatives et qualitatives, ventilées par sexe, sur les acteurs et les bénéficiaires du développement agricole et rural. Elle mentionne que dans la plupart des cas, les femmes africaines sont souvent considérées comme étant des incompetentes et des incapables, et qu'elles sont en plus victimes de nombreuses injustices. Elle souligne même que c'est « l'oubli » des femmes dans les programmes de développement qui amplifie leur situation d'inégalité, de marginalisation et de domination caractéristique de la société traditionnelle. Puget (1999) abonde dans le même sens et note que dans certaines régions de l'Afrique, la femme est toujours définie par rapport à l'homme.

Tous ces préjugés et injustices socio-économiques ont, sans doute, amené les féministes et les organismes de développement international à révéler la pertinence d'une analyse du rôle des femmes dans la production, dans la reproduction de la famille et dans la communauté.

C'est dans ce contexte socio-économique que les femmes du Nord, de même que celles du Sud, ont mené leurs actions contre les discriminations qu'elles subissent dans les politiques de développement (Bisilliat, 2000). Et c'est ainsi que le féminisme au Sud, appuyé par les ONG du Nord, a pris un envol avec la naissance de l'approche « Intégration des femmes au développement ». Cette dernière approche est une théorie liée à l'approche « anti-pauvreté », et elle a été suivie de l'approche « Genre et développement » (Buving, 1986; Moser, 1993 ; Bisilliat, 2000).

Nous pouvons sans doute dire que ce sont ces quelques éléments de ce diagnostic qui expliquent l'émergence de ce que l'on a appelé l'approche « Genre et développement » en Afrique subsaharienne. Il est cependant intéressant d'avoir un meilleur aperçu de l'évolution des différentes approches féministes et de la situation de la femme de l'Afrique subsaharienne afin de bien comprendre la situation actuelle de même que les fondements théoriques de l'approche « Genre et développement ».

## **1. 2. Fondements théoriques : évolution des différentes approches féministes et de la participation des femmes au développement**

Les politiques nationales et la participation des femmes au développement renvoient à un débat international qui se prolonge au niveau national et même local dans

les pays en voie de développement. Ceci étant, on peut commencer par mentionner un certain nombre d'approches à présent dépassées.

Avec la programmation de l'année 1975 comme année internationale de la femme par les Nations Unies, suivie de la décision de consacrer à la femme la décennie 1975-1985 et d'une vaste mobilisation nationale et internationale avec les conférences de Mexico (1975), de Copenhague (1980) et même de Nairobi (1985) (Ministère de la femme, 1993), les mouvements féministes s'affirment au Nord comme au Sud. Au sein des mouvements féministes et des ONG du Québec, plusieurs courants et approches vont faire leur apparition pour dénoncer la subordination des femmes. C'est ainsi qu'une nouvelle génération de femmes du Sud, de même que les ONG québécoises et quelques organismes nationaux qui oeuvrent à l'international tels que l'ACDI, critiquent le modèle selon lequel il ne s'agirait simplement que d'intégrer les femmes dans les programmes existants de développement. Les critiques du groupe DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) de New Delhi font une apparition importante et marquent le début des années 90 avec une nouvelle approche féministe du développement qui se veut plus radicale.

Il faut ainsi rappeler que ces différentes approches « Intégration des femmes au développement » et « Genre et développement », s'inscrivent dans un ensemble de stratégies de lutte contre toutes les formes de discrimination. Ce sont là des stratégies que les féministes et les ONG québécoises<sup>6</sup> mettent en œuvre afin de favoriser le bien-être des femmes, et aussi des hommes, ainsi que de leurs familles et de leurs communautés.

Nous allons donc, dans une première phase, examiner l'approche de l'« Intégration des femmes au développement » (IFD), et dans une seconde phase, nous allons nous pencher sur l'approche « Genre et développement » (GED).

### **1. 2. 1. Approche de l'« Intégration des femmes au développement » (IFD)**

Rappelons brièvement que jusqu'au début des années 70, malgré les deux décennies (de 1950 à 1960 et de 1960 à 1970) centrées sur le développement, les femmes étaient absentes et même oubliées dans les projets et les programmes de

---

<sup>6</sup> C'est le cas des organismes de coopération internationale comme Oxfam-Québec, SUCO, CECI, etc.

développement. À cette époque, des études féministes ont révélé que la contribution économique et sociale des femmes était largement ignorée des planificateurs et que les projets et les programmes de développement avaient (et ont parfois encore), pour effet d'augmenter leur charge de travail et de réduire d'avantage leur accès aux ressources économiques. On réalisera alors que les femmes, qui constituent pourtant environ 50% de chaque société, sont les personnes qui ont le moins accès aux ressources et au pouvoir. Depuis ce temps, on parle beaucoup de l'intégration des femmes dans le développement, et un grand nombre de projets et de programmes ont été exclusivement réservés aux femmes.

D'après Rathgeber (1988), l'expression "Women in Development" est devenue depuis quelques années monnaie courante dans le milieu universitaire. Elle montre que cette expression est entrée en usage en 1970 suite au célèbre ouvrage de Ester Boserup, intitulé *Women's Role in Economic Development* (Boserup, 1970), où l'auteur remet en question l'idée que les conséquences des projets de développement sont bénéfiques à l'ensemble de la société pour laquelle ils sont conçus.

Pour cet auteur, c'est en 1973 que le discours officiel sur l'IFD a fait son apparition avec le congrès de la United States Agency for International Development (USAID) aux États-unis. On exige à ce moment d'aider à l'intégration des femmes du Tiers-Monde dans les programmes d'économies nationales. Et même à l'heure de l'ajustement structurel, les institutions internationales affirment que la marginalisation des femmes constituait un gaspillage et un obstacle pour le développement des pays africains. L'auteur montre que pour ces institutions, les femmes sont des ressources et qu'elles doivent être mieux « exploitées ». Le féminisme est ici au service de la rationalité économique. Selon Rathgeber, la perspective de l'IFD est étroitement liée à la populaire théorie de la modernisation<sup>7</sup>. Elle note également que les théoriciens comme le professeur Rostow croient que c'est par la modernisation, synonyme d'industrialisation, qu'on peut améliorer graduellement le niveau de vie de tous dans les pays en développement.

---

<sup>7</sup> C'est la pensée dominante sur le développement international des 50 aux années 70



Selon St-Hilaire (1995), le discours sur l'IFD est avant tout un discours centré sur l'équité. Il ne porte pas seulement sur la reconnaissance de la contribution économique des femmes à la société et sur la nécessité de leur donner plein accès au marché de l'emploi. L'auteur souligne également que ce discours sur l'IFD prône une reconnaissance de l'égalité des sexes dans toutes les sphères de la vie sociale. Dans cette mouvance, et pour répondre à cette approche d'IFD, les leaders politiques masculins ont jugé nécessaire d'organiser une conférence internationale des Nations Unies en 1975, à Mexico. Ces hommes avaient leur propre raison de vouloir tenir cette conférence avec les représentants des pays du Tiers-Monde, qui, face à la détérioration des termes de l'échange au niveau international et aux échecs de la stratégie rostowienne de la modernisation, revendiquaient la création d'un Nouvel ordre économique international (NOEI).

À l'issue de cette conférence, le discours sur l'IFD opère son premier changement et délaisse le terrain de l'équité pour s'articuler autour des besoins «essentiels». Les femmes dénoncent alors un développement qui les a oubliées et elles se mettent à revendiquer leurs droits. Elles constatent les échecs de la théorie dominante de la « modernisation ». L'engagement des femmes devient une façon de mettre en œuvre leurs nouvelles stratégies de développement. Pour sortir de leur « invisibilité », et afin de compter parmi les bénéficiaires « visibles » du développement (Karl, 1988), les féministes mettent de l'avant l'IFD afin de transformer les tâches traditionnelles des femmes, en leur donnant un caractère marchand par un appui à des petits projets, grâce à un apport financier et technique fourni par des ONG et par des institutions internationales de développement. Les actions qui sont favorisées concernaient surtout la formation des femmes à des activités génératrices de revenus.

Face à cette politique de l'IFD, plusieurs auteurs ont critiqué cette approche en lui attribuant une vision occidentale du travail de la femme, fondée sur l'économie domestique et transposée aux femmes des pays du Sud. Selon eux, cette première approche révèle une méconnaissance du fonctionnement des sociétés dites traditionnelles. Mignot-Lefebvre (1985) souligne d'ailleurs que cette approche confine les femmes à la sphère domestique. De plus, l'auteur montre que l'appréhension de l'IFD

préconise des activités, qui, impulsées d'en « haut », ne concernent pas les villageoises dans les pays du Sud.

Pour l'USAID, l'IFD signifiait :

*« Mettre l'accent sur le besoin de rehausser la productivité des femmes, d'augmenter leurs revenus et de promouvoir leur accès à des ressources économiques productives comme moyens d'atteindre la croissance économique nationale d'ensemble. (...) »* (Champagne, 1989 : 6).

D'autres auteurs comme Champagne (1989) et Rathgeber (1994) parlent aussi de l'approche « Femmes et développement » (FED), comme étant celle qui mise essentiellement sur la relation entre les femmes et le processus de développement plutôt que sur la façon d'intégrer les femmes dans le développement.

Cette approche FED appréhende les femmes comme un groupe stratégique intégré aux dynamiques locales. Elle donne vie à des projets ciblés qui ont pour objectif de renforcer les positions des femmes en les appuyant dans leurs activités productrices. Les projets-femmes permettaient de développer les activités artisanales féminines ou d'encourager ces dernières à se regrouper en coopératives. Ici, les programmes favorisent la formation des groupements féminins et dispensent des formations comme l'alphabétisation fonctionnelle. Ils offrent des crédits pour des activités génératrices de revenus et tentent de trouver des solutions pour alléger les travaux domestiques. En effet, d'après Isabelle Droy, le développement de ces deux approches a été analysé en termes d'échec (entre autres) par l'oubli des femmes malgré les politiques nationales de développement en leur faveur (Puget, 1999). Certaines études ont su dénoncer que la situation des femmes ne s'était pas améliorée et qu'elle s'était même affaiblie dans certains secteurs comme dans le domaine agricole (Boulding, 1976 ; Tinker et Brasmen 1976 ; Kelly et Elliot, 1982 ; Jacquet, 1995).

Les politiques de développement liées à l'approche IFD et à l'approche FED ont focalisé leurs interventions sur le développement d'activités génératrices de revenu, sur l'allègement des travaux ménagers par l'introduction des technologies dites appropriées pour permettre aux femmes de dégager du temps afin qu'elles puissent se consacrer aux

activités rémunératrices, et enfin sur la formation des femmes par le biais notamment de l'éducation.

Les politiques nationales découlant de ces approches (IFD et FED), qui se sont développées dans les années 70 à 85, mettent également l'accent sur la capacité individuelle des femmes à s'outiller pour s'intégrer aux structures déjà existantes du développement (AQOCI, CQFD, 2003).

Nous pouvons dégager un certain nombre de critiques communes à ces deux approches. Tout d'abord, les études leur reprochent d'être l'œuvre des Nations Unies, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de l'USAID, et on dit que le discours de ces institutions rejoint les revendications des féministes des pays du Nord. Les projets mis en place tels que les formations spécifiquement féminines (couture, broderie,...), sont perçues comme ne répondant pas toujours aux besoins des femmes de l'Afrique subsaharienne et ne prenant pas en compte leurs intérêts.

De plus, de nombreux<sup>8</sup> chercheurs dénoncent certaines des lacunes de ces deux approches, telles que l'importance accordée aux responsabilités individuelles des femmes d'assurer leur intégration et leur participation au niveau du développement, en négligeant tous les aspects culturels, politiques et économiques portant sur les rapports homme-femme (Young, 1993).

Les plus vives critiques de l'approche FED et de l'IFD viennent de Locoh (2001), de Jacquet (1995) et de Buvinic, (1989). Ces auteurs montrent que l'approche FED comme celle de l'IFD, isole les femmes comme une catégorie spécifique, et ainsi, les marginalise en tant que « groupe ». Ces deux approches ne font aucune analyse sur le rapport de sexe et confinent les femmes dans le rôle de pourvoyeuses pour leurs familles et leurs enfants. De plus, ces auteurs soulignent que ces approches ne favorisent pas réellement l'aspect socioculturel qui s'appuie sur les dynamiques du « dedans », c'est-à-dire que les femmes n'interviennent pas en tant qu'actrices du développement, mais plutôt comme des bénéficiaires des politiques de développement, ce qui ne met pas en valeur les ressources naturelles et humaines locales.

---

<sup>8</sup> Tout au long de ce travail, le masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger la lecture du mémoire.

Locoh a d'ailleurs eu raison de montrer que l'analyse utilisée lors des approches précédentes était un échec :

*« Elles tendaient à solliciter de plus en plus la participation des femmes à la production, notamment agricole, sans leur rapporter les moyens de donner leur propre orientation au développement. Sous des dehors généreux, ces approches se sont parfois révélées un piège pour les femmes. Leur "intégration" au développement pouvait n'être qu'une forme rajeunie de la traditionnelle exploitation dont elles étaient l'objet »<sup>9</sup>.*

Cependant, même si ces approches présentent des limites indiscutables, elles ont eu le mérite de propulser les femmes sur la scène du développement après plusieurs années caractérisées par leur absence dans les analyses et les pratiques de terrain des programmes et des projets de développement.

Caroline Moser (1989) a d'ailleurs à son crédit d'avoir proposé une synthèse des diverses approches de la problématique « Femmes et développement », qui résumant assez bien les différents courants qui ont prévalu aux étapes successives des expériences en matière de programmes et projets de développement<sup>10</sup> (tableau 1). Elle associe à chacune de ces approches le niveau de la réponse aux besoins des femmes (pratiques ou stratégiques) qu'elles sont censées satisfaire.

---

<sup>9</sup> Colloque international : Genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 16-21 juillet 2001, p.4

<sup>10</sup> Caroline Moser cité par Thérèse Locoh, Colloque international : Genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 16-21 juillet 2001, p.3

**Tableau 1 : Les approches femmes et développement**

Type d'approche et période	Objectifs de l'approche et effets attendus	Besoins à satisfaire
<b>Bien - être social</b> (1950 - 1970).	Les effets sur l'amélioration de la condition de vie des femmes ont été faibles parce qu'elles ont été considérées comme des bénéficiaires passives des programmes mis en œuvre	Besoins pratiques essentiellement.
<b>Accès à l'égalité</b> (1975 - 1985).	Promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes. Le partage équitable des biens et l'accessibilité aux services de base reste encore un objectif à atteindre, souvent en butte aux réticences des détenteurs de pouvoir.	Besoins stratégiques, visant à l'acquisition de droits égaux.
<b>Lutte contre la pauvreté</b> (toujours à l'honneur depuis les années 1970).	Inciter les femmes à accroître leur productivité pour résoudre les problèmes les plus graves de subsistance des pauvres. L'activité des femmes reçoit une assistance de type "social", mais les maintient dans leur statut de dépendantes chargées de la subsistance familiale	Besoins pratiques : amélioration des revenus, activités générant des revenus
<b>Efficacité</b> (1980 - à nos jours).	Accélérer le développement par une pleine intégration des femmes à l'activité économique et à la modernisation, avec un accent particulier sur une répartition équitable des ressources. L'impact a porté sur les rôles de reproduction, production et de gestion de la communauté.	Besoins pratiques : l'accès aux services sociaux.
<b>Empowerment</b> (Accroissement du pouvoir de décision) (depuis 1980)	Renforcer le pouvoir de décision des femmes afin d'accroître l'efficacité des opérations de développement en minimisant les obstacles à la participation des femmes à toutes les sphères de la vie économique, sociale et politique. Les effets attendus ne se feront sentir qu'à long terme car cette approche suppose un profond changement social et une remise en cause des rapports entre hommes et femmes (approche de genre).	Besoins stratégiques, car les rapports prévalant à tous les niveaux de l'organisation sociale devraient en être modifiés.

**Source :** Adapté de Moser (1989), cité par Thérèse Locoh, « Les rapports de genre, une nouvelle approche des questions du développement » in Colloque international : *Genre, population et développement en Afrique*, Abidjan, 16-21 juillet, 2001, p.3.

Ces critiques et l'échec des politiques de « l'Intégration des femmes au développement » ou de « Femme et développement » vont amener les chercheurs féministes à développer le concept de « genre » dans le développement.

### **1. 2. 2. L'approche « Genre et Développement » (GED)**

La remise en cause des politiques des approches précédentes (IFD et FED) a amené dans les années 80, la naissance d'une nouvelle approche baptisée approche « Genre et développement ». Après avoir dénoncé la marginalisation des femmes, l'approche GED vise à une valorisation de la contribution de celles-ci et à l'« *empowerment* » des femmes à tous les niveaux de la société, comme nous le verrons plus loin. L'approche « Genre et développement » remet en cause les politiques de l'IFD. Avec une renaissance d'un féminisme « combatif », cette approche présente quelques spécificités. Tout d'abord, elle ne s'occupe pas uniquement des femmes (Bisilliat, 2000 ; Champagne, 1989 ; Balmer, 1997 ; Mondoux, 2004), mais centre l'attention sur le rapport homme-femme, c'est-à-dire sur le « genre ». Ce dernier peut être défini comme étant une construction sociale qui analyse et dénonce les inégalités entre les sexes (Hirata, 2004).

Ce concept « genre », introduit directement dans le langage par certains auteurs comme (Bisilliat, 1992; Champagne et al., 1986; Leloup et al., 1995), le fait que la différence entre les femmes et les hommes n'est pas seulement biologique. En nous appuyant sur la définition de ces auteurs, parler de "genres", plutôt que de "sexes" c'est définir les femmes et les hommes en insistant sur les caractéristiques culturelles, car c'est dans leurs relations sociales qu'hommes et femmes sont différents. La manière de choisir un partenaire, le droit d'accéder à la propriété ou d'hériter, la liberté de circuler varient d'une société à l'autre et évoluent aussi dans le temps. Les relations de genre ne sont pas figées. Dès lors, les inégalités dont sont victimes les femmes peuvent être modifiées. Ce ne sont pas les différences biologiques qui justifient les inégalités entre les femmes et les hommes mais bien la manière dont chaque société définit leurs rôles sociaux respectifs. Ce concept est apparu dans les années 70 et s'est répandu d'abord dans les pays anglo-saxons, dans les pays en développement puis dans les organisations de coopérations

internationales. Nous allons d'ailleurs approfondir la définition de ce concept « genre » dans le chapitre trois de notre première partie.

D'ailleurs, les travaux de Champagne (1989) montrent que l'approche GED refuse d'appréhender la femme comme une entité isolée du corps social par la prise en compte du rapport genre. Elle s'enracine dans une perspective d'analyse féministe qui prend en compte tous les aspects de la vie des femmes. Contrairement à l'IFD et au FED qui s'intéressent essentiellement aux conditions économiques des femmes, le GED questionne la validité même des rôles sexuels. L'approche « Genre et développement » explique l'oppression des femmes par la division du travail et donc par la subordination de la sphère de la reproduction et celle de la production.

Les féministes qui expriment leur adhésion à l'approche GED pensent que les projets IFD peuvent améliorer les conditions des femmes sans changer le fondement de leur position sociale (Sarr, 1998). Ceci étant, les théoriciens de l'approche GED s'en prennent aux relations de pouvoirs et de privilèges qui se vivent au détriment des femmes. Les féministes refusent ainsi de rester prisonnières du déterminisme biologique (sexe), qui renforce le caractère non historique et atemporel de la catégorie femme (Bisilliat, 1992).

En nous inspirant des écrits de Bisilliat (1992) de Champagne et al. (1989) et de Leloup et Ryckmans (1995) comme nous avons souligné précédemment, nous pouvons dire que l'approche s'intéresse aux intérêts stratégiques (Locoh, 2001), puisque les femmes veulent contrôler des enjeux actuellement sous le contrôle des hommes en augmentant leur espace de pouvoir par rapport à celui des hommes. L'approche privilégie l'étude des stratégies des femmes en partant de leur point de vue dans le cadre de toute politique de développement. La vocation de l'approche GED est alors de stimuler la croissance dans l'équité, tout en réduisant la pauvreté rurale et en atteignant la sécurité alimentaire. Pour ce faire, il faut que les hommes et les femmes rurales aient un accès adéquat et équitable aux ressources productives et aux services d'appui essentiels.

L'émergence de l'approche GED dans les sciences sociales vient répondre à un certain nombre de questions dans les politiques de développement au sein des pays en développement. Elle suscite les formations sur les questions de genre et le renforcement

des capacités des agents de développement nationales et locales, les avis de politique, la planification des programmes et projets, la gestion des ressources du ménage, les systèmes d'exploitation, l'alimentation et la technologie, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la collecte de données, d'informations et de statistiques ventilées par sexe. En effet, l'approche GED s'appuie sur une perspective holiste<sup>11</sup> et les analyses selon le genre montrent que des aspects tels que le contrôle masculin de la force de travail des femmes, et l'accès limité de ces dernières au pouvoir politique et à des ressources à forte valeur sociale et économique sont à l'origine de leur accès limité à une source de revenu stable (Young, 1987)

L'approche « Genre et développement » met de plus en évidence que les hommes, eux aussi, pâtissent d'une organisation sociale asymétrique et qu'ils pourraient également bénéficier de systèmes de genre plus équitables. Non seulement cette approche renouvelle-t-elle les questions de promotion du statut des femmes, mais de plus, elle va au-delà de toute approche liée au développement. En effet, elle impose de prendre en compte, à toutes les étapes des programmes et projets, les rapports homme-femme, et d'analyser leurs structures et leurs effets, pour les femmes comme pour les hommes, et ceci dans tous les domaines du développement, notamment économiques, sociaux, politiques et culturels.

Cette approche ne conduit pas seulement à l'élaboration de stratégies d'intervention et d'action positive assurant une meilleure intégration des femmes dans les programmes de développement en cours, mais elle entraîne aussi un réexamen fondamental des structures et des institutions sociales, et, en fin de compte, de la perte de pouvoir des élites séculaires. Ceci aura sans doute un effet bénéfique sur certaines femmes ainsi que sur certains hommes (Rathgeber, 1994). L'approche GED recherche un développement « durable et équitable »<sup>12</sup>. Elle répond ainsi au concept de développement durable qui est bien plus qu'un simple compromis entre économie et écologie. De plus, une perspective de justice et d'équité sociale l'approche GED

---

<sup>11</sup> En ce sens, l'accent est mis sur l'ensemble des dimensions : famille, ménage, organisation des espaces économiques et politiques.

<sup>12</sup> C'est-à-dire qu'elle accorde la priorité aux besoins des plus vulnérables sans aucune discrimination, et met l'accent sur l'égalité et la justice sociale : un objectif à atteindre maintenant et à maintenir pour les générations futures.



répond également à l'harmonisation de l'économie et de l'écologie (Vaillancourt, (1995)).

L'approche GED influence ainsi peu à peu les organismes de développement et les rencontres internationales. La littérature sur l'approche GED montre aujourd'hui que les discours sur cette théorie s'imposent dans des recherches financées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO), les Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), entre autres.

Nous pouvons souligner que l'intégration de la dimension du genre dans le développement par ces organismes n'est pas de donner des pouvoirs aux femmes pour dominer les hommes mais elle vise plutôt à construire un nouveau partenariat entre femmes et hommes, respectant la différence socio-économique entre le eux et assurant la participation équitable, pleine et entière des deux sexes dans tous les domaines d'intervention d'une communauté donnée.

Pour les tenants de l'approche GED, les hommes et les femmes doivent accéder de la même manière au développement durable. C'est une approche qui également vise à promouvoir la justice entre les sexes par l'« *empowerment* » des femmes et des hommes dans la population et dans les activités de développement (AQOCI, CQFD, 2003). Les auteurs de la théorie GED affirment que les femmes doivent s'organiser afin d'augmenter leur pouvoir politique (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991).

Nous pouvons noter, par exemple, que dans le cas des activités sur la production animale, les femmes ont toujours joué un rôle important, surtout au niveau de la transformation et du commerce des produits alimentaires dérivés. La Division de la production animale de la FAO attache d'ailleurs une grande importance à la prise en compte du « genre », c'est-à-dire des responsabilités et des rôles respectifs des hommes et des femmes, dans tous ses projets de développement. De plus, certains projets spéciaux ont précisément pour objet l'amélioration de la participation des femmes aux processus de production animale.

L'approche « Genre et développement » semble bien intégrée dans les politiques des organismes tels que la FAO. En 2002, dans le rapport annuel de l'organisation, l'analyse sur le genre montre que la mobilisation des volontés politiques aussi bien que celle des ressources sont nécessaires pour supprimer les inégalités de genre. Et ceci en mettant un accent particulier sur l'accès, la maîtrise, et le partage des bénéfices tirés des ressources naturelles et des services associés. Le rapport notait également le fait que les droits des femmes rurales, leur savoir, leur contribution et leur rôle, doivent être reconnus par les décideurs politiques. Le principal message proposé par la FAO était qu'afin d'améliorer le statut des femmes rurales et de promouvoir l'égalité de genre dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, il est impératif que les femmes rurales disposent d'un accès et d'une maîtrise équitable aux ressources naturelles et aux moyens de production. Elles doivent être émancipées pour jouer pleinement leur rôle comme agentes de changement dans la décision des politiques nationales relatives au développement et au bien-être de la communauté. Le rapport mentionne aussi le fait qu'une écoute insuffisante des femmes rurales conduirait à un affaiblissement et à un ralentissement de l'efficacité et de la marche vers l'équité, puisqu'elles sont des réservoirs de savoir et qu'elles sont garantes de la protection de leurs écosystèmes et de sa biodiversité. Les moyens mis en place en faveur des femmes permettent une amélioration de leur condition de vie et de leur position sociale (FAO, 2002).

Sophie Treinen, chargée d'information à la Division de la parité homme-femme et de la population de la FAO, déclare que :

*«Les nouvelles technologies de l'information ne sont pas un luxe, mais un instrument essentiel au développement durable. Il est nécessaire de mettre en place des infrastructures de télécommunication adaptées et durables et d'élaborer des messages répondant aux besoins identifiés par les communautés rurales elles-mêmes, tout en respectant la diversité sociale et culturelle de ces communautés»<sup>13</sup>.*

A travers le tableau suivant, nous pouvons bien saisir la différence entre l'approche de l'« Intégration des femmes au développement » et l'approche « Genre et développement ».

---

<sup>13</sup> Déclaration de Sophie Treinen, in, Rapport de la FAO, "Femmes rurales : partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté", juin 2002



**Tableau 2 : L'évolution pragmatique en comparant l'intégration des femmes au développement (IFD) et le genre et développement (GED)\*.**

<b>I F D</b>	<b>G E D</b>
<b>L'APPROCHE</b>	
› Une approche qui considère les femmes comme étant le problème	› Une approche du développement
<b>LE CENTRE D'INTÉRÊT</b>	
› Les femmes	› Les rapports entre les femmes et les hommes
<b>LE PROBLÈME</b>	
› L'exclusion des femmes (qui représentent la moitié des ressources potentielles de production) du processus de développement	› Les relations de pouvoir inégales (riches et pauvres, femmes et hommes) qui empêchent un développement équitable ainsi que la pleine participation des femmes
<b>L'OBJECTIF</b>	
› Un développement plus efficient, plus efficace	› Un développement équitable et durable, où les femmes et les hommes prennent les décisions
<b>LA SOLUTION</b>	
› Intégrer les femmes au processus de développement existant	› Accroître le pouvoir des plus démunis et des femmes › Transformer les relations non-égalitaires
<b>LES STRATÉGIES</b>	
› Projets pour femmes › Volet femmes › Projets intégrés › Accroître la productivité des femmes › Accroître le revenu des femmes › Accroître la capacité des femmes d'effectuer les tâches traditionnellement liées à leur rôle	› Identifier/considérer les besoins pratiques déterminés par les femmes et les hommes en vue d'améliorer leur condition › Traiter en même temps des intérêts stratégiques des femmes › Faire face aux intérêts stratégiques des pauvres par un développement axé sur les gens.

\* Tiré de : « Un autre genre de développement – Un guide pratique sur les rapports femmes hommes dans le développement », Moffat L, Geadah Y, Stuart R, CCCI, MATCH et AQOCI, 1991, p82.

Toutefois, en conclusion de ce chapitre, nous pouvons noter que l'analyse de l'approche « Genre et développement » que nous venons de présenter ne nous éloigne pas considérablement de l'approche de l' « Intégration des femmes au développement » et de l'approche « Femme et développement ». Ceci, dans la mesure où tous les projets semblent encore être centrés sur la sensibilisation des femmes et sur leur intégration dans les projets de développement. On pourrait se demander quelle est en réalité la position des hommes?

Maintenant que nous avons présenté l'approche « Genre et développement », nous allons, dans le chapitre suivant, exposer la méthodologie qui va nous guider tout au long de ce travail.

## CHAPITRE II : DEMARCHE METHODOLOGIQUE

### 2. 1. Choix de la méthode de recherche

Dans ce deuxième chapitre, nous présentons la démarche suivie pour la réalisation de notre mémoire de maîtrise. Sans « sous-estimer » la démarche quantitative, nous avons privilégié une méthode qualitative, à cause de sa richesse descriptive des données et de son rôle capital dans les phases exploratoires de la recherche (Barton, A. H., Lazarsfeld, P. F., 1970). De plus, notre étude, étant de nature scientifique, il est indispensable de développer et de construire une méthodologie cohérente et rigoureuse non seulement pour recueillir des données, mais aussi pour comprendre, décrire et expliquer le phénomène étudié.

Depuis une vingtaine d'année, les méthodes qualitatives gagnent du terrain dans les études sociologiques. L'histoire de vie, l'entrevue semi-dirigée, l'observation participante et plus généralement l'enquête de terrain, obtiennent la faveur des chercheurs. Les méthodes qualitatives ont désormais droit de cité, et du crédit leur est accordé. Elles font preuve de pertinence, d'intérêt et de rigueur et elles se sont hissées à égalité avec les méthodes quantitatives (Hamel, 2000).

En outre, un changement dans les conceptions épistémologiques et méthodologiques en sciences humaines se fait particulièrement sentir à l'heure actuelle. La raison en est que les méthodes et techniques quantitatives, bien que devenues très sophistiquées et très raffinées, apparaissent néanmoins de plus en plus comme insuffisantes pour résoudre les problèmes extrêmement complexes posés par les sciences humaines. Dès lors, les chercheurs ressentent la nécessité de se tourner vers la recherche qualitative dont les fondements phénoménologiques et interactionnistes vont susciter la mise en œuvre d'une démarche prenant largement en compte la complexité des situations, leurs contradictions, la dynamique des processus ainsi que les points de vue différents des acteurs sociaux (Pourtois et Desmet, 1989).

Tenant compte de l'intérêt pour les méthodes qualitatives en matière de recherche sociologique et dans le cadre de la réalisation de notre mémoire de maîtrise, nous avons choisi de rédiger ce chapitre sur la méthodologie de notre mémoire dont

l'intitulé du sujet est : L'approche « Genre et développement » : les ONG québécoises<sup>14</sup> en Afrique subsaharienne.

Cependant, on peut se poser la question suivante : pourquoi avoir choisi les méthodes qualitatives ?

-Les méthodes qualitatives ont été choisies parce que notre recherche ne peut être réalisée de façon expérimentale, et peut très difficilement l'être avec des instruments quantitatifs comme un questionnaire à réponses fermées envoyé à un échantillon représentatif.

-Les méthodes qualitatives ont été choisies parce que notre recherche a pour but d'approfondir des concepts, des processus et des phénomènes complexes sur l'approche « Genre et développement »;

-Les méthodes qualitatives ont été choisies parce que notre recherche comporte des aspects et des dimensions pertinents qui n'ont pas été profondément cernés par les ONG canadiennes et plus précisément par les ONG québécoises qui interviennent en Afrique subsaharienne.

Notre objectif dans ce chapitre est donc de présenter la démarche méthodologique que nous envisageons de suivre dans la réalisation de notre mémoire de maîtrise. Afin d'atteindre cet objectif, nous comptons articuler le travail à travers les points suivants : définition de notre univers d'étude, le choix des instruments utilisés (l'entrevue, l'échantillon,...), l'administration de notre grille d'entretien et l'analyse des données.

## **2. 2. L'univers de l'enquête**

Dans cette section, nous allons définir notre milieu d'étude et les objectifs de la recherche. Nous allons également faire ressortir notre question principale et les hypothèses de la recherche qui portent sur l'approche « Genre et le développement » et les ONG québécoises.

---

<sup>14</sup> Nous précisons que nos données ne couvrent pas l'ensemble des ONG du Québec. L'enquête est menée plus précisément auprès de quatre ONG montréalaises importantes que nous avons choisies pour faire ce travail et surtout à cause de leur plus grande accessibilité.

### 2. 2. 1. Cadre d'étude

En nous inspirant d'une démarche exploratoire, nous avons entrepris une recherche qualitative sur notre thème qui porte sur l'approche « Genre et développement » et l'intervention des ONG. Cette méthode qualitative va nous permettre de mieux comprendre la situation des femmes en général, et en particulier, celle des femmes dans les pays en développement. Pour ce faire, nous nous sommes interrogé particulièrement sur les conditions et la situation des femmes et des hommes en Afrique subsaharienne, et sur l'apport des ONG québécoises dans les politiques du développement dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cette problématique du « développement », qui tient compte de la justice sociale, de l'égalité, de l'équité et du rapport homme-femme, émerge depuis quelques années dans les institutions et les ONG internationales, nationales, locales et dans les associations de toutes sortes, ce qui oblige ces structures à orienter leurs programmes vers les cibles les plus défavorisées, à savoir les femmes, les jeunes et les enfants.

Notre enquête s'est effectuée dans la ville de Montréal, et plus précisément auprès des ONG québécoises qui interviennent dans notre champ d'étude, c'est-à-dire qui intègrent l'approche genre dans leur politique d'intervention dans les pays en développement. Nous précisons que le travail de terrain, nécessairement limité, n'a pas pour prétention de fournir des résultats généraux ou généralisables. Ceci explique le besoin de faire appel à une méthode d'échantillonnage plutôt souple et pas statistiquement représentative de l'ensemble des groupes visés.

Cette approche, qui aujourd'hui, est souvent utilisée dans les sciences sociales et plus particulièrement en sociologie, vise une amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres, et pas seulement une connaissance la plus objective possible de la situation.

Le travail va sans doute nous permettre d'une part, de décrire la situation des femmes en général et celles de l'Afrique subsaharienne en particulier et d'autre part, de comprendre, de décrire et d'analyser la « place » des femmes dans les politiques de développement et l'évolution des approches théoriques de l'approche GED. Notre recherche vise à explorer, cerner et analyser comment est perçue l'approche GED par les



agents de développement et/ou les responsables des ONG québécoises, et comment ils se l'approprient.

Nous avons jugé utile de dégager un certain nombre d'objectifs et d'hypothèses qui vont nous permettre de répondre à notre question de recherche.

## **2. 2. 2. Les objectifs et nos hypothèses de recherche**

### **2. 2. 2. 1. Objectif général du travail**

L'objectif général de ce travail est de comprendre comment les ONG québécoises, qui mettent en œuvre l'approche GED se sont appropriées le concept de « genre » et surtout, comment elles opérationnalisent cette approche en Afrique subsaharienne.

Et comme objectifs spécifiques, nous visons à :

- identifier les stratégies utilisées par les ONG dans leurs interventions;
- identifier les outils conceptuels utiles et le cadre d'analyse de l'approche GED ;
- déterminer les difficultés et les limites de la mise en œuvre de l'approche GED;
- analyser les stratégies mises en œuvre par les femmes de l'Afrique subsaharienne et identifiées par les coopérants que nous avons interrogés.

### **2. 2. 2. 2 Hypothèses de recherche**

Afin de mieux limiter notre problématique, nous avons mis de l'avant deux hypothèses de recherche :

- L'approche « Genre et développement » est définie comme une approche locale et/ou globale qui vise à une amélioration des conditions de vie de toute la communauté sans aucune discrimination, et qui agit sur la dynamique des sociétés à partir des modalités qui leur sont propres. Cependant, plusieurs facteurs interviennent et nous pouvons ainsi supposer que :

-les contraintes socio-culturelles liées au genre sont mieux prises en compte par les projets et/ou programmes de développement.

-l'approche genre est bien intégrée dans la conception des nouveaux projets et dans les activités de ceux qui sont en cours d'exécution par les ONG québécoises.

- L'opérationnalisation de l'approche « GED » par les ONG québécoises est une stratégie qui permet de valoriser le concept d'« *empowerment* », afin de permettre à la femme de participer activement à la prise de décision dans les projets de développement en Afrique subsaharienne.

### **2. 2. 3. Originalité de la recherche**

Sans avoir la prétention de réaliser un travail sur un thème inédit et de révéler les éléments qui n'ont jamais été l'objet d'une réflexion scientifique, nous cherchons à éclairer les débats entendus sur le terrain autour de l'approche GED et à identifier les stratégies mises en place par les agents de développement dans la mise en œuvre de cette approche. Nous voulons, de façon modeste, contribuer à faire connaître les débats que suscite cette approche au sujet de l'égalité de sexes. Nous voulons également mettre en lumière quelques stratégies déployées par les femmes de l'Afrique subsaharienne dans la prise en charge de la collectivité afin d'affirmer leur autonomie.

L'originalité de notre recherche s'explique aussi par le fait que nous n'allons pas seulement présenter les obstacles de l'approche GED, mais, nous allons aussi nous démarquer des études qui formulent davantage des critiques et les limites de l'application de l'approche GED (Lachenmann, 1998 ; Compaoré, 1999), en mentionnant aussi quelques stratégies élaborées par les femmes et évoqués par les coopérants interrogés.

### **2. 3. Le choix des instruments utilisés pour la collecte des données**

Dans notre étude exploratoire, nous avons commencé par utiliser un certain nombre de techniques que nous aimerions approfondir tout au long de notre recherche afin de permettre une meilleure «triangulation»<sup>15</sup> des informations que nous avons collectées pendant notre enquête de terrain. Nous avons développé certaines méthodes

---

<sup>15</sup> Mise en commun de l'entrevue, de l'observation et de l'analyse de contenu afin d'approfondir l'analyse, d'être plus près de la réalité de l'étude et aussi, pour vérifier nos hypothèses. La triangulation de ces instruments de collecte d'informations va nous permettre d'avoir les données inhérentes à la recherche comme le décrit Catherine Allix-Desfoutaux (1998).

d'échantillonnage et de recension des informations jugées utiles dans la réalisation de notre travail, notamment avec les instruments tels que les entrevues, les ressources orales et la recherche documentaire. Ces outils nous ont été d'un grand apport. De plus, nous avons exploité aussi des techniques d'observation plus ou moins participantes.

### **2. 3. 1. Le guide d'entretien**

Les entrevues comporteront trois volets : le premier est axé sur des informations générales de l'organisme et sur la connaissance de l'approche GED.

Le deuxième portera sur des questions relatives à l'opérationnalisation de l'approche GED, et sur la population ciblée par cette approche. Il s'agira aussi de savoir quelles sont les différentes activités liées au GED ; si notre interlocuteur a suivi une formation de l'approche GED, comment celui-ci l'appliquait-il dans ses programmes et projets?

Le troisième volet portera sur l'appréciation et les obstacles reliés à l'approche GED et si possible sur les stratégies mises en œuvre par les femmes et les agents de développement pour faire face aux obstacles et aux inégalités dont sont victimes les femmes en Afrique subsaharienne.

Il faut souligner que les questions adressées aux responsables des programmes « Genre et développement » dans les ONG sont sensiblement les mêmes que celles posées aux coopérants, aux volontaires et mêmes aux stagiaires qui interviennent dans la problématique de l'approche GED en Afrique subsaharienne.

Avant de réaliser les entrevues, nous expliquons aux répondants la nature de notre travail. Nous rappelons ainsi à nos interlocuteurs l'objectif de notre étude et de notre démarche. Nous précisons aussi que notre travail est réalisé dans un cadre académique afin d'éviter toute ambiguïté sur l'utilisation des informations, et nous leur disons qu'ils sont libres de ne pas répondre à toutes nos questions. En terminant l'entrevue, nous remercions nos interlocuteurs tout en leur demandant s'ils veulent ajouter des commentaires sur le déroulement de l'entrevue ou même sur l'objectif de notre recherche, sous couvert de l'anonymat.

Nous pouvons aussi souligner que ces entrevues sont généralement considérées comme étant une voie d'accès privilégiée pour appréhender le point de vue et l'expérience des acteurs sur un sujet donné (Poupart, 1997). Les propos ainsi recueillis permettent de mettre à jour les représentations recherchées telles qu'elles émergent de l'expérience des acteurs, laquelle trahit leurs attributs sociaux. Selon Poupart :

*« L'interviewé est vu comme un informateur susceptible précisément «d'informer» non seulement sur ses propos pratiques et ses propres façons de penser, mais aussi, dans la mesure où il est «représentatif» de son groupe ou d'une fraction de son groupe, sur les diverses composantes de la société et sur ses divers milieux d'appartenance ». (Poupart, 1997 : 181)*

Dans l'ensemble des types d'entrevues possibles en sociologie, l'entrevue semi-structurée ou semi-directive a été retenue pour notre recherche. Ceci, dans la mesure où elle est « *la mieux adaptée aux travaux de terrain en sciences sociales* » (Guibert et Jumel, 1997 : 120). L'entrevue semi-directive s'amorce en fonction d'un canevas constitué des différents thèmes à aborder et qui servent de guide. Ce canevas est toutefois ouvert aux thèmes qui surgissent au fil de l'entrevue. L'entrevue semi-directive que nous avons utilisée, va donc donner droit à l'interviewé de formuler l'information recherchée sous forme de récit. Les représentations recherchées en fonction des thèmes mis en avant par l'étude transparaissent ainsi à travers le récit de son expérience. Voilà la ligne de force de l'entrevue.

En effet, selon Poupart,

*« Il existe une opinion largement répandue dans la plupart des traditions sociologiques selon laquelle le recours aux entretiens demeure l'un des meilleurs moyens pour saisir le sens que les acteurs donnent à leurs conduites, la façon dont ils se représentent le monde et la façon dont ils vivent leur situation, les acteurs étant vu comme les mieux placés pour en parler ». (Poupart, 1997 : 175).*

L'entrevue a ainsi l'avantage de permettre de saisir en profondeur l'expérience des acteurs sociaux et les représentations qui s'y rattachent d'emblée. Ces dernières sont une clef de voûte idéale pour bien comprendre les informations recueillies au moyen de l'entrevue.

Toutefois, l'entrevue comporte quelques limites que nous tenons à souligner. Tout d'abord, seul un nombre restreint d'individus peut être atteint. Cela pose le problème de la représentativité. En effet, dans une perspective quantitative, l'échantillon est déterminé de manière statistique pour être représentatif de la population étudiée. Cette représentativité, lorsque les résultats sont concluants, permet de reporter ces derniers à la population étudiée dans son ensemble. Dans le cadre d'une recherche qualitative comme la nôtre, l'accent est mis sur les qualités sociologiques des individus selon le thème étudié. Comme pour toute étude d'échantillon, l'échantillon d'ordre quantitatif permet mieux d'extrapoler les conclusions d'une étude effectuée dans cette voie à une population plus large et d'avoir les résultats d'une enquête plus fiables.

### **2. 3. 2. Échantillonnage et constitution de notre échantillon**

Le mot échantillon peut prendre une double signification. Au sens strict ou opérationnel, il désigne exclusivement le résultat d'une démarche visant à prélever une partie d'un tout bien déterminé ; au sens large, il désigne le résultat de n'importe quelle opération visant à constituer le corpus empirique d'une recherche (Pires, 1997).

Pour Jacques Hamel, l'échantillonnage est une entreprise qui consiste à une réduction d'un ensemble en une partie. C'est un travail difficile à faire. Selon Hamel, une question redoutable se pose : celle de savoir si « *votre échantillon que l'on utilise est-il véritablement représentatif* »? (Hamel, 2000 : 26).

Dans le but de constituer notre échantillon d'ordre qualitatif, nous avons amorcé un échantillon non probabiliste. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques de notre démarche (qualitative). Cette méthode non probabiliste nous a permis de choisir au sein de la panoplie des ONG québécoises, celles qui répondent à notre objet de travail comme souligné plus loin. Nous avons ainsi sélectionné quatre ONG<sup>16</sup> à savoir : Solidarité-Union-Coopération (SUCO), Oxfam-Québec, le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), et Développement et Paix. De plus, nous avons choisi d'interroger onze intervenants provenant des organismes précités, qui ont répondu à nos questions reparties en items et en fonction de nos objectifs d'étude. Ces quatre

---

<sup>16</sup> Nous allons faire une brève présentation des ces organisations dans la deuxième partie de notre mémoire.

organismes sont des organisations de coopération et de solidarité internationales sans but lucratif et non partisans. Elles ont pour mission d'appuyer les populations les plus défavorisées dans les pays en développement et qui luttent quotidiennement pour leur survie, pour leur progrès, pour la justice sociale et pour le respect des droits humains. Ces organisations ont pour programme de renforcer la société civile et de lutter contre la pauvreté. Elles favorisent l'appui au renforcement des capacités de leurs partenaires en Afrique subsaharienne et des groupes en émergence qui œuvrent au développement durable des populations défavorisées, facilitent l'établissement de liens institutionnels et la constitution de réseaux permanents entre les organisations des pays en développement et leurs homologues québécois. Ainsi, notre choix de ces ONG n'est pas le fruit du hasard dans la mesure où nous partons de l'expérience de ces ONG qui développent des politiques en faveur des plus démunis et avec une approche GED. De même, elles élaborent des politiques en faveur de femmes dans le but de leur donner du pouvoir dans les programmes et projets de développement comme le souligne une revue d'Oxfam-Québec :

*« Le travail d'Oxfam-Québec dans le cadre du secteur d'intervention Femmes et développement économique a permis que des milliers de femmes aient une plus grande confiance en elles-mêmes en développant leurs capacités entrepreneuriales grâce à l'accès au crédit, à la formation et à l'appui-conseil, gagnent un revenu pour répondre à leurs besoins humains fondamentaux (alimentation, éducation et services de santé), assument mieux leur rôle économique en favorisant la croissance de leur revenu de façon durable, aient une voix dans la société civile à travers les activités économiques, acquièrent la capacité de présenter et gérer des projets productifs »<sup>17</sup>.*

Il faut ainsi relever que pour ces ONG, l'approche « Genre et développement » vise un développement juste, durable et participatif. Elle permet aux femmes et aux hommes de prendre part « également » aux processus de prise de décisions et au développement de leur communauté. Cependant, comment intervenir aussi dans des pays avec des contraintes socio-économiques et culturelles?

---

<sup>17</sup> Tiré du site Internet : <http://www.oxfam.qc.ca/>, consulté le 22 septembre 2005

Il faut toutefois noter que, comme les autres, cette méthode d'échantillonnage comporte des limites puisque le nombre d'organismes et d'individus atteints est restreint et que ceci pose un problème de représentativité. Ceci étant, dans le cadre d'une recherche de nature qualitative comme la nôtre, l'accent est mis sur les caractéristiques sociologiques des organismes et des sujets à atteindre selon l'objet d'étude.

D'ailleurs, dans l'article de J. Hamel intitulé « À propos de l'échantillon. De l'utilité de quelques mises au point »; l'auteur nous cite Bourdieu (1993), qui montre bien qu'un cas bien construit cesse d'être particulier. Il faut ainsi noter sans peine que l'échantillon n'est pas seulement une affaire de nombre.

*« L'échantillon remplit cette tâche qui consiste à bien construire l'objet d'étude en le représentant adéquatement et, à cet égard, un cas peut suffire ». (Hamel, 2000 : 36).*

Comme pour le choix des ONG, les personnes qui ont constitué notre échantillonnage ne sont pas prises au hasard. Ce choix s'est fait à partir d'une méthode empirique par rapport à la liste des programmes. Pour cela, nous avons considéré des intervenants qui s'occupent des programmes et des projets incluant l'approche «Genre et développement» dans les organismes précités.

En ce qui concerne les personnes (intervenants) que nous avons choisies, nous avons opté pour celles qui pratiquent ou qui ont utilisé l'approche GED dans leurs programmes. Ceci dans le but de recueillir leurs témoignages sur leurs expériences professionnelles de l'approche GED en Afrique subsaharienne comme nous l'avons noté précédemment. Il faut aussi préciser que nous avons également eu l'occasion d'entreprendre des discussions informelles avec certaines personnes-ressources sur notre objet d'étude ne faisant pas partie de notre échantillonnage.

Il est important de souligner que le choix des ONG et des personnes précitées aura pour but d'atteindre la représentation qualitative déjà évoquée. Il ne sera nullement question de vouloir représenter l'ensemble des ONG québécoises et l'ensemble du personnel de ces organismes selon un échantillon de leurs attributs doté d'une valeur statistique. Il ne s'agit pas spécifiquement de mener une étude comparative entre ces ONG, leurs personnels (coopérants, stagiaires,...) et de leurs approches comme stratégies d'intervention en Afrique subsaharienne. Les agents de développement que

nous avons interrogés sont des personnes informées de l'approche « Intégration des femmes au développement » (IFD) et de l'approche « Genre et développement" (GED); ils analysent également des projets de développement, qui mettent de avant l'approche GED et des modèles d'analyse du genre.

Cet échantillonnage va également être utilisé dans le choix des documents que nous avons examinés au fur et à mesure que notre recherche évoluait. De même, les techniques d'observation que nous privilégions ne vont pas échapper à cette loi d'échantillonnage. Tout ceci, dans l'intérêt d'avoir le plus d'informations possible sur le sujet que nous traitons et afin d'élaborer un travail le plus scientifique possible.

## **2. 4. Les techniques d'observation, la revue de littérature et l'administration de la grille d'entretien**

Dans la phase préliminaire de notre recherche exploratoire, il s'agissait de favoriser un certain nombre d'outils tels que l'observation directe et l'observation participante ou non participante, que nous avons soulignés précédemment.

Il est important décrire les méthodes d'observation utilisées dans les recherches scientifiques à caractère qualitatif.

### **2. 4. 1. Les techniques d'observation**

L'observation comprend l'ensemble des opérations par lesquelles le modèle d'analyse est confronté à des données observables. Afin de bien mener notre étude, nous avons jugé qu'il était important d'utiliser un ensemble de techniques d'observation. Cependant, comment allons-nous les mettre en place dans la mesure où cette phase d'observation permet de recueillir ou de produire l'information prescrite par quelques indicateurs ? En plus, il faut préciser que cette opération ne se déroule pas de la même façon selon que l'observation directe ou indirecte (Quivy et Campenhoud, 1995).

Au cours de ce travail, nous avons favorisé l'observation exploratoire, en nous rapprochant de tous nos sites, à savoir des structures (ONG) que nous avons déjà sélectionnées. Il fallait ici nous documenter, et chercher des données de toutes sortes ayant trait à notre sujet notamment des projets réalisés dans notre optique (consultation des documents, visionnement des vidéos....). De plus, nous avons pendant cette



opération, modulé notre objet de travail et mieux orienté nos approches de recherche. Nous nous sommes aussi, par la même occasion, rapproché des « personnes ressources », qui peuvent nous aider dans la collecte de nos données.

#### **2. 4. 1. 1. L'observation participante**

L'observation participante nous a permis d'avoir les informations pertinentes pour notre recherche. Elle nous a permis également de sensibiliser et d'informer nos informateurs sur les objectifs de notre travail, afin de susciter leur approbation et leur collaboration. Nous voulions ainsi participer directement, autant que possible, à quelques activités et à des séances de réunions organisées par ces organisations sur les programmes et les projets de l'approche « Genre et développement ». Ceci, afin de mieux comprendre les différents sujets et les approches utilisées par ces structures dans le cadre de leurs interventions sur notre problématique. Cet outil nous a donné l'opportunité de nous familiariser avec notre terrain et avec notre « population-enquête ». Il s'agissait d'être en contact avec nos personnes de référence. L'observation participante nous a ainsi permis de recueillir un maximum d'informations contextuelles ne faisant pas partie de notre grille d'entretien. Cet outil nous a également donné l'occasion d'élaborer des hypothèses de travail afin de mieux appréhender ce champ social sur les politiques de développement dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Nous jugeons que cette phase d'observation préparatoire est indispensable dans toute recherche en sciences sociales. Elle permet de s'informer et de rassembler un grand nombre de données relatives à la problématique de l'étude (Quivy et Campenhoud, 1995). Ce travail nous permet aussi de choisir et d'élaborer des instruments que nous avons administré par la suite afin d'enrichir nos données recueillies pendant nos observations.

#### **2. 4. 1. 2. L'observation non-participante**

Dans le cadre de notre observation non-participante, nous avons interrogé nos enquêtés afin d'obtenir les informations recherchées. Pour cela, nous avons un schéma d'entrevue et un magnétophone qui nous ont permis d'enregistrer les informations requises en fonction de nos hypothèses et prescrites par les indicateurs de l'approche

« Genre et développement ». Nous les avons retranscrites puis analysées par la suite avec plus de fiabilité. Il ne suffit pas seulement de construire une observation, mais il faut encore de la mettre en œuvre de manière à obtenir un ensemble d'informations suffisantes pour que notre analyse soit valable (Quivy et Campenhoud, 1995).

Pour observer avec plus de rigueur, nous avons donc au préalable construit une grille d'observation. Celle-ci a été réduite à quatre items : elle portait sur les outils de conceptualisation de l'approche « Genre et développement »; sur l'opérationnalisation et l'expérience de nos acteurs sur cette problématique de l'approche GED; sur l'appréciation de l'approche GED et enfin sur les limites et les difficultés pendant les rencontres et les formations sur le GED.

Ceci pourrait expliquer qu'avec notre démarche d'observation<sup>18</sup>, nous avons essayé de répondre à un ensemble de questions à savoir : Qui? Comment? Pourquoi? Ces questions nous ont ainsi permis de cerner notre question principale et aussi de vérifier nos hypothèses de recherche.

#### **2. 4. 2. La revue de littérature**

Dans le cadre de cette étude, la cueillette de données par les ressources orales et par la recension des écrits (revue de la littérature) nous a été indispensable pour mener notre travail à bon terme.

Une recherche documentaire la plus complète possible pour la collecte de données sur le terrain était incontournable. Notre documentation se compose d'ouvrages scientifiques, de monographies, d'articles de manuels pour la formation liée à l'approche GED, de brochures des ONG et de rapports officiels de l'ACDI et des organismes de développement international.

Notre recherche s'est aussi appuyée sur des ouvrages, des périodiques, des mémoires, des études, etc. Ces ressources écrites nous ont sans doute permis de mieux comprendre certains concepts théoriques et pratiques sur l'appréciation, de l'histoire et de l'origine de l'approche « Genre et développement ». En outre, nous nous sommes

---

<sup>18</sup> Il ne s'agit évidemment pas d'une observation au sens anthropologique du terme. Nous avons toutefois participé activement à différentes réunions et formations organisées par différentes organisations sur notre sujet. En plus, nous avons visionné des cassettes des films réalisés par le SUCO sur leurs politiques GED en Afrique subsaharienne notamment, sur les femmes maliennes.

documentés sur des écrits existants concernant les conditions de vie et sur la position des femmes dans les pays en développement et particulièrement, en Afrique subsaharienne. Nous avons consulté des ouvrages qui traitent les rapports de genre (l'égalité entre les hommes et les femmes), de l'environnement, du rôle des organisations féminines, et des politiques de l'aide canadienne et des organismes qui élaborent et mettent en oeuvre des stratégies et des initiatives dans le domaine du renforcement institutionnel et du développement des capacités pouvant contribuer à la réalisation de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés.

En effet, nous nous sommes servis de quelques-uns de ces ouvrages et articles de références utiles dans le but d'approfondir notre connaissance sur le sujet. Ces écrits nous ont, d'une part, permis de développer les différentes approches théoriques et critiques de notre travail et d'autre part, ils nous ont offert l'occasion de mieux comprendre les raisons de la participation des femmes dans toutes les politiques de développement dans les pays du Sud et leur rôle dans toute l'organisation sociale de leur communauté, ceci afin que nous puissions mieux analyser le rôle des femmes dans le développement en Afrique subsaharienne.

#### **2. 4. 3. Administration de notre grille d'entretien**

Le guide d'entretien a été administré dans les structures et auprès des personnes (responsables et agents de terrain) intervenantes<sup>19</sup> dans notre objet d'étude. Les entretiens se sont déroulés en langue française avec l'aide d'un magnétophone. Celui-ci nous a permis d'enregistrer les entrevues afin de retranscrire sans grande difficulté les discours de l'interviewé. Pour mettre au point notre enquête, nous avons d'abord favorisé une pré-enquête.

Le pré-test de notre grille d'entretien nous a permis de le réajuster. En effet, le guide de la pré-enquête a été soumis à des personnes ne faisant pas partie de notre échantillon, et l'analyse de cette pré-enquête nous a donné l'occasion de déceler les lacunes et de les combler, de réajuster et même d'ajouter des aspects que nous avions omis et qui étaient pourtant importants pour notre grille d'entretien, comme les questions relatives à la formation des coopérants sur le GED.

---

<sup>19</sup> Comme nous l'avons mentionné dans la section sur notre méthode d'échantillonnage.

Conformément à la méthodologie adoptée, aux objectifs et aux hypothèses de la recherche, l'ensemble des entretiens ont été enregistrés avec un magnétophone sur cassette audio et en langue française, et ils ont été saisis sur ordinateur. La transcription du verbatim comprend, outre mes questions et les paroles des personnes interviewées, les interventions suite à mes sous-questions ainsi que les éléments contextuels qui entourent le déroulement de l'entretien, tels que les arrêts et les interjections de l'interviewé.

Il faut noter que dans l'entretien semi-structuré, un magnétophone est sans doute un instrument important dans l'opération de la retranscription. Son utilisation permet Comme dit le F., Lieberherr :

*« D'une part, il favorise une écoute plus attentive et il le rend disponible aux comportements, aux impressions vécues et à l'environnement. En outre il permet d'éviter la perte de sens et de contenu qui se produit dans la transcription trop souvent trop hâtive et accélérée des informations » (Lieberherr 1983 : 403)*

Ceci nous fait ainsi considérer le magnétophone comme un miroir «absolu» de ce qui a été dit, même s'il peut créer de légères méfiances pour notre l'interviewé.

## **2. 5. L'analyse**

D'après Demazière et Dubar (1997), tout récit peut être analysé à trois niveaux. Ceux-ci, correspondant à trois lectures différentes, mais nécessairement articulées entre elles :

- le niveau des fonctions est celui auquel se déploient les épisodes du récit ;
- le niveau des actions concerne les éléments du récit qui mettent en scène les « actants », c'est à dire des « personnages » qui agissent, interviennent, jouent un rôle dans le récit ;
- le niveau de la narration se repère par la présence de thèses, d'arguments, de propositions destinées à convaincre l'interlocuteur.

Selon Guibert et Jumel, (1997) une analyse qualitative s'effectue en deux étapes constitutives l'une de l'autre : le repérage thématique et le traitement qualitatif des

données. Le repérage thématique nécessite deux lectures ; la première a pour but de repérer ce qui a trait aux thèmes prévus par le schéma d'entrevue tandis que la seconde vise à mettre en lumière le sens constitutif contenu dans les entrevues. Quant à la deuxième séquence, le traitement qualitatif, elle consiste « *en une étude comparative des données et en une analyse des écarts* » (Guibert et Jumel, 1997 : 141). Il s'agit ainsi, dans un premier temps, de déceler la présence ou l'absence des sous-thèmes, et dans une seconde phase, de mettre en évidence les analogies ou les oppositions entre ces derniers.

Ainsi, les thèmes recherchés auront pour source, l'ensemble des items abordés par le truchement du schéma d'entrevue à savoir, l'opérationnalisation, les limites et les contraintes liées à l'approche GED.

Enfin, l'analyse des entrevues permettra de confirmer ou d'infirmer notre hypothèse<sup>20</sup> sur l'appréciation de l'approche Genre et développement, et l'apport des ONG québécoises en Afrique subsaharienne.

Afin de vérifier nos hypothèses, nous avons procédé dans un premier temps à la codification des données recueillies par les entrevues. Celles-ci ont été codifiées par catégories et sous-catégories, à partir d'une grille de codification s'inspirant du schéma d'entrevue et élaborée à la suite de la lecture du verbatim des interviews.

Dans un deuxième temps, nous procéderons à une codification plus détaillée des extraits pertinents du point de vue de ces représentations proprement dites. Toutefois, pour notre cas où nous avons eu à faire onze entrevues, celles-ci ont été reconstituées non seulement à partir des extraits portant explicitement sur la conception et sur l'expérience que les participants se font de l'approche « genre et développement », mais aussi de leurs commentaires sur d'autres sujets qui ont été abordés lors des entrevues, notamment sur la correspondance, sur les limites, sur les contraintes et sur le niveau de participation de la population dans les projets de développement.

Il faut préciser que pour garder la confidentialité de nos enquêtés en conformité avec le code d'éthique de l'université, nous n'avons pas cité les noms des participants tout au long de ce travail.

---

<sup>20</sup> Les hypothèses citées plus haut sur l'appréciation et les limites de l'approche GED dans les projets de développement

Pour finir, la méthodologie qualitative et la démarche que nous venons de présenter dans ce chapitre, nous ont permis de nous familiariser avec nos hôtes. Par ailleurs, elle nous a permis de mieux comprendre notre objet de travail, de mieux collecter les informations et de contribuer de façon modeste à la compréhension de l'analyse de l'approche « genre et développement » qui suscite de plus en plus de débats actuellement dans les universités, et dans grand nombre d'institutions nationales et internationales d'aide au développement.

## **2. 6. Limite méthodologique de la recherche**

Cette recherche présente un certains nombres de limites et de contraintes que nous avons jugées importantes d'exposer. D'une part, nous pouvons mentionner que l'approche « Genre et développement » est une approche très complexe où sont impliqués plusieurs acteurs, et d'autre part, notre recherche présente des limites d'ordre méthodologique, puisqu'il nous a été impossible d'interroger les acteurs locaux (les partenaires du Sud qui exécutent directement les projets), afin d'avoir leurs appréciations de l'approche genre.

Le travail d'analyse des données et l'utilisation des extraits d'entrevues ont été faits manuellement. Nous n'avons pas eu recours aux logiciels d'analyse qualitative comme (Atlas.Ti ou NUD•IST) que nous avons prévu utiliser auparavant dans notre recherche.

## **CHAPITRE III : LA CONSTRUCTION DU MODÈLE D'ANALYSE**

### **3. 1. Cadre conceptuel de l'approche « Genre et développement »**

Avant d'entrer dans le vif de notre sujet, nous avons jugé nécessaire de définir de façon précise le concept de « genre ». Ceci va nous permettre de mieux délimiter le cadre conceptuel et théorique de notre recherche.

#### **3. 1. 1. Origine et définition du concept « genre » : un concept déjà ancien dans les sciences sociales et historiques**

Nous pouvons mentionner que le terme « *gender* » en anglais est apparu pour la première fois dans les années 60. D'ailleurs, Zwahlen montre que ce sont des spécialistes anglo-saxons qui, les premières, vers la fin des années 60, introduisent dans leurs disciplines le terme de « *gender* ». Elles le font en réaction à des études féministes centrées de manière trop exclusive, étroite ou séparée sur les femmes. (Zwahlen, 1996). Les féministes américaines voulaient par là rejeter tout déterminisme biologique et distinguer les caractéristiques biologiques (le sexe), des caractéristiques socioculturelles (le genre) des deux composantes de l'humanité, les femmes et les hommes.

Le terme de genre n'est pas, à proprement parler, nouveau. D'ailleurs, l'anthropologue Nicole Claude Matthieu a développé depuis plusieurs années cette idée, en terme de sexe social (1991). Nombre d'études ou d'activités diverses s'inscrivent dans cette perspective sans utiliser le terme, mais en revanche, son utilisation ne signifie pas nécessairement la prise en compte de la problématique qu'il suppose.

De plus, l'anthropologie s'est avérée déterminante pour éclairer la confusion habituellement opérée entre le fait biologique désigné par le sexe et le fait social ou symbolique désigné par le genre. La différence des sexes, si elle procède d'une « nécessité biologique », est aussi un principe universel d'organisation sociale. Ainsi les rapports entre hommes et femmes sont au cœur des trois « piliers » universels de la société que sont pour Claude Lévi-Strauss la prohibition de l'inceste, l'existence d'une forme reconnue d'union, et la répartition sexuelle des tâches

Le genre est par définition une catégorie pluridisciplinaire. Il emprunte aussi au sexe le caractère transversal d'une variable démographique, et présente comme catégorie institutionnelle et psychologique, le caractère collectif d'une variable sociologique. Ainsi, contrairement à une catégorie sociologique comme la classe sociale, le genre n'est pas une catégorie homogène : elle est traversée par toutes les autres catégories sociales. Pourtant, la diversité des conditions féminines et masculines n'est pas incompatible avec l'existence d'une perception commune du féminin et du masculin. Surtout, les relations entre hommes et femmes et leur position sociale de même que leur condition de vie font l'objet d'un ensemble de règles et de pratiques qui instituent de manière plus ou moins rigide le genre et les relations de genre.

Le concept de genre permet d'énoncer clairement, et donc de mieux concevoir, une réalité si ancienne et si ancrée dans la dimension symbolique de la vie sociale, qu'elle était demeurée tout à fait implicite. D'ailleurs, Christine Planté (1991), à l'occasion d'un colloque sur le thème « Sexe et genre » estime que le concept de genre n'a en français, ni exactement le même sens, ni la même histoire que l'anglais « *gender* » plus riche et plus complexe. Travailler sur un concept issu d'une autre culture nous conduit à poser de nouvelles questions. Selon Eric Fassin (1993), sociologue américaniste, la notion de genre sert, non à imposer un modèle français ou américain, mais à faire ressortir des problématiques nouvelles qu'il faut évidemment apprivoiser à la culture de chaque société.

Le concept de genre a le mérite de mettre en évidence l'aspect relationnel entre les deux sexes. Toute analyse suppose le regard sur le féminin et le masculin ainsi que la prise en compte des relations entre les sexes. En quelque sorte, le genre met en exergue le lieu de l'articulation entre l'idée du féminin et du masculin en révélant des asymétries, des hiérarchies et la valorisation différente de l'un et de l'autre<sup>21</sup>

Nous pouvons ainsi soutenir que le sexe constitue une donnée biologique et physiologique qui différencie les hommes des femmes alors que le genre est le résultat

---

<sup>21</sup> On est femme si l'on est faible, et homme si l'on est fort, chef de famille. Sur le plan économique par exemple, l'homme doit subvenir aux besoins fondamentaux de sa famille (logement, nourriture, habillement) et la femme prend en charge les activités reproductives.



d'une socialisation qui commence dès la naissance et qui peut évoluer différemment d'une culture à l'autre. Le concept de genre renvoie aux activités et aux attributs qu'une société considère comme appropriés pour les hommes et les femmes (Magnot-Lefebvre, 1982).

Nous pouvons aussi noter avec certains auteurs que le genre se veut une vision transversale du social, un principe qui structure les perceptions du monde dans son organisation matérielle et symbolique. Ces perspectives sont aussi partagées par plusieurs auteurs comme de Zwahlen (1997), Sow (1997) pour ne citer que ceux-là.

De plus, l'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement préoccupe de plus en plus les agents et les institutions de développement.

### **3. 1. 2 L'intégration de l'approche Genre dans les politiques de développement**

Selon le rapport de la Banque Mondiale, le mot genre fait référence à des manières particulières, à des comportements attribués par la société ainsi qu'à des attentes propres aux sexes (Banque Mondiale, 2003).

Le genre permet de mettre en évidence les différentes fonctions assurées par les uns et les autres<sup>22</sup>. Il introduit directement dans le langage le fait que la différence homme-femme n'est pas seulement biologique mais aussi une construction sociale et même culturelle. C'est ainsi que lors de la Journée Internationale de la Femme le 8 mars 2003, le Centre Technique de Coopération Agricole (CTA) déclarait :

*« Le terme « genre » est utilisé pour qualifier les relations entre les hommes et les femmes dans une société par opposition aux attributs purement biologiques qui différencient le masculin du féminin. Ces relations ainsi que les rôles que peuvent jouer les hommes et les femmes s'inscrivent dans un cadre culturel et institutionnel. Le genre est une identité sociale qui évolue dans le temps (historique) et dans l'espace (géographique). De ce fait, les rôles de genre des hommes et des femmes peuvent varier selon les sociétés ».*

---

<sup>22</sup> Nous voulons parler de toute catégorie de personnes : Les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux.

Le terme « genre » permet aussi de tenir compte de certains déterminants sociaux comme la position de classe, l'identité culturelle et ethnique, les structures religieuses, socio-économiques et politiques qui influent sur les intérêts des femmes dans les contextes différents (Molyneux, 1985). En d'autres termes, les lieux du genre doivent être définis très localement<sup>23</sup> car les réalités peuvent varier d'une communauté à l'autre, d'un groupe à un l'autre. L'approche « genre » doit ainsi rester modulable au sein du projet à un autre. Le genre résulte du processus de socialisation des hommes et des femmes qui leur assigne des rôles différents, dans la production et la distribution des responsabilités (Carrefour canadien international - CCI, 2003). Il définit aussi les valeurs et les attitudes qu'une communauté ou une société juge comme étant appropriées. Il est également utilisé pour suggérer que l'information au sujet des femmes est nécessairement valable pour les hommes, que l'un implique l'autre.

L'approche « genre » cherche également à situer dans la division du travail, la source des inégalités entre les sexes. Elle prend aussi en compte le travail productif autant que le travail reproductif dans la planification des projets de développement (St-Hilaire, 1997).

Les recherches sur le concept « genre », en tant qu'approche analytique, considèrent que les activités, les ressources et les bénéfices sont inégalement distribués dans la société et ses institutions, y compris la famille, le marché, le gouvernement et ses services publics. Ceci étant, le genre est donc un des concepts-clés à prendre en considération dans toute activité ayant pour objectif de réduire la pauvreté et de favoriser la sécurité alimentaire et le développement rural. Ce concept ne cherche pas à marginaliser les hommes, mais plutôt à élargir la participation des femmes à tous les niveaux des programmes de développement. Ainsi, intégrer la dimension genre dans tout programme, projet ou activité de développement implique l'analyse des rôles, des responsabilités spécifiques et des inégalités entre les femmes et les hommes.

---

<sup>23</sup> Il faut souligner le genre que c'est un concept universel. De plus, c'est une approche globale, qui dépasse le cadre familial et micro-social.

### 3. 2. Les concepts et la théorie de l'approche « Genre et Développement »

L'approche « Genre et développement » identifie clairement la situation dans les pays en développement comme étant liée à la subordination des femmes, et cette subordination est maintenue et renforcée, dans toutes les sociétés, par les structures et les valeurs qui soutiennent une dynamique des rapports sociaux empêchant les femmes de jouir pleinement du processus de développement (AQOCI, CQFD, 2003). Les théoricien(ne)s de l'analyse de l'approche « Genre et développement » visent à long terme un partenariat « égal » entre hommes et femmes. Pour ces personnes, la solution réside dans le partage de pouvoir et l'égalité. L'analyse de ces rapports met en évidence les inégalités multiples à l'encontre des femmes.

L'analyse de l'approche « Genre et développement » montre que parler de la relation entre les femmes et les hommes dans le développement implique une nouvelle visibilité des femmes sans pourtant marginaliser les hommes. Cette analyse accorde également la priorité à la participation d'autres couches vulnérables notamment les vieux et les jeunes.

L'analyse de l'approche genre met en lumière l'invisibilité du travail des femmes comme le montrent Leloup et Ryckmans :

*«Le travail des femmes est souvent invisible, non seulement dans leur rôle reproductif (controverse en Europe sur le travail domestique) mais également dans leurs rôles productif ou communautaire. Les statistiques ne font pas état de toutes les activités menées par les femmes. Les activités menées par les femmes rurales ne sont pas l'objet d'attention au même titre que celles des hommes<sup>24</sup>».*

L'approche « Genre et développement » insiste sur la nécessité d'une transformation plus radicale de la société en vue d'une amélioration des conditions de vie des femmes. En d'autres termes, intégrer l'approche « genre » dans les politiques de développement est une méthode de travail qui consiste à promouvoir un développement équitable.

---

<sup>24</sup> C., Leloup et H., Ryckmans, <http://www.globenet.org/horizon-local/shelter/femmdevt.html>. Consulté le 20 septembre, 2005.

Voyons maintenant les outils conceptuels permettant d'opérationnaliser l'approche « Genre et développement ».

### **3. 3. Les outils conceptuels de l'approche GED**

La littérature sur la problématique « GED » nous présente un ensemble d'outils conceptuels utilisés par les ONG québécoises, et qui servent à l'analyse de l'approche genre et développement.

#### **3. 3.1. Les outils conceptuels guidant l'analyse des rapports entre les sexes**

##### **3. 3. 1. 1. La division sexuelle du travail selon le genre**

La division du travail est propre à chaque société et elle évolue au fil du temps. Elle peut varier d'un pays et même d'une ethnie à l'autre. La division sexuelle du travail attribue aux hommes et aux femmes des tâches différentes dans tous les domaines de la vie socio-économique (Lamarque, 1981). Au Niger par exemple, en analysant la sphère économique, Balmer montre que les hommes doivent subvenir aux besoins de la famille, notamment en fournissant la nourriture, l'habillement, etc. Cependant, les femmes s'occupent des activités génératrices de revenus, leur permettant de pourvoir aux dépenses sociales, comme les baptêmes, et aux dépenses personnelles, tels que les soins corporels et l'éducation de leurs enfants (Balmer, 1997).

Par ailleurs, avant de commencer un projet, il importe de savoir comment s'organise le travail dans les collectivités concernées par le projet. Cette question permet parfois d'éviter des conflits au sein d'une même collectivité :

*« La différence entre le travail des femmes et celui des hommes est une source de la division et parfois de conflits entre eux. Mais, elle favorise aussi les liens, l'interdépendance (...) puisqu'ils unissent leurs efforts pour répondre aux besoins vitaux de travail »* (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991 : 27).

##### **3. 3. 1. 2. La théorie des trois rôles<sup>25</sup>**

La problématique de l'analyse de genre distingue trois grands types de travail dans l'analyse de l'approche « Genre et développement », à savoir :

---

<sup>25</sup> Les rôles sont liés aux différents travaux de genre. Cité par Leloup et Ryckmans, in Le monde selon les femmes, City&Shelte, Bruxelles, 1995.

-Le travail lié à la production de services et de biens : ce travail sert à la consommation et au petit commerce. Il s'agit de la production de marchandises ayant une valeur d'échange ou encore de subsistance, c'est-à-dire qu'il a une valeur d'usage mais aussi une valeur d'échange potentielle. De plus, le travail lié à la production accomplie par les femmes est moins valorisé socialement et financièrement que celui des hommes. Nous pouvons résumer ce travail de la façon suivante :

**Tableau 3 : Travail lié à production**

<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
direction d'exploitation	culture de case
gros commerce	petit commerce
gros élevage	petit élevage
tissage	tressage de natte, broderie
boucherie	commerce de poisson
pêche et/ou chasse	Poterie
etc.	

-Le travail lié à la reproduction : ce travail inclut le soin et l'entretien du ménage et ses membres. Ce travail pourtant crucial à la survie humaine n'est pas souvent considéré comme un véritable travail. Il inclut le fait de donner naissance et de prendre soin des enfants, la préparation des repas,...

*« La responsabilité de mettre au monde et d'élever les enfants ainsi que les tâches domestiques entreprises par les femmes qui sont nécessaires pour que soient garantis l'entretien et la reproduction biologique mais aussi le soin et l'entretien de la*

*force de travail (le mari et les enfants en âge actif) et de la future force de travail (bébés et enfants en âge scolaire)<sup>26</sup>.»*

Le tableau suivant résume également la discrimination du travail lié à la reproduction, que l'on retrouve dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne. Au Mali par exemple, les hommes utilisent souvent les charrettes pour effectuer certaines tâches, notamment pour la recherche du bois et de l'eau alors que les femmes et les jeunes filles effectuent le même travail manuellement. Ce tableau confirme la thèse de Paola Tabet (1979) sur la différenciation sexuelle des outils de travail et sur le sous-équipement des femmes.

*« Elles utilisent leurs propre forces, des outils manuels et parfois des machines manuelles simples, mais elles ne peuvent contrôler d'autres formes ou sources d'énergie, des instruments dont la productivité est supérieures à celle du bras humain » (Tabet, 1979 : 41).*

**Tableau 4 : Travail lié à la reproduction**

<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>
initiation des garçons	éducation des jeunes enfants, santé, accouchement.
recherche d'eau (avec la charrette)	recherche d'eau (manuelle),
recherche de bois (avec charrette)	recherche de bois (manuelle), cuisine, vaisselle
lessive (personnelle)	lessive (familiale)

-Le travail lié à la collectivité : Ce travail comprend essentiellement les activités collectives et les services sociaux (cérémonies, fêtes, activités qui peuvent améliorer les conditions de vie la collectivité...). Le rôle communautaire comprend

<sup>26</sup>C., Leloup et H., Ryckmans, <http://www.globenet.org/horizon-local/shelter/femmdevt.html>, Consulté le 20 septembre, 2005.

aussi des activités d'administration de la communauté, qui assurent à celle-ci services et cohésion. C'est un rôle assumé par les pouvoirs publics, par des associations ou même par des personnes.

Dans ce contexte, la femme joue également un rôle important et incontestablement essentiel comme nous affirme Balmer,

*« Le rôle des femmes dans le maintien de l'équilibre économique de la communauté devient essentiel. Cette nouvelle situation explique la forte demande des femmes pour le petit crédit que l'on retrouve aujourd'hui dans la plupart des projets de développement »* (Balmer, 1997 : 53).

Ceci explique aussi la forte demande des femmes pour le crédit que l'on retrouve dans la plupart des projets de développement communautaire. Balmer souligne d'ailleurs que :

*« Une analyse approfondie du petit crédit féminin montre que s'il joue un rôle important dans le fonctionnement de la communauté c'est davantage au plan social qu'économique »*  
(Idem)

Les femmes comme les hommes, de même que les filles et les garçons peuvent d'une façon ou d'une autre, s'engager ou participer à ces trois types de travail. Mais, dans la plupart de cas, les femmes s'acquittent pratiquement de tout le travail lié à la production et d'une bonne partie de celui lié à la reproduction.

### **3. 3. 1. 3. L'accès aux et le contrôle des ressources et des bénéfices**

A l'étape de la planification, les théoricien(ne)s de l'analyse GED mentionnent l'importance de tenir compte de l'accès des femmes aux ressources nécessaires dans l'accomplissement de leurs tâches, et du contrôle qu'elles exercent ou non sur ces ressources. En d'autres termes, il est important de connaître les ressources économiques ou productives (terre, équipement, possibilités sur le marché,...), les ressources politiques (organisations représentatives, le leadership, ...) et les bénéfices (la nourriture, logement, l'argent, ...) auxquels chacun des sexes a accès et que chacun des sexes contrôle sans aucune influence de l'un sur l'autre. Les tenants de cette analyse de genre considèrent également le temps comme étant une ressource à ne pas négliger la condition de vie de « genre ».

### **3. 3. 1. 4. Les facteurs d'influence**

Dans toutes les sociétés, les rapports de genre « évoluent » avec le temps. Ceci peut expliquer que la division sexuelle du travail, le type de travail effectué par chacun des sexes, l'accès et le contrôle des ressources et des bénéfices selon le genre ne sont pas des données statiques. Plusieurs facteurs (guerre, crises politiques, culture, religion,...) peuvent aussi influencer et transformer les rapports de genre. Ces facteurs d'influence peuvent nous aider à comprendre les contraintes qui s'imposent et qui produisent les changements sociaux en général et le genre en particulier. Ces facteurs ont sans doute une influence sur l'intégration et sur l'appropriation de l'approche « Genre et développement » dans les politiques de développement en Afrique subsaharienne.

### **3. 3. 2. Les outils conceptuels utilisés pour définir le travail de développement**

#### **3. 3. 2. 1. La condition de vie et la situation des femmes**

L'analyse de l'approche GED distingue la condition de vie des femmes dans leur vie quotidienne et la situation dans leur société. « *La condition touche l'état matériel des femmes, leur champ d'expérience immédiate* » (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991 : 35). Elle désigne le type de travail qu'elles accomplissent ainsi que leurs besoins et celui de leurs familles. En ce qui concerne la situation, c'est l'écart entre leur situation politique, économique comparée à celle de l'homme. « *La situation renvoie à la position sociale et économique des femmes comparativement à celles des hommes* » (*Ibid*). L'analyse de cet outil montre que dans la société, les hommes, les femmes et les enfants vivent les mêmes conditions de pauvreté. Mais, ils les éprouvent différemment dans la mesure où les femmes donnent souvent la priorité aux travaux domestiques, alors que les hommes s'intéressent surtout à obtenir plus de terre.

Les projets et les programmes de développement ont alors des répercussions différentes sur les conditions de vie des femmes et des hommes. Ceci pourrait expliquer que les projets de genre visent une amélioration de la condition de vie des femmes, de même qu'une amélioration de leur situation.



### 3. 3. 2. 2. Les besoins pratiques des femmes et les intérêts stratégiques de genre

L'efficacité et la durabilité des interventions sur les politiques de développement dépendent de la prise en compte des besoins et des intérêts des bénéficiaires et des acteurs impliqués. De ce fait, l'analyse GED distingue d'une part, les besoins pratiques liés aux besoins élémentaires immédiats (Puget, 1999) des femmes et des hommes dans un contexte donné. Il s'agit d'une part, des solutions aux problèmes liés à la nourriture, au logement, au revenu,...et d'autre part, des intérêts stratégiques qui sont liés à la subordination des plus défavorisés et plus particulièrement des femmes (prise de décision, contrôles de ressources,...).

Ainsi, Puget cite les propos de Piron :

*«L'intérêt des femmes est de contrôler certains enjeux actuellement sous le contrôle masculin en augmentant leur pouvoir par rapport à celui des hommes » (Puget, 1999 : 135)*

En d'autres termes, les préoccupations à courte et à longue échéance découlant des rôles de genre sur les besoins pratiques ont un caractère immédiat et matériel, c'est-à-dire qu'on peut y trouver une satisfaction grâce à des solutions pratiques, alors que les intérêts stratégiques portent sur caractère à long terme et sont surtout liés à l'évolution des positions de genre dans la société. S'agissant des intérêts des femmes, les besoins stratégiques englobent une législation instaurant l'égalité des droits et des chances, le choix génésique et la participation accrue aux prises de décision. Les intérêts stratégiques de genre se situent généralement dans le plus long terme; ils visent à améliorer le statut et la condition des plus défavorisés (dont principalement les femmes), et par conséquent suscitent des changements dans les rapports de genre ainsi que dans l'accès et le contrôle des ressources et bénéfices. Ils favorisent la participation des femmes dans les programmes et les projets de développement. Ils entraînent également une réduction des inégalités entre hommes et femmes.

### 3. 3. 2. 3. Les niveaux de participation<sup>27</sup>

Les politiques d'IFD et de FED ont, pendant des années, favorisé une participation des femmes dans le développement mais, sans pour autant chercher à améliorer leurs conditions de vie et même leur situation. Cependant, l'analyse de genre recommande une pleine participation des femmes et des hommes dans toutes les activités de développement. D'ailleurs, de l'ACDI, montre que toutes les initiatives de développement doivent reposer sur une analyse des rôles féminins et masculin. (ACDI, 1995).

Selon l'approche GED, la participation des femmes en tant qu'actrices de changement, gestionnaires, organisatrices, et leur acquisition de compétences, représente une part importante du processus d'« *empowerment* » de celles-ci (CQFD, 2003).

L'approche « Genre et développement » distingue différents niveaux de participation et vise le niveau le plus élevé, associé davantage à l'« *empowerment* ». Le guide d'analyse sociale de l'ACDI, distingue quatre niveaux de participation selon le sexe:

- à un premier niveau, les participants sont des récipiendaires de biens et services, sans exercer de contrôle sur la forme ni sur la continuité de cette aide au développement;
- au second niveau, les participants entreprennent des actions mais agissent selon les plans déterminés par d'autres;
- au troisième niveau, ils sont consultés au sujet de leurs problèmes et de leurs besoins sans qu'ils puissent s'approprier véritablement les actions entreprises ni en assumer la responsabilité;
- au quatrième niveau, les participants s'organisent collectivement pour

---

<sup>27</sup> La participation désigne ici l'« égalité » de la participation des femmes et des hommes à la prise de décision et à la définition des politiques, à toutes les étapes du développement du programme et partout où le programme ou projet de développement est réalisé depuis la communauté de base jusqu'aux plus hautes instances de décision.

répondre à leurs besoins et sont responsables des actions de développement.

Il est possible d'adapter ces niveaux de participation à divers contextes des politiques de développement en Afrique subsaharienne.

### 3. 3. 2. 4. La perspective d' « *empowerment* »

Le concept d'« *empowerment* »<sup>28</sup> a été créé dans les pays du Sud, plus particulièrement en Inde par un groupe de sociologues et d'économistes à Bangalore<sup>29</sup>. Depuis une vingtaine d'années, il est appliqué dans un nombre croissant d'ONG. Il a été largement récupéré par la Banque Mondiale et les organismes onusiens. Ces derniers insistent aujourd'hui haut et fort sur la contribution nécessaire des programmes de développement à l'« *empowerment* » des femmes (UNIFEM, 2000).

L'originalité de ce concept est de remettre en cause l'approche essentialiste des études sur le genre encore présente dans les pays développés. Le concept d'« *empowerment* » peut être défini comme le développement des capacités de négociation pour un partage équitable et un exercice différent du pouvoir dans la mesure où les rapports sociaux fondés sur le sexe traversent tous les autres rapports sociaux relatifs à la classe, à l'ethnicité... (Jacquet, 1995). Ce concept cherche également à promouvoir, non seulement le partage du pouvoir, mais des changements allant dans le sens d'une vision « Genre et développement » de la société, avec une plus grande justice sociale et des rapports plus équitables entre hommes et femmes.

En tentant une définition généralisable, on peut dire avec Jacquet que l'« *empowerment* » correspond à l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale. (Jacquet, 1995). En ce sens, l'« *empowerment* » est sans doute considéré comme un processus vers plus d'égalité entre les hommes et les femmes. La perspective

<sup>28</sup> Pour des raisons de clarté, nous allons comme les auteurs féministes, préférer le terme anglais « *empowerment* » qui est souvent traduit en français par « attribution de pouvoir » (Cf. BISILLIAT, J., « Introduction », dans BISILLIAT J., (1992), « Relations de genre et développement, Femmes et société, ORSTOM, Paris, pp. 11-23 ) ou encore « Obtention de pouvoir » de (Jacquet I. (1995), dans Développement au masculin, féminin - le genre, outils d'un nouveau concept, L'Harmattan, Paris), voire « renforcer le pouvoir » ou « renforcement du pouvoir d'action » dans certaines versions françaises de publications de la Banque Mondiale et de l'UNIFEM.

<sup>29</sup> Elisabeth Hofmann, K.Marius-Gnanou, L'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement : mythe ou réalité ? Journée d'études « Genre, inégalités et territoires » du 24 mai, 2002, Regards, Maison des Suds, Bordeaux.

d' « *empowerment* » cherche à saisir les femmes dans leur triple rôle de production, de reproduction et aussi dans la gestion des biens communautaires. Elle cherche également, à travers les organisations féminines de base, à élever leur conscience afin d'éliminer toutes les formes de subordination (Moser, 1989).

La question du pouvoir est centrale dans la perspective d' « *empowerment* ». Elle dépasse ainsi la seule dimension économique et vise une transformation des rapports sociaux où les femmes et les hommes augmentent individuellement ou collectivement leur pouvoir.

### **3. 3. 2. 5. Les possibilités de transformation**

Pour cet outil, l'approche GED montre que la subordination des femmes doit changer, c'est-à-dire que,

*« L'état de subordination des femmes n'est pas statique (...). Les rapports entre les genres comportent des possibilités de transformation » (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991 : 44).*

Selon Young, il est plus facile de développer des stratégies de changement si on adopte la notion des « possibilités de transformation » avec laquelle on vérifie quels besoins et quelles méthodes peuvent aboutir à une modification de la situation des femmes. Le projet renferme-t-il des changements ? Les participants acquièrent-ils la confiance et les aptitudes qui leurs seront utiles dans leurs activités ? (...) Y a-t-il possibilité de nouer des alliances et de former des coalitions avec d'autres groupes ?

Il faut cependant souligner que le changement n'est pas toujours facile. Ceci est d'autant vrai plus que « *le changement social ne se produit pas sans conflit, sans lutte, sans perte et sans coût* » (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991 : 45).

Un peu partout dans le monde, certaines activités sont perçues comme plus appropriées pour un sexe que pour l'autre (Linares, 1992). Cependant, la grille de Harvard que nous allons analyser plus bas, est un outil qui permet de recueillir des informations pertinentes sur la discrimination selon le sexe.

### **3. 4. Le cadre d'analyse de l'approche GED**

L'un des premiers modèles d'analyse du genre qui a été élaboré est le Cadre de Harvard. Ce cadre d'analyse sert à décrire et à analyser les rapports de genre entre les

sexes dans une société donnée. C'est un guide efficace qui permet aux agents de recenser et de classer les données relatives à la discrimination selon le genre. L'information recueillie grâce à ce modèle d'analyse peut être générale, détaillée ou spécifique à un milieu social bien déterminé. Il peut aussi servir d'outil d'information et de sensibilisation non seulement pour les organismes d'aide au développement, mais aussi pour toute la collectivité.

Nous pouvons souligner que le cadre de Harvard met d'abord l'accent sur l'observation et la prise en compte de la répartition du travail entre les sexes (Zwahlen, 1997). Le cadre analytique de Harvard permet aux intervenants de décomposer l'analyse de l'approche GED en quelques points qui permettent de comprendre et de décrire les inégalités de genre. Dans, (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991), on peut distinguer :

- Le profil d'activité : dans ce volet, il s'agit de recenser les tâches liées à la production et à la reproduction. La question ici est de savoir : qui fait quoi ? Mondoux souligne d'ailleurs que cette activité permet d'indiquer le moment, la fréquence et le lieu de travail et d'ajouter des sous-catégories par exemple, filles et garçons, femmes et hommes âgés<sup>30</sup>.

- Le profil d'accès aux ressources et aux bénéfices ainsi que le mode de leur contrôle. Selon Mondoux, il ne suffit pas seulement de savoir quelles sont les tâches effectuées par les hommes et les femmes mais, il faut aussi savoir si ces deux ont le « même » accès et le même contrôle des moyens de production nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. Ce profil permet de recenser et de dresser la liste des ressources utilisées pour mener à bien les tâches identifiées dans le Profil d'activités<sup>31</sup>. Ici, l'analyse porte sur les questions suivantes : qui a accès aux ressources ? Qui contrôle leur utilisation ? Qui a accès aux avantages ? Qui contrôle les avantages des programmes ou des projets de développement ? Etc.

- Les facteurs d'influence : la question est de savoir ce qui pourrait changer ces rôles « bien définis » dans les rapports de genre, dans la mesure où ces facteurs influent différemment entre les hommes et les femmes, les garçons et les filles. Ils

---

<sup>30</sup> Marie Mondoux, Consultante en formation, juin, 2004.

<sup>31</sup> Idem

permettent en outre de les considérer en fonction des possibilités et des contraintes qui ont trait à la participation accrue des femmes aux programmes ou aux projets de développement<sup>32</sup>.

-L'analyse du cycle du projet : ici, l'analyse fait ressortir les niveaux d'intégration et de participation des femmes dans les programmes ou les projets de développement (dans l'identification, la conception, la mise en œuvre et enfin, dans l'évaluation d'un projet de développement).

Ces outils conceptuels et d'analyse sont utilisés par les ONG québécoises, ainsi que par les coopérants, dans la réalisation des programmes ou des projets de développement en Afrique subsaharienne.

---

<sup>32</sup> Idem

**DEUXIÈME PARTIE : OPÉRATIONNALISATION  
DE L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT**

## **CHAPITRE IV : LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT CANADIEN ET LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

### **4. 1. Les actions des organisations non gouvernementales**

Le Canada, étant l'un des pays les plus prospères du monde, avec une grande variété de richesses naturelles et de ressources énergétiques, contribue de façon sensible à l'amélioration des conditions de vie dans les pays du Tiers-Monde (Ministère de la femme, 1993). Dans sa politique étrangère, le Canada a depuis les années 70 pris l'engagement de promouvoir la pleine participation des femmes au développement dans les pays dits pauvres, ainsi que l'égalité des sexes. Ceci, par le biais de l'Agence canadienne de développement international, qui est responsable de la coopération pour le développement, et qui est considérée comme un donateur faisant figure de chef de file dans la promotion de l'égalité des sexes dans les pays partenaires.

La politique de l'ACDI en matière d'intégration de la femme au développement et d'égalité des sexes a pour but de favoriser la pleine participation des femmes au processus de développement. Elle vise également à encourager la population canadienne à participer au développement national et international en donnant un appui aux projets et aux programmes des ONG canadiennes autonomes. Dans la mesure où ces programmes sont compatibles avec la politique étrangère et celle d'aide du Canada; elle appuie les efforts des populations démunies des pays en développement qui tentent de subvenir à leurs besoins essentiels, et améliore leurs conditions de vie. Pour ce faire, favorise un développement durable qui fait appel aux ressources locales et respecte les valeurs de ces populations.

### **4. 2. Contribution des ONG canadiennes**

Pendant des décennies, les ONG canadiennes ont apporté une contribution incontestable aux actions visant à satisfaire les besoins à long terme et les besoins d'urgence des collectivités des pays riches comme des pays pauvres. En effet, les ONG canadiennes représentent une part importantes du mouvement des ONG qui mettent en oeuvre à l'échelle locale, nationale et internationale, des activités durables en vue



d'améliorer les conditions de vie quotidienne de millions de personnes démunies, d'accroître leur autosuffisance et de préconiser une modification des politiques d'aide au développement.

Les ONG canadiennes de développement international apportent ainsi une assistance technique spécialisée, un soutien financier et personnel dans des domaines aussi variés que la gestion des affaires, l'élevage, l'éradication des grandes maladies endémiques, le micro-crédit, les micro-entreprises, et l'assistance à des groupes vulnérables tels les femmes et les enfants. Elles sont porteuses de cette dynamique nouvelle, sans doute du fait d'un certain nombre de caractéristiques dont on les crédite<sup>33</sup>.

Ces organismes seraient ainsi des organisations flexibles, menant des actions de proximité avec les populations locales, c'est-à-dire des organisations aptes à entreprendre des opérations d'aide mieux adaptées aux besoins des populations marginales (Développement et Coopération, 2002).

Dans cette dynamique de développement, les ONG québécoises jouent aujourd'hui un rôle indiscutable dans le développement dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

#### **4. 2. 1. Le rôle des ONG québécoises**

Les raisons d'être des ONG québécoises<sup>34</sup> sont de pallier les carences de la coopération bilatérale en matière d'assistance au développement, la faible pertinence de résultats des politiques de développement à cause des « détournements » de l'aide au profit de certaines structures et des personnes les plus « pauvres ». Les ONG qui interviennent en Afrique subsaharienne se veulent, au contraire, un outil de coopération plus souple<sup>35</sup>, plus direct, et en prise immédiate avec toutes les couches de la population. Ceci, dans le but de susciter la participation et les initiatives, pour un développement endogène (Ministère de la femme, 1993).

---

<sup>33</sup> Idem

<sup>34</sup> Les ONG que nous évoquons tout au long de ce travail sont les ONG à but non lucratif. Ce sont des organismes de développement et de coopération internationale. De plus, il s'agit des ONG que nous avons choisies, en fonction de notre objet de recherche et qui se situent dans la ville de Montréal, comme explicité dans notre chapitre méthodologique.

<sup>35</sup> Qui tiennent compte des réalités locales dans leurs méthodes d'interventions

L'objectif de la majorité des quatre ONG québécoises que nous avons ciblées, porte généralement sur l'appui au développement, la formation, l'éducation, et le soutien, non seulement aux populations du Nord, mais aussi à celles du Sud. Ceci, en milieu rural comme en milieu urbain. Nous pouvons sans doute dire que les ONG que nous avons étudié ont la même mission, quelles que soient leurs structures ou leurs programmes de développement, le but de leurs actions en Afrique subsaharienne étant de lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes.

Les principales stratégies de développement que nous développerons dans les paragraphes suivants sont ainsi axées sur : un développement à visage humain, un développement de la base vers la globalité, le travail au niveau local, le développement de proximité, la conscientisation à donner aux populations quant à leurs propres ressources, et le renforcement des institutions locales. Telles sont les principales motivations des ONG québécoises.

Tout en intégrant les femmes dans les politiques de développement par la promotion des activités féminines en milieu urbain comme en milieu rural, les ONG québécoises se mobilisent sur les problèmes liés à la subordination des femmes « dirigeantes » et sur les mécanismes que les femmes identifient comme efficaces pour leur offrir des solutions. Ainsi, le problème de pouvoir, qui met en jeu les relations entre les hommes et les femmes, se manifeste le plus souvent à travers les constructions culturelles complexes qui pénètrent les espaces publics et privés de la vie sociale des populations. Il se situe au cœur des discussions internes et devient un critère souvent explicite dans la structuration des activités et des services (Deler, 1998) offerts par les ONG québécoises.

#### **4. 3. L'approche Genre et développement dans les ONG québécoises**

Il faut rappeler qu'en Afrique subsaharienne, comme dans d'autres pays en développement, les ONG québécoises ont pour mission d'appuyer les populations défavorisées qui luttent pour la survie, pour le progrès, pour la justice sociale et pour le respect des droits humains. Elles visent également la mobilisation de la population du Québec afin de faciliter l'expression de sa solidarité pour l'avènement d'un monde équitable et plus juste.

Compte tenu du rôle important des femmes dans le développement, la politique « Genre et développement » semble être au cœur de tous les programmes et de tous les projets des ONG québécoises. Sans pour autant avoir la prétention de faire une étude comparative des ONG précitées, nous présenterons quelques grandes lignes des ONG québécoises qui nous ont permis de réaliser ce travail.

#### **4. 3. 1 OXFAM-QUÉBEC :**

Oxfam-Québec est un organisme non gouvernemental à but non lucratif, non confessionnel et non partisan. Il a adopté l'approche « Genre et développement » comme outil d'analyse et d'intervention dans ses programmes (OXFAM-Québec, 1995). L'organisme intervient auprès des populations démunies ou marginalisées dans leurs efforts pour s'organiser et participer aux décisions qui les concernent directement.

L'objectif de sa politique est de contribuer à la transformation des rapports sociaux hommes-femmes pour un partage du pouvoir plus équilibré. Dans sa mission d'accompagnement du processus d'intégration de l'approche GED dans le programme de développement communautaire et de micro-crédit, l'organisme met en œuvre deux axes d'interventions à savoir : la violence faite aux femmes d'une part, et l'accroissement de l'autonomie et le rôle économique des femmes en Afrique subsaharienne d'autre part (OXFAM-Québec, 1995). Plus spécifiquement, l'organisme veut contribuer à :

- La reconnaissance des femmes comme citoyenne à part entière;
- Une plus grande implication de celles-ci dans le processus de démocratisation;
- La recherche de plus d'équité, de justice et de paix dans les rapports sociaux entre hommes et femmes;
- La reconnaissance et la valorisation de l'apport des femmes au développement.

#### **4. 3. 2. DÉVELOPPEMENT ET PAIX**

Fondé en 1967, Développement et Paix est une organisation catholique canadienne pour le développement et la paix. De plus, elle prône un mouvement démocratique de solidarité internationale et soutient des partenaires dans le Sud qui

mettent de l'avant des alternatives aux structures sociales, politiques, et économiques injustes. En effet, L'organisation a un double mandat comme nous l'explique une responsable des programmes de l'organisme,

*«La mission de notre organisme est d'éduquer la population canadienne sur les enjeux du développement et aussi d'appuyer les organisations dans les pays du Sud globalement qui font des démarches pour leur propre développement ».*

L'organisme s'est doté, en mars 1995, d'une politique « Genre et développement » visant à assurer l'équité et l'égalité des rapports entre les femmes et les hommes, et cela autant chez ses membres et son personnel que dans les groupes partenaires du Sud, dans ses structures et dans ses programmes de développement (Développement et Paix, 2004).

Afin de mettre en pratique sa politique « Genre et développement », l'organisme s'est engagé à :

- développer des mécanismes favorisant l'intégration de la question « Genre et développement » à toutes les étapes et à tous les niveaux de la programmation générale, et favoriser des mesures visant à augmenter la représentation des femmes à tous les niveaux et dans toutes les instances des organisations;

- développer et renforcer les capacités de planification et de gestion du Service des programmes de développement tenant compte des enjeux concernant les relations entre les femmes et les hommes dans les régions et les pays où l'organisme intervient. De plus, il vise à mettre en place des mécanismes permettant d'assurer un dialogue ouvert avec les partenaires et un suivi de leurs activités afin que ceux-ci contribuent, par leurs expériences, à l'atteinte des objectifs de la politique « Genre et développement dans pays du Sud;

- renforcer les capacités de planification des programmes d'éducation et d'élaboration de matériel pédagogique des secteurs de l'éducation en tenant compte des enjeux concernant les relations entre les genres dans les problématiques abordées au cours des campagnes et activités d'éducation. Elle cherche à s'assurer que les communications internes et externes reflètent les orientations de la politique;

-développer des Services administratifs et des mécanismes d'accès à l'égalité visant à éliminer toute trace de discrimination directe ou indirecte envers les femmes, et à assurer un traitement équitable dans les conditions et l'organisation du travail.

#### **4. 3. 3. SOLIDARITÉ-UNION-COOPÉRATION (SUCO)**

SUCO est également un organisme de coopération internationale. Il a pour mission de favoriser l'appui au développement durable des communautés et l'éducation à la solidarité internationale.

Le développement et la démocratie étant indissociables, SUCO montre que le développement exige une participation accrue des hommes et des femmes à la définition de leurs besoins et à l'élaboration conjointe de stratégies en vue de les satisfaire. Pour favoriser un développement plus juste, l'organisme a adopté l'approche « Genre et développement ». Cette approche GED est définie dans chacune de ses programmations comme étant un outil indispensable à la promotion d'une société d'égalité et d'équité entre les sexes.

En Afrique subsaharienne, par sa vision « GED », SUCO vise, à travers sa programmation, à renforcer la société civile en recherchant l'équilibre du pouvoir de chacun à l'intérieur du processus de développement durable et ce, dans un esprit d'équité entre les hommes et les femmes. L'organisme apparaît de plus en plus comme un défenseur des femmes souvent victimes des valeurs socio-culturelles et de la « violence » économique, en représentant les femmes comme des actrices engagées du développement de leur communauté.

#### **4. 3. 4. LE CENTRE CANADIEN D'ETUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (CECI).**

Le CECI, comme les organisations précédentes, a pour fonction de combattre la pauvreté et l'exclusion des populations, et ceci, par le renforcement des capacités de développement des communautés pauvres. Il appuie également les initiatives de paix, de droits humains et d'équité.

Pour le CECI, l'égalité et l'équité pour les femmes sont des enjeux auxquels les hommes et les femmes doivent s'attaquer. Par le biais d'une politique « Genre et

développement », les projets du CECI visent également la participation des femmes et le renforcement de leur position sociale. Pour cela, l'organisme cherche à outiller les femmes afin de leur permettre de faire face à des conditions de vie difficile, et de sensibiliser les hommes aux capacités et aux rôles essentiels des femmes dans la société.

L'égalité entre les hommes et les femmes, le renforcement du pouvoir des femmes et la détermination à combattre la discrimination fondée sur le sexe figurent donc parmi les principaux objectifs de développement que le CECI poursuit à travers ses interventions. Ceci étant, l'approche « Genre et développement » et la protection de l'environnement demeurent des priorités transversales. Dans toutes les interventions de l'organisation, une attention particulière est accordée aux groupes les plus vulnérables, à savoir, les populations rurales et les femmes les plus démunies, afin d'assurer leur participation dans les actions de développement, d'améliorer leur accès aux ressources et d'accroître leurs revenus.

Nous pouvons rappeler que ces ONG québécoises que nous venons de présenter se sont engagées depuis plusieurs années déjà, en faveur de l'égalité dans les rapports entre les hommes et les femmes, et qu'elles ont développé au fil des ans une expertise reconnue en ce domaine. En 1992 par exemple, le CECI s'est doté d'une politique « Femmes et Développement », et, par la suite, d'un plan d'action GED annuel pour l'ensemble de son organisation. L'organisation affirme ainsi sa volonté institutionnelle de contribuer, par ses programmes et projets, à une participation pleine et entière des femmes au développement. Cette politique s'inscrit dans la philosophie et les orientations générales de plusieurs autres organismes similaires, qui cherchent à bâtir un développement solidaire centré sur les personnes, fondé sur un développement démocratique, équitable et participatif, et favoriser la promotion de la santé des femmes et des enfants.

La politique « Femmes et développement », ainsi que les approches pratiques développées jusqu'à maintenant, ont amené ces ONG à viser en priorité la promotion de l'égalité et de l'équité entre les hommes et les femmes et le renforcement du pouvoir des femmes et des structures qui ont le même objectif.

Par ailleurs, tous ces organismes précités recrutent des coopérants et volontaires qui, de par leurs qualifications et leur expérience, vont aller en Afrique subsaharienne pour une durée déterminée, et appuyer des projets visant à satisfaire les besoins identifiés par les communautés locales. Et, de plus en plus, l'approche GED semble un outil indispensable pour les responsables, les coopérants, et les stagiaires, et même pour certains partenaires locaux, comme nous allons l'analyser dans les paragraphes suivants en étudiant le rôle des acteurs précités.

#### **4. 4. Les coopérants et leurs rôles en Afrique subsaharienne**

Les coopérants (agents de développement) recrutés par des organismes québécoises, sont souvent appelés à travailler avec les ONG locales ou nationales et les associations civiles des pays du Sud. Comme souligne un responsable du programme d'Oxfam-Québec :

*« Nous avons des coopérants-volontaires qui œuvrent à la supervision de la programmation ou au renforcement institutionnel d'ONG béninoises et au Mali ».*

Dans le but de promouvoir l'équité entre les hommes et les femmes dans toutes les dimensions essentielles du développement, les coopérants sont aussi sensibilisés et formés à « assurer », un partenariat entre les ONG québécoises et les organisations locales dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, ces organismes (Oxfam-Québec, SUCO et CECI) envoient ces coopérants et volontaires de même que des stagiaires<sup>36</sup> en Afrique subsaharienne. Ces derniers ont plusieurs missions, notamment d'encourager la participation des femmes dans toutes les étapes d'un processus de prise en charge du développement, de faciliter l'accès à la formation et aux ressources matérielles et financières, de permettre aux femmes d'acquérir les connaissances et habilités essentielles à l'exercice de leur citoyenneté et à la défense de leurs droits, et de faciliter le partage de l'information et l'accès à tous les moyens d'expression.

---

<sup>36</sup> Nous avons aussi pendant ce travail interrogé les ex-coopérants, volontaires et les ex-stagiaires des organismes précités selon les critères mentionnées dans notre chapitre méthodologique.

Par contre, Développement et Paix n'envoie pas de coopérants sur le terrain, mais, envoie des responsables de programmes faire des « tournées », pour aller superviser les projets qu'ils soutiennent. Comme souligne la responsable du programme zone Afrique,

*« Nous, pour être simple, on n'a pas de coopérants techniques sur le terrain sauf exception, (...), on n'a pas de bureau, on n'a pas de présence, mais à partir d'ici, on a une équipe de chargés de programmes qui développent des programmations dans différents pays qu'on a choisis historiquement au fil des années (...) ».*

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il faut souligner que les coopérants des ONG que nous avons contactés nous ont brossé la situation des femmes africaines. Ils révèlent aussi leurs contributions à la conception et à la mise en oeuvre de stratégies de développement qui tiennent compte des intérêts stratégiques des femmes afin qu'elles acquièrent d'une part une plus grande autonomie, et d'autre part, qu'elles deviennent des actrices reconnues au sein de leur communauté, capables de proposer et de mettre en oeuvre des modifications aux lois et aux règles qui régissent leur quotidien.

#### **4. 5. La situation de la femme africaine et sa contribution dans sa communauté**

Les recherches des auteurs comme (Buving, 1986 ; Moser, 1993 ; Bisilliat, 2000, Albert, 1993) sur la situation des femmes et des filles montrent que leur « sort » de ces dernières est de plus en plus préoccupant dans la quasi totalité des sociétés. Cette situation est encore très critique dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Il faut savoir que dans un nombre important de ces pays, les femmes ne sont guère maîtresses de leur destin, car elles subissent dans ces sociétés le pouvoir et la pression de l'homme. Elles ne peuvent s'affranchir de cette domination que si elles peuvent être indépendantes économiquement et socialement. La description par les agents de développement du contexte social des femmes en Afrique subsaharienne nous montre que celles-ci interviennent dans plusieurs activités (productives, reproductives, etc.). Ainsi, nous allons analyser quelques champs d'activités présentés par les coopérants tout au long de ce travail.



#### 4. 5. 1. Les activités de production

Dans la plupart des cas, les activités productives des femmes sont, dans la répartition des tâches, destinées à leur fournir de quoi s'assurer les dépenses à caractère social (baptême, mariage...) et leurs dépenses à caractère personnel (soins corporels). Nos interlocuteurs montrent que pour ce faire, les femmes doivent exploiter leur environnement immédiat<sup>37</sup> et exercer un petit commerce et de l'artisanat.

Il faut noter que la distribution traditionnelle du travail entre les genres, qui voulait que l'homme assume les tâches productives pour l'entretien de la famille tandis que la femme se consacre aux travaux reproductifs, a été bouleversée par la dégradation des conditions de vie, qui conduit à l'entrée massive des femmes dans le domaine théoriquement réservé aux hommes, sans compter leur investissement dans les activités commerciales (FNUAP, 1996).

#### 4. 5. 2. Le travail de la femme dans l'agriculture traditionnelle.

Dans la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne, notamment au Niger, les femmes contribuent toujours à la production agricole familiale comme nous le déclare une coopérante de SUCO,

*« Partout, les femmes que je supervisais, effectuaient les semailles et participaient aux récoltes. Dans certains villages, elles effectuaient aussi les travaux de sarclage. Elles constituaient donc une main-d'œuvre considérable utilisée dans le champs familial ».*

On remarque ainsi que partout, les femmes sont très peu ou même pas du tout impliquées dans l'organisation de l'exploitation familiale. Les femmes ont toutefois un rôle crucial dans le développement de l'agriculture. Dans certains pays de l'Afrique subsaharienne, les femmes remplissent l'essentiel des tâches liées à l'agriculture et aux ressources naturelles

Au Niger par exemple, une étude effectuée par le FNUAP (1996) montre que si une femme dispose de son propre champ à cultiver, qu'elle soit propriétaire ou locataire,

---

<sup>37</sup> En mettant en œuvre les « cultures de case » tels que l'arachide, le maraîchage, le piment, et la transformation des produits alimentaires, tels que les sous-produits de l'arachide.

elle s'y consacre généralement après le « grand champ »<sup>38</sup>. De plus, les témoignages des coopérants ou même des stagiaires que nous avons interrogés montrent que le « champ féminin » est semé en dernier et est moins travaillé que celui des hommes. Par conséquent, le rendement est souvent faible. Ils montrent aussi que, s'il arrive qu'exceptionnellement, une femme obtienne de bons résultats de sa semence sur son champ, il est très fréquent qu'il lui soit repris<sup>39</sup> et qu'un autre terrain moins productif lui soit attribué. Nos interviewés soulignent également le fait que dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les femmes sont, avec les pauvres, les premières victimes de la concurrence qui s'exerce sur les terrains cultivables. On note que dans l'attribution des rôles, les femmes manquent généralement de temps pour se consacrer à l'entretien des terres agricoles. Elles ne disposent ni de l'aide nécessaire, ni des moyens financiers, ni des techniques appropriées. Ceci limite leur apport agricole dans la communauté.

De même, au Burkina Faso par exemple, les intervenants montrent que certaines cultures telles que le riz, sont réservées aux femmes dans plusieurs ethnies comme chez les Bissa. Elles sont, de plus, très souvent responsables du jardinage, des réserves de nourritures et de leur variété afin d'améliorer l'alimentation de leur famille et d'en vendre sur les marchés pour assurer d'autres dépenses (habillement, condiments, fêtes traditionnelles...).

#### **4. 5. 3. Le petit commerce, l'élevage et l'artisanat.**

En Afrique subsaharienne, les femmes rurales sont très présentes également dans le commerce, l'élevage et l'artisanat. Très souvent, l'activité commerciale des femmes s'effectue dans le seul cadre du village. Comme nous fait part une coopérante d'Oxfam-Québec, qui a travaillé dans un village au Bénin,

*« dans notre village, c'est toujours un petit commerce de détail, de sucre, de noix de cola, de bonbons, souvent aussi achetés dans la boutique même du village. Les femmes âgées, quant à elles, fabriquent toujours du tabac à chiquer, tandis que les femmes des bergers vendent le lait (de vache). Aujourd'hui, jusqu'à qu'à ce que je quitte le village, ces activités n'ont pas*

<sup>38</sup> Le champ du mari ou le champ familial

<sup>39</sup> Ce cas est surtout lorsque le terrain lui a été loué ou prêté, puisque très souvent, la femme n'a pas droit au sol en Afrique subsaharienne. Il revient toujours à l'homme, quel que soit son âge.

*changé ; simplement, elles rapportent un peu plus car elles sont mieux organisées ».*

Il ressort ainsi que dans la plupart des villages, les femmes commercialisent souvent des « objets » identiques, et sont donc en forte concurrence les unes par rapports aux autres. Faute de moyens financiers et de technologies appropriées comme cité plus haut, les femmes rurales ne peuvent pas changer leur type de commerce. Le faible montant des crédits qui leur sont souvent octroyés et les restrictions usuelles à la mobilité des femmes sont autant de freins à la diversification de produits offerts sur le marché. Le petit commerce, pratiqué par la majorité des femmes, leur donne la possibilité de disposer constamment de petites sommes d'argent pour les menues dépenses. C'est une activité peu rémunératrice qui s'inscrit dans une logique de sécurisation sociale plus que d'accumulation économique.

En ce qui concerne l'élevage, nos interlocuteurs montrent qu'en milieu rural, ce sont encore les femmes qui s'adonnent généralement au petit élevage (ovins, caprins, volaille, porcins). En d'autres termes, elles possèdent des bœufs qu'elles confient souvent à des éleveurs, elles interviennent également dans l'abreuvement des animaux du ménage. Dans ce contexte, le petit élevage est non seulement une activité privilégiée des femmes cloîtrées (femmes âgées), mais c'est aussi une activité socialement valorisée pour ces femmes comme le souligne une ex-coopérante Oxfam-Québec :

*« J'ai rencontré les femmes dans mon village, qui disaient qu'une femme doit toujours avoir quelques petits ruminants ou des volailles dans sa concession pour son capital. Qu'ils sont rentables puisque qu'une poule peut faire des petits qui vont servir de petit commerce ».*

Le tableau ci-dessous résume les résultats de l'Enquête Nationale de Statistiques Agricoles de 1993, où les femmes détiennent moins d'animaux que les hommes. (Hommes/Femmes Bovins 93,7/6,3; Caprins 79,6/20,4; Volaille 86,5/13,5; Porcins 56,4/44,7; Ovins 85,9/14,1).

**Tableau 5 : Effectifs des animaux selon le sexe du propriétaire en pourcentage**

Animaux	Hommes	Femmes
Bovins	93.7	6.3
Caprins	79.6	20.4
Volaille	86.5	13.5
Porcins	56.4	44.7
Ovins	85.9	14.1

**Source :** ENSA, 1993.

En ce que concerne les activités artisanales, nous distinguons surtout les activités de type utilitaire comme la poterie (ustensiles de cuisine, jarret et canaris d'eau, etc.), et la vannerie (paniers, nattes, maroquinerie, broderie, tissage, couture, teinture...). Ces activités maintiennent et élargissent aussi l'environnement social des femmes.

Nous pouvons noter que la femme africaine est considérée comme le pilier de la famille africaine traditionnelle. Elle est non seulement responsable de la culture vivrière (production, transformation, conservation), mais elle est aussi reproductrice, productrice et dispensatrice de la santé (accouchement, éducation des enfants, hygiène du milieu, approvisionnement en eau et bois de chauffe, amélioration de l'habitat, alimentation de la famille). Toutes ces activités ont certes des répercussions sur sa santé et sur celle des générations qu'elle engendre. Elle a toujours joué un rôle important dans le processus de développement dans sa communauté. Cependant, elle est souvent exclue du processus de décision et d'appropriation. Une ex-stagiaire de SUCO mentionne d'ailleurs que :

*« Il est même fréquent d'entendre dire en Afrique que la femme n'est pas l'égale de l'homme, et que celle-ci devrait se contenter d'accomplir des obligations familiales et se soumettre à toutes les exigences de la coutume ».*

Cette inégalité de genre, présente dans tous les secteurs d'intervention, amène les agents de développement des ONG québécoises à s'approprier l'approche « Genre et

développement » et à mettre en place les axes d'interventions et les programmes et les projets appuyés par ces ONG.

#### **4. 6. L'appropriation de l'analyse de genre dans les programmes et projets de développement.**

L'approche genre peut être utilisée comme un outil de diagnostic et d'orientation des décisions dans le cadre de la planification des projets, des programmes de développement et de lutte contre toutes les formes de discriminations. Elle permet d'analyser les relations entre les femmes et les hommes d'une communauté donnée, d'identifier les inégalités, les disparités et la nature des stéréotypes dans les pays de l'Afrique subsaharienne. L'appropriation de l'approche genre permet aux coopérants, comme aux acteurs sociaux, de mieux s'outiller afin de faire face aux contraintes liées aux inégalités de sexe. Elle permet également de chercher les causes et les facteurs qui reproduisent les injustices, d'identifier et d'analyser des rôles sexués et des inégalités dont ils sont porteurs, tant au niveau interpersonnel ou familial (micro-social) qu'au niveau de la vie collective (macro-social). En outre, l'appropriation de l'analyse basée sur le genre permet aussi de mieux comprendre les obstacles à l'efficacité des activités liées au développement et les besoins spécifiques des femmes et des hommes, et de développer les stratégies qui vont permettre une meilleure intégration du genre dans les différents secteurs d'intervention.

## CHAPITRE V : LES COOPERANTS ET LES ONG QUÉBÉCOISES : APPLICATION OU OPERATIONNALISATION DE L'APPROCHE GED DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

### 5. 1. Formation et transmission de l'approche « Genre et développement »

L'application de l'approche GED nécessite de suivre un certain processus dans les politiques de développement. Ceci étant, même si les projets GED n'ont pas été conçus comme tels, tous les projets de développement introduisent des changements dans les groupes sociaux où ils s'implantent. Ils ont des effets sur les rapports de pouvoir entre les genres et sur les moyens de contrôler les ressources de la communauté.

La « transmission » de l'approche « exige » ainsi une formation GED des agents de développement des ONG québécoises, qui vont ensuite la transmettre aux partenaires du Sud. On peut aussi noter qu'il existe deux formes de formation qui sont souvent animées par les ONG avant le départ des coopérants. Ces organismes offrent des formations de sensibilisation et des formations de formateurs en fonction des objectifs et de la mission que les coopérants doivent réaliser. D'ailleurs, une responsable de programme du CECI déclare :

*« Avant le départ en Afrique, tous nos coopérants-volontaires suivent une formation théorique sur la question de l'approche « genre et développement » sinon, comment intervenir en Afrique sur les rapports de genre ? Je crois qu'il faut être un peu sérieux sinon comment aller divulguer une information si on n'a pas le minimum (...) Cette formation peut prendre une journée entière et souvent même plusieurs jours en fonction du projet. Par exemple, si tu veux, tu peux assister à la formation que nous allons donner à nos 3 coopérants le mercredi 5 et tu verras comment cela se passe. En mars, nous allons aussi envoyer 2 de nos agents (coopérants) suivre une formation qui sera organisée par l'AQOCI sur la formation des formateurs ».*

Pour tous les responsables de programme comme pour les coopérants-volontaires que nous avons rencontrés, il est indispensable d'organiser des formations pour des formateurs et des agents de terrain (les coopérants, les stagiaires...). Cette formation est aussi destinée à outiller et à sensibiliser les formateurs et les animateurs à l'approche GED. En général, sur le terrain, les coopérants dispensent aussi des formations destinées

aux formatrices et formateurs. Ces formations sont données en français et sous forme de séminaires comme ceux qu'ils suivent ici avant leur départ. Elles peuvent durer un ou plusieurs jours, comme le note cette coopérante du CECI :

*« Au Mali, je donnais une formation aux formateurs. Elle visait à sensibiliser les hommes et les femmes des membres d'associations de base et non alphabétisés en français. Ces derniers allaient, à leur tour, donner la formation en Français ou en langue locale puisque je ne parle pas la langue (le Bambara). Il m'arrivait souvent d'aller aussi assister avec un interprète local qui me traduisait pendant tout le déroulement de la formation ».*

Il faut souligner que ces formations ont pour objectifs de faire connaître les droits de la personne, d'améliorer la situation de la femme, de lutter contre la pauvreté, de favoriser la promotion des droits spécifiques de la femme dans les domaines socio-politiques et culturels, et de développer l'éducation civique des femmes. Elles permettent aussi aux femmes de comprendre et de s'approprier les textes juridiques qui les concernent, d'éliminer toutes les formes de discrimination à leur égard et à l'égard des petites filles, de sensibiliser celles-ci en matière de VIH-SIDA/Infections sexuellement transmissibles. De plus, elles permettent de lutter contre la pauvreté des femmes grâce à des associations qui mènent des actions de proximité avec et pour les femmes des villes et des campagnes en Afrique subsaharienne. En effet, une coopérante du CECI affirme :

*« Pendant ma mission au Sénégal, où je travaillais avec les femmes de la Médina, je supervisais aussi les activités du BURKINA et du NIGER. Il fallait contribuer au renforcement de la position et du pouvoir de décision des femmes dans les ONG et associations à travers des actions d'éducation, de sensibilisation, d'information et de formation sur la vulgarisation des droits humains et sur le VIH/SIDA, afin que les femmes des différents villages et villes que je visitais, soient davantage intégrées et reconnues à part entière dans leur communauté, qu'elles prennent conscience de leur condition. (...) ».*

Ces formations permettent aux coopérants de promouvoir les petites et moyennes entreprises (individuelles ou collectives) dans le but de créer de l'emploi pour les jeunes (filles et garçons). Ces coopérants entreprennent ou soutiennent également toute action susceptible d'aider les femmes dans leurs tâches quotidiennes en milieu rural comme en

milieu urbain, leur permettant une participation effective au programme local et national de développement politique, économique et social. Ils contribuent à l'épanouissement complet et harmonieux des enfants (création des écoles maternelles et de formation de base).

Par le biais des coopérants - volontaires, les organismes que nous avons contactés ciblent certains acteurs sociaux prioritaires pour développer leurs axes d'intervention.

## **5. 2. Les populations-cibles, stratégies et les axes prioritaires d'intervention**

Dans leurs missions de renforcement des capacités, les coopérants des ONG québécoises déploient des *forces vives* locales et aident « intelligemment » les populations ou les organisations locales sans aucune discrimination. Ceci, en les responsabilisant et en leur apportant des outils liés à une perspective « genre » d'aide à l'autonomie, afin de leur permettre de rester chez elles où elles sont bien et de participer ainsi davantage au développement de leur pays respectif.

### **5. 2. 1. Le public cible de l'approche « Genre et développement »**

L'approche « Genre et développement », mise en oeuvre par les ONG québécoises vise non seulement les ONG locales, les associations et les groupements, mais aussi les groupes les plus vulnérables de notre société en perpétuelle mutation. Les responsables de différents organismes montrent que leur politique GED se préoccupe aussi des associations syndicales, des femmes pour que leur rôle primordial dans le développement durable soit reconnu et renforcé, des personnes réfugiées, rapatriées et déplacées, parce qu'elles représentent un des groupes les plus « faibles » dans le monde, et les jeunes qui sont une force mobilisatrice pour le changement. De plus, il ressort aussi de nos entrevues qu'en renforçant l'autonomie des femmes, celles-ci sont sensibilisées à l'inégalité des relations de pouvoir. De ce fait, elles se prennent en charge et exercent davantage d'influence pour surmonter les inégalités à la maison, au travail et dans la communauté.

D'ailleurs, dans le cadre du programme 2003-2006 de Développement et Paix, il est bien stipulé que l'organisme appuie les populations qui se regroupent au sein d'organisations locales pour devenir les moteurs de leur propre développement :



*« Nous continuerons de privilégier comme acteurs sociaux les femmes, de même que les paysans, producteurs et pêcheurs artisans qui constituent la frange la plus importante des populations pauvres. Nous demeurerons aussi attentifs aux populations pauvres des milieux urbains, (et ruraux) même s'il existe encore peu d'organisations qui les regroupent »<sup>40</sup>.*

Nous pouvons ainsi noter que le souci constant des ONG québécoises que nous avons consultées est de puiser dans les théories de l'approche genre des formules mieux adaptées à la nouvelle vision du processus de développement, qui doit impliquer toutes les composantes de la société sans aucune discrimination.

### **5. 2. 2. Les domaines, les stratégies d'intervention et les projets appuyés**

Le processus de prise en charge démocratique du développement de la ville et plus particulièrement du « village par le village » prôné par les ONG québécoises est un processus de développement global dans la mesure où la démarche « genre et développement » favorise l'articulation entre l'économique, le social, le culturel et l'environnemental. Ainsi, la mise à la disposition des communautés d'un fonds de développement vient en appoint pour la satisfaction des besoins pratiques et stratégiques des populations.

Les axes d'intervention et les projets appuyés par les coopérants sont nombreux. Nous pouvons noter les domaines tels que : la promotion de la démocratie, l'éducation populaire, la gestion de l'environnement, le développement local, et le développement d'alternatives économiques.

Comme plusieurs autres organismes que nous avons visités, SUCO a mis en place un nouveau cadre stratégique comprenant trois grandes lignes d'actions, à savoir : l'appui à la prise en charge du développement par une approche de développement local, l'éducation à la solidarité internationale par une approche de solidarité directe, et la communication pour le développement selon une approche de démocratisation de la communication, comme nous le résume le tableau suivant :

---

<sup>40</sup> Document consulté « Programmation 2003-2006 Appui aux processus de démocratisation du développement Afrique », Développement et Paix, Montréal.

**Tableau 6 : Cadre d'intervention**

<b>Ligne d'actions</b>	<b>Objectif général</b>	<b>Approche</b>
<b>Appui à la prise en charge du développement</b>	Susciter et appuyer les initiatives des partenaires qui renforcent la capacité des collectivités à définir et mettre en œuvre leur développement.	Développement local : - appui organisationnel - appui aux activités économiques - formation - concertation
<b>Éducation à la solidarité internationale</b>	Favoriser l'engagement des individus, communautés, regroupements, associations et mouvements du Nord et du Sud afin d'identifier des alternatives de développement et d'agir collectivement.	Solidarité directe : - diffusion, sensibilisation - échanges Nord-Sud - actions de solidarité Nord-Sud et Sud-Sud - participation à des mouvements de solidarité au Nord
<b>Communication pour le développement</b>	Renforcer les capacités de la société civile en matière de communication en vue de soutenir des processus d'organisation, la recherche de consensus et l'établissement d'un dialogue permanent avec les décideurs.	Démocratisation de la communication : - formation aux techniques et stratégies de communication - accès à l'information et aux moyens d'expression - appui à la mise en place d'infrastructures et de réseaux

**Source :** SUCO, Cadre Stratégique, 1998 tiré du site : <http://www.suco.org/>

Partant de ce tableau, nous pouvons dire que les projets impliquant des activités économiques du développement communautaire et de l'agriculture sont bien au cœur des programmes des ONG qui couvrent notre champ de travail, et ils méritent donc une observation attentive des coopérants et des responsables des programmes.

Pour certains responsables des programmes, les domaines d'intervention dépendent des demandes des groupes organisés. D'ailleurs, un responsable nous relate comment ils développent leurs axes d'interventions :

*« Nous, on ne définit pas les projets. Ici, on a 4 chargés de programme qui sont responsables chacun d'une des régions en Afrique. (...). Ces chargés de programme vont sur le terrain dans le pays ciblé pour identifier qui sont les acteurs locaux qui travaillent sur les enjeux du développement, qui sont les groupes organisés qui travaillent sur les enjeux du développement, les groupes de femmes, les associations syndicales, les organisations paysannes. (...) ces groupes qui vont nous proposer leurs propres projets. (...) et notre travail est d'examiner ces projets et de dire si cela répond à nos valeurs (...) et c'est comme ça qu'on définit nos programmes ».*

De la même façon, l'analyse de nos entretiens montre que la plupart des projets viennent des partenaires africains<sup>41</sup> que les ONG québécoises soutiennent et renforcent. Il faut cependant noter que ces ONG apportent le plus souvent une orientation « genre » comme condition indispensable pour bénéficier de cet appui qui peut être d'ordre financier ou technique

Les populations locales et les organisations partenaires sont aussi responsables de la construction de leurs propres outils de sensibilisation à l'approche GED. Une coopérante rapporte ainsi le travail qu'elle avait réalisé avec CECI-Mali :

*« Le CECI d'ici avait demandé de créer un outil GED pour sensibiliser la population. Un outil qui serait utilisé par les agents de terrain (formateurs et animatrices locaux) qui vont éduquer la population à la base. C'est un projet que j'ai coordonné et c'est nous qui avons créé l'outil. Et pour cela, j'ai aidé à faire une demande de subvention pour la création de cet outil. (...) Il faut préciser que j'ai construit l'outil avec une équipe constituée de maliens et de maliennes. D'ailleurs, c'est eux qui ont décidé du contenu de l'outil, la forme et tout. Moi, j'étais là pour coordonner et apporter plus l'aspect théorique de l'approche GED pour être sûre que les choses sont bien inscrites dans tout cela, mais c'est eux qui ont tout conçu (...), les femmes ont beaucoup contribué à la construction de cet*

---

<sup>41</sup> Ce sont les groupes que les ONG appuient sur le terrain. Ils peuvent être des ONG locales ou internationales, les associations paysannes, des associations syndicales, etc. basées en Afrique subsaharienne.

*outil. Jusqu'à aujourd'hui elles l'utilisent dans toute leur campagne ».*

### **5. 2. 2. 1. L'approche genre et la promotion démocratique**

L'intervention dans la promotion démocratique se traduit par des activités visant à renforcer l'expression des droits collectifs et la participation des populations, autant les plus riches que les plus démunies. Le besoin est de créer un espace public, avec une participation la plus large possible des hommes et des femmes dans les prises des décisions qui les concernent, selon une priorité à l'échelon local, premier lieu de l'exercice de la citoyenneté. Cependant, les stratégies à l'échelon, national et même international ne doivent pas non plus être négligées. SUCO parle même d'une démocratie participative qui facilite la concertation et le développement de consensus dans tous les projets de développement.

Ce volet vise à renforcer la société civile et à consolider les pratiques démocratiques. De plus, les propos de nos coopérants montrent qu'ils cherchent à promouvoir l'égalité et l'équité entre hommes et femmes et à renforcer le pouvoir de ces dernières. Pour eux, la promotion démocratique apparaît essentielle dans la mise en place des mécanismes qui protègent les droits humains fondamentaux, et permettent aux citoyens et aux citoyennes des pays de l'Afrique subsaharienne de prendre part aux décisions qui les affectent. En d'autres termes, ils cherchent à faciliter un accroissement de la participation populaire aux décisions politiques. Cette participation constitue bien l'essence du développement démocratique et de l'application de l'approche GED dans les politiques de développement en Afrique subsaharienne.

Nous pouvons aussi souligner que cette démocratisation est également favorisée par la création des radios communautaires. Ces radios permettent les actions de sensibilisation et d'éducation du public, comme nous le précise un coopérant du CECI :

*« J'avais aussi pour mission de mettre en place la construction d'une radio communautaire au Mali. Cette radio couvrirait plusieurs villages et diffusaient les émissions en langue locale. Nous avons même appelé les femmes et les jeunes à présenter les émissions, à faire des petites annonces. Il faut noter que la présence des femmes et des jeunes filles était faible très faible. Par contre, elles suivaient les infos transmises par ces radios communautaires ».*

Certains coopérants nous indiquent aussi que le but tacite de cette démocratie participative est de permettre aux femmes de s'approprier des outils de l'approche « Genre et développement », de favoriser une société de paix et de justice envers les plus démunis en Afrique subsaharienne.

Le programme du Nigeria, par exemple, a enregistré ses résultats les plus importants dans le domaine de la participation populaire aux processus démocratiques, plus particulièrement en ce qui concerne l'inclusion des jeunes et des femmes. Divers partenaires ont contribué à l'émergence progressive de collectivités et de groupes de citoyens, qui sortent de l'anonymat pour faire respecter leurs droits, exiger de la transparence de la part des représentants élus et participer aux processus électoraux<sup>42</sup>.

Comme l'explique une responsable du programme de Développement et Paix :

*« Le projet qu'on avait appuyé et qu'on appelait, Commission justice et paix, était une commission de l'église catholique, un projet dans un diocèse au Nigeria; les nigériens l'ont développé pour en faire un projet de monitoring des élections au Nigeria pour s'assurer qu'il y avait un déroulement démocratique et transparents des élections. Et même après les élections, ils ont aussi continué à travailler en surveillant le travail des élus (...) nous, tout le temps qu'on a discuté de ce projet avec le groupe là, on disait toujours que l'on voudrait qu'à tous les niveaux, qu'on se préoccupe de la question des femmes. Qu'on voudrait s'assurer que les femmes soient sur les listes électorales, qu'elles seront éduquées pour aller voter, qu'elles comprennent quels sont les enjeux, (...); qu'on veut au moins que la moitié des femmes soient aussi des observatrices des élections. Alors on a discuté de tout cela, et effectivement on n'a pas eu besoin de les convaincre. Il y a même eu des candidates aux postes locaux. De même, on a noté une bonne participation des organisations des femmes. C'est comme par exemple, l'Association des femmes musulmanes qui a même intégré ce projet alors que c'était un projet de l'église catholique ».*

Les différents projets auraient contribué entre autres à la réalisation des campagnes de sensibilisation contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et des enfants, à des formations pour encourager des femmes à se rendre éligibles lors des élections, et à réaliser des cabinets juridiques, notamment sur le code de la famille. Ces projets auraient également permis de créer des centres

---

<sup>42</sup> Programmation 2003–2006, ibid

d'alphabétisation en langue nationale, et d'appuyer des organisations qui offrent un soutien aux femmes victimes de diverses formes de violence, en enseignant des moyens divers d'intervention face à différentes situations.

Ce processus, que nous pouvons qualifier de genre et de démocratisation, est indispensable dans la construction d'un développement local plus participatif et plus juste. Ceci avec l'implication d'un nombre croissant d'associations féminines par le biais d'une solidarité communautaire.

#### **5. 2. 2. 2. L'approche genre et l'appui au développement local**

Les organisations telles que SUCO ont cherché à développer une approche qui favoriserait une amélioration des capacités de production, dans le respect des valeurs culturelles du milieu.

Ainsi, dans cette section du travail, les coopérants montrent qu'ils encouragent et contrôlent les projets lancés par les organisations villageoises. Ils leur expliquent également l'intérêt de prendre en compte la problématique genre dans la gestion des activités locales. Il s'agit également pour la population de s'interroger sur les avantages réels du projet, non seulement dans l'immédiat, mais encore à plus ou moins long terme, et de l'étendre à l'ensemble de la population.

Oxfam-Québec, et les autres organisations, soulignent d'ailleurs que leurs coopérants appuient la mise en place des projets qui aident à l'expression collective et à l'intérêt des populations civiles et plus particulièrement des femmes pour que leur voix et leurs besoins soient entendus par la communauté. Les intervenants relèvent qu'il faut renforcer la société civile pour qu'elle puisse influencer le public et les décideurs. En d'autres termes, pour que les femmes et les hommes, les vieux et les jeunes puissent prendre en main leur propre destinée. Certains de nos coopérants montrent aussi qu'ils assistent les mouvements émergents des citoyens et des citoyennes en faveur de la justice économique et sociale. Les coopérants soulignent aussi que l'appui au développement local vise toutes les composantes de la société, et plus particulièrement les femmes et les jeunes, et leur donne l'opportunité de participer à la prise de décision et à la définition des besoins socio-économiques dans la communauté locale.

Certains coopérants disent clairement que leur soutien a pour but d'amener les femmes et les hommes à participer au développement local selon leurs choix et surtout, que les membres de la communauté ne doivent pas travailler de façon isolée. Comme nous raconte une responsable des programmes de Développement et Paix,

*« On essaie de leur faire comprendre qu'il n'y a pas de village de femmes et de village d'hommes, de village de garçons et de village de filles, ni de jeune ni de vieux. (...). Qu'ils ne doivent pas travailler de manière isolée. Qu'ils doivent aussi travailler avec des villages environnants. Nous les amenons à se responsabiliser face à leur avenir ».*

Les projets d'appui sont également bien valorisés dans cet axe privilégié de l'approche, dans la mesure où ils valorisent la pleine participation des femmes, en tant que partenaires égales, aux processus de développement de leur société, comme en témoigne cette stagiaire du SUCO :

*« Nous avons souvent 3 séances de réunion pour l'identification des besoins dans le village de Banankoro (un village au Mali). On faisait d'abord une réunion avec les femmes seules, puis avec les hommes seuls puis une dernière avec les hommes et les femmes. On les « poussait » à s'exprimer ceci n'était pas facile au début. Avant, quand on organisait une telle rencontre et que les femmes ne venaient pas, on ajournait la rencontre et on « exigeait » la présence des femmes. Puis les hommes eux-mêmes commençaient à demander à leurs femmes de venir aux rencontres pour ne pas perdre le projet, puisqu'on disait que s'ils ne voulaient pas on déplacerait le projet dans d'autres villages qui étaient prêts à le recevoir et que ce n'était pas notre première expérience ».*

Toutefois, l'enjeu ici était d'amener les populations villageoises, à travers un processus d'éducation et de conscientisation, à reconnaître l'importance d'impliquer toute la communauté à la prise de décision, peu importe le sexe, l'âge et l'appartenance ethnique. Il s'agissait aussi d'encourager le changement par un soutien économique dans les organisations villageoises.

### **5. 2. 2. 3. Développement d'alternatives économiques : l'augmentation de l'accès et du contrôle et des ressources économiques par les populations-cibles**

En ce qui concerne le développement d'alternatives économiques, les coopérants mettent en œuvre le développement des activités de production et celles génératrices de

revenus, la promotion des femmes. Ils favorisent un renforcement des capacités d'autogestion, la santé, l'alphabétisation et l'éducation de la population, et plus particulièrement des femmes sous-scolarisées. En effet, il est devenu évident de noter que le changement social peut exiger que l'on réponde aux besoins des populations pauvres par un appui au développement d'alternatives économiques. De plus, pour une amélioration du statut des femmes, certains coopérants jugent nécessaire de les faire participer davantage aux processus de « modernisation », en les intégrant aux activités qui sont sources de revenus. Ils montrent aussi qu'il faudrait également que les femmes s'interrogent non pas seulement sur la rentabilité financière, mais aussi sur la rentabilité sociale des activités génératrices de revenus dont elles ont besoin.

D'après les intervenants, dans les communautés villageoises, aucun programme important de soutien financier ne peut être amorcé sans vérifier s'il existe un processus égalitaire et une population capable d'indépendance vis-à-vis de ses élites. Le milieu idéal doit aussi absolument être doté de contre-pouvoirs, et d'une culture de respect des engagements qui s'adresse à toute la population, et ce, sans aucune injustice socio-économique.

Ceci étant, pour renforcer la capacité financière des associations villageoises, les coopérants stimulent les projets de micro-crédit auprès des populations, et plus particulièrement auprès des femmes. Par exemple, Oxfam-Québec, par l'intermédiaire de ses coopérants, s'est engagé à consolider le rôle des femmes dans leur travail. L'organisation réalise, par le biais des ses coopérants, des projets sur :

*« l'élaboration de programmes de formation à l'entrepreneuriat; des programmes qui misent sur une gestion participative des projets et visent une gestion autonome par les bénéficiaires (femmes); travaille aussi sur la consolidation et l'appui à l'émergence de coopératives, d'institutions mutualistes et financières locales »<sup>43</sup>.*

C'est ainsi qu'en 1997, Oxfam-Québec a lancé un programme de micro-projets productifs en faveur des femmes camerounaises. L'organisme avait débloqué un fonds de soutien d'un montant de 6.450 611\$. Ces micro-projets visaient à un renforcement des coopératives d'épargne et de crédit conçues pour les femmes du Cameroun. Ce

<sup>43</sup> Tiré site Internet d'Oxfam-Québec, <http://www.oxfam.qc.ca/> consulté le 30 Octobre 2005



programme appuyaient les activités économiques de ces femmes et favorisaient la croissance de leurs revenus par la formation, l'accès au crédit, l'appui-conseil, le démarrage et la consolidation de micro-entreprises créatrices d'emplois<sup>44</sup>.

Nous pouvons souligner que l'appui au développement d'alternatives économiques est étroitement lié à l'activité des travailleuses du secteur informel. Il est très souvent local et proche des gens. La préoccupation première dans cette politique d'alternatives économiques est de trouver des formules mieux adaptées à la nouvelle vision du processus de développement, et, par conséquent, la manière d'intervenir auprès des femmes en Afrique subsaharienne afin que celles-ci développent des ressources pour s'autogérer, comme le signale notre interviewé de Développement et Paix :

*« On a par exemple un projet de micro-crédit au Bénin. Au début, on a appuyé lourdement des groupes de femmes, on a fait un fond tournant pour le micro-crédit pour les femmes et au fil des années, les femmes ont appris à gérer ça. Avant, c'était avec une équipe et maintenant, ce sont elles-mêmes qui gèrent et on n'a plus besoin de rajouter de l'argent dans le fonds parce que l'argent est remboursé et cela continue à rouler. Elles peuvent coopérer avec ce fonds là. Maintenant, 1 ou 2 animateurs les aident dans leur travail et donc notre présence a beaucoup diminué, et on a beaucoup discuté avec ces femmes là en disant, maintenant vous êtes une force économique dans votre communauté. Alors, elles se sont mises à avoir des projets avec la mairie de Cotonou par exemple, des micro-entreprises de l'assainissement. (...). Elles obtiennent aussi des contrats pour faire leurs travaux. On voit bien un développement économique qu'elles-mêmes, elles ont décidé de faire, on n'a jamais dit faites ça ou ça. C'est au fur et à mesure de leur évolution (...) ».*

#### **5. 2. 2. 4. L'approche genre et l'alphabétisation des femmes**

Après avoir noté une faible couverture de l'enseignement et les disparités qui existent entre filles et garçons, les ONG québécoises ont aussi mis en avant le renforcement des projets de l'alphabétisation de la population et un accent particulier sur les femmes. Pour que les femmes et les jeunes filles participent au développement, les coopérants soulignent leur volonté et leur objectif de mettre sur pied des programmes

---

<sup>44</sup> Idem.

d'alphabétisation et de formation des filles et jeunes femmes au Burkina faso. Une ex-coopérante de CECI nous parle d'ailleurs de son expérience sur un projet qu'elle a conduit au Burkina Faso :

*« Nous réalisons des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et de formation professionnelle qui développent aussi la capacité d'intégrer les considérations sociales et d'éducation à la santé, incluant le VIH-SIDA. Nous appuyons aussi l'amélioration des compétences des femmes et des filles en gestion communautaire. Au Burkina Faso par exemple, nous avons permis la formation des jeunes mécaniciennes de vélos et de motos taxis. Tu sais, au Burkina, c'est leur moyen de transport régulier. Au début, c'était, je dirais terrible de voir une jeune fille avec une tenue de mécanicien mais aujourd'hui il faut voir comment ces filles sont. Elles ont même ouvert leur propre garage et elles sont devenues bien autonomes voilà un exemple de formation réussie de jeunes. Je suis très fière de cette mission qui donne une autre image de la fille ».*

Notre enquête montre qu'il ne faut pas seulement apporter un soutien économique, mais que les formations telles que l'alphabétisation des femmes et la scolarisation des jeunes filles sont aussi une priorité puisqu'elles permettent à certaines d'entre elles de prendre leur propre destin en main, en partant de « zéro ». Les coopérants et leurs partenaires conscientisent les populations sur l'importance de l'éducation et de la formation, et travaillent ainsi à mettre fin à un cycle néfaste qui se perpétue de génération en génération. L'alphabétisation et l'éducation sont donc les moyens les plus efficaces pour réduire les inégalités de genre et les obstacles idéologiques, culturels, économiques et domestiques qui peuvent empêcher la scolarisation des femmes et diminuer ainsi leur « *empowerment* ».

Cette alternative d'éducation et d'alphabétisation de toute la population est sans doute indispensable si l'on veut un développement local, économique, démocratique plus juste et égalitaire.

### **5. 2. 2. 5 Le genre et un environnement plus harmonieux et plus viable**

La gestion de l'environnement constitue, à travers la préservation des ressources et le maintien d'un contexte accueillant pour l'homme et pour la femme en milieu rural, l'une des conditions principales à la réussite de toute politique de lutte contre les inégalités de sexe et les effets de la désertification.

Les projets soutenus par nos enquêtes visent non seulement à promouvoir les droits des femmes sur le plan économique et démocratique, mais aussi à la protection de l'environnement, qui est un élément important de toute action de développement soutenue en Afrique subsaharienne. Il faut d'ailleurs souligner que la dégradation de l'environnement entraîne une détérioration des conditions de vie des populations, et plus particulièrement des femmes en milieu rural. Ainsi, protéger l'environnement c'est assurer la qualité de vie de la communauté, des femmes, et aussi des générations futures.

Dans ce domaine, les coopérants offrent des formations aux paysans et aux paysannes sur de meilleures techniques culturales, entre autres, l'agroforesterie et la culture biologique. Ils encouragent le développement d'outils et de méthodes participatives dans la gestion et la protection de l'environnement (dans le domaine du reboisement par exemple). En outre, ils aident à la gestion des déchets solides ménagers en milieu urbain et rural par l'implication des populations concernées, et contribuent à la réduction des risques découlant des catastrophes naturelles, et ce par une meilleure gestion des écosystèmes, un appui à la sensibilisation des populations locales sur les enjeux environnementaux, par un renforcement des réseaux locaux et nationaux de surveillance des pratiques d'exploitation des ressources naturelles, et par le développement des capacités de la société civile dans la promotion de politiques environnementales.

En définitive, les coopérants envoyés en Afrique subsaharienne développent de nombreuses stratégies, ainsi que des programmes et/ou projets d'intervention en faveur des femmes. De plus, leur action s'inscrit dans un cadre d'intervention qui doit être en conformité avec leur vision commune, à savoir la lutte contre la pauvreté et contre toute forme d'inégalité de genre. Cependant, étant donné que toute forme de changement

social<sup>45</sup> se « confronte » à des contraintes et à des limites, nous allons, dans le chapitre suivant, identifier et analyser les obstacles<sup>46</sup> liés à l'opérationnalisation de l'approche GED.

---

<sup>45</sup> Il faut souligner que quels que soient les termes utilisés, la coopération internationale mettant des ressources à la disposition des populations des pays de l'Afrique subsaharienne veut influencer les changements.

<sup>46</sup> Nous voulons parler de quelques difficultés, limites et risques pris par certaines ONG québécoises rencontrées dans l'application de l'approche GED chez leurs partenaires.

## **CHAPITRE VI : LES OBSTACLES À L'OPÉRATIONNALISATION L'APPROCHE GED ET LES STRATEGIES DÉVELOPPEES PAR LES FEMMES**

### **6. 1. Les obstacles à l'opérationnalisation de l'approche « Genre et développement » en Afrique subsaharienne**

#### **6. 1. 1. Les obstacles extérieurs à l'application du GED dans les projets de développement.**

Pour intégrer le concept de « genre » dans les politiques de développement, il ne suffit pas seulement d'en parler dans des institutions et dans des relations de partenariat avec les autres. Il est non seulement légitime, mais aussi inéluctable de vérifier si ce concept de « genre » s'applique concrètement à l'intérieur des ONG québécoises et dans les organisations partenaires. Il faut souligner qu'une véritable intégration du concept de « genre » implique un engagement global en faveur d'une réduction des inégalités entre femmes et hommes. De toute évidence, un tel engagement ne peut pas être demandé à des agents de terrain sans que les ONG québécoises intègrent ce concept autant dans leurs pratiques que dans leurs modes de fonctionnement internes.

N'effectuant pas une étude sur les difficultés et limites de l'intégration du genre au sein des institutions québécoises visitées, nous pouvons néanmoins noter que comme toute organisation, les ONG québécoises sont des structures plus ou moins complexes avec des instances diverses où sont impliqués plusieurs acteurs. Ceci peut expliquer que les formations qu'elles donnent aux coopérants sur l'application de l'approche GED ne sont pas toujours satisfaisantes. Toutefois, intégrer l'analyse de genre dans la formation des responsables et du personnel des ONG québécoises, des coopérants et du personnel des organisations-partenaires du Sud s'avère indispensable pour un bon fonctionnement et une bonne appropriation de l'approche GED en Afrique subsaharienne. C'est ainsi que pour Balmer,

*« (...) il est important que tous, des cadres de direction aux animateurs de terrain, soient au même niveau d'information théorique, mais aussi, en tant qu'individus, pour qu'ils puissent effectuer un travail de réflexion sur eux-mêmes, sur leur*

*perception de l'autre et sur leur relation à l'autre » (Balmer, 1996 : 46).*

Par ailleurs, nous pouvons aussi souligner que même si les coopérants ont une satisfaction de leur mission, certains mentionnent leur incapacité d'appliquer les politiques GED. C'est bien une conséquence directe d'un manque de connaissance et d'une formation insuffisante. Ce qui peut aussi expliquer l'incapacité et l'échec de l'application des politiques de l'approche GED à tous les niveaux décisionnels des programmes et/ou projets de développement en Afrique subsaharienne.

Ceci étant, l'intégration de l'approche GED dans des associations et des ONG locales, nécessite une vigilance constante quant au suivi de l'application des décisions, qui se prennent pour la réalisation des projets de développement en Afrique subsaharienne. Un responsable nous fait savoir que ce n'est pas toujours facile et que l'application de l'approche GED dans les projets n'est pas toujours gagnée :

*« On pense avoir gagné mais finalement les décisions ne sont jamais réellement exécutées. Il y a toujours autre chose de plus important à faire et l'application des décisions en matière de genre passe après ».*

De plus, les coopérants parlent souvent d'une tendance à vouloir marginaliser l'approche genre, à la diluer au sein d'autres priorités en considérant que la démarche « genre » est maintenant un acquis, et que l'on doit travailler alors sur autre chose. Un responsable du CECI que nous avons rencontré nous parle de quelques risques et des limites de cette approche GED.

*« Nous prenons souvent des risques et c'est l'une de nos difficultés. C'est aussi la critique qu'on s'adresse à nous-mêmes. A un moment donné, la préoccupation de la politique de genre est très très présente dans toutes nos discussions. Il y a peut-être une dizaine d'années, on était très chaud là-dessus et puis à un moment donné c'est peut-être moins présent. C'est que parfois il nous échappe certaines choses où on se rendait compte que quand on fait une équipe de travail on fait ensemble une analyse des propositions qui sont soumis par nos partenaires et quand on se rend compte qu'ils n'ont pas traité la question des femmes on arrête et on en discute avec nos partenaires. On est souvent proactif sur cette question. Mais, maintenant, souvent on dit on va leur parler et parfois cela nous échappe et ce n'est pas normal. Je crois qu'on doit revoir et*

*réorganiser cette politique (de genre) dans notre organisation et redonner plus d'énergie. Regarder tous nos projets et les revoir sous cet angle et refaire le bilan. Il faudrait qu'on fasse un portrait sérieux de questions de genre avec l'ensemble des groupes avec lesquels on travaille et décortiquer la situation si on veut être sérieux et garder notre objectif qui est de promouvoir l'égalité et l'équité des sexes, que ce soient les groupes mixtes ou les groupes des femmes ».*

Nous pouvons aussi souligner que la difficulté évoquée par certains organismes comme Développement et Paix, est de « veiller » sur l'application de l'approche GED dans les projets qu'il soutient du fait que l'institution n'a pas de bureaux-terrains sur place, qui peuvent permettre d'intervenir directement, comme le souligne une responsable :

*« Nous n'avons pas des bureaux en Afrique et je crois que c'est un gros risque et aussi une des limites de nos actions. Nous allons de temps en temps voir ce qui se passe sur le terrain, mais entre temps (...). Nous sommes obligés de faire confiance aux partenaires. Je ne peux pas te parler de multiples projets qui on échoué par le fait que nous ne sommes pas tout le temps sur le terrain à cause de notre absence ».*

Le manque de temps et de ressources ne facilite ni l'entretien d'une réflexion ni la participation à des activités d'échanges entre les responsables des projets au Nord et les partenaires du Sud. Une des principales limites est aussi la méconnaissance du milieu et de la façon selon laquelle les coopérants véhiculent l'information sur l'approche GED en Afrique subsaharienne. L'approche « genre » semble difficile à porter, car elle interpelle chacun et chacune dans ses croyances profondes. Elle dépasse ainsi la seule sphère professionnelle, et elle vient également remettre en cause les comportements personnels. De plus, faire une campagne « Genre et développement » remet autrement en cause chaque individu, chaque personne de l'association ou des ONG en Afrique subsaharienne. En d'autres termes, il faut souligner qu'en Afrique subsaharienne les femmes sont très souvent aux prises avec de nombreux obstacles qui contribuent à les reléguer à un statut inférieur, notamment les droits de succession, les effets de l'autorité parentale, une connaissance insuffisante des droits existants, l'analphabétisme et les coutumes traditionnelles. Ces facteurs que nous qualifierons d'« obstacles internes », et que nous développerons dans les lignes qui suivent sont bien des contraintes qui nuisent

à l'intégration de l'approche GED dans les communautés, à la prise en main personnelle de celles-ci et à leur capacité de jouer certains rôles essentiels au sein de la société.

### **6. 1. 2. Les obstacles intérieurs à l'application du GED dans les projets de développement**

La représentation sociale des rôles traditionnels en Afrique subsaharienne est marquée par les rapports de genre qui définissent les activités sociales, économiques, politiques et culturelles des hommes et des femmes en fonction. Ces représentations sociales sont intégrées partout dans une société donnée. Ces relations qui lient les genres sont parfois complémentaires ou conflictuelles, mais elles sont toujours inégales.

En effet, les obstacles intérieurs à l'intégration du concept de genre dans les programmes et projets de développement sont nombreux. On peut noter des contraintes temporelles et financières ainsi que des résistances des personnes. Ces dernières ne sont pas uniquement liées aux comportements des hommes chefs de famille, loin de là. La liste est très longue, notamment on peut y rencontrer des hommes politiques locaux, des chefs traditionnels<sup>47</sup> et même certaines femmes fondamentalistes, autant des chrétiennes que des musulmanes, comme nous le déclare une responsable de Développement et Paix :

*« Les femmes fondamentalistes sont souvent très réticentes et remettent en question le nouveau rôle de la femme. Elles ont tendance à vouloir ramener les femmes à la maison, à s'occuper des enfants et du repas, à ne pas être présente dans la vie publique. (...) ».*

La mise en avant des limites d'analyse des rapports de genre développée par certains intervenants n'est pas faite pour discréditer les outils d'analyse que nous avons déjà énumérés. Leur application systématique demeure indispensable. Mais cette application ne peut pas se faire d'une manière trop schématique et sans l'ouverture d'esprit et ni la sensibilité qui permettent de détecter la complexité des situations avec le poids des valeurs traditionnelles en Afrique subsaharienne. Avant de revenir sur les différents obstacles, la question est de savoir : que faut-il faire de plus pour assurer une véritable intégration du genre dans les interventions de l'agent de développement ?

---

<sup>47</sup> Nous pouvons souligner que c'est le fait que les agents de développement extérieurs s'imposent en quelque sorte comme des agents de changements. Dans ce contexte, certains y voient là une forme masquée du néo-colonialisme.



Au-delà de l'implication active et réelle des femmes dans toutes les phases du projet et dans chaque instance décisionnelle de la construction d'un projet de développement, il faut impérativement passer par des formations. En effet, il ne suffit pas de fournir un bagage d'outils, style « recettes de cuisine » aux agents de développement. En d'autres termes, l'intégration du genre ne se résume pas à l'application de certains outils considérés comme figés, mais c'est avant tout une question d'attitude et de valeurs culturelles de toutes les personnes impliquées dans le montage ou dans le processus de développement qu'il faut prendre en considération. De plus, certains intervenants montrent aussi que leur participation à plusieurs projets mettant en perspective l'approche « Genre développement » à toutes les étapes du projet peut subir des retards par le manque de moyens financiers. Une coopérante du CECI affirme d'ailleurs de ne pas oublier la prise en compte des moyens financiers pour la sensibilisation et les outils de formations des formateurs et des femmes animatrices :

*« Il y avait un gros projet du PAID auquel j'ai participé. Ce programme couvrait tout le Mali et moi, j'intervenais dans le Nord du Mali, c'est-à-dire vers Tombouctou, Goa là bas. C'était un programme de construction de grosses infrastructures (écoles, dispensaires....). Il fallait en même temps, un travail de sensibilisation et d'éducation de la population des femmes et des hommes pour participer à la programmation des différents projets. On a budgétisé les choses qui sont en lien avec l'insertion de l'approche GED à toutes les étapes du projet. (...) quand on est arrivé par exemple à un endroit où est-ce qu'il y avait un village qui avait une réticence, sur la participation de tel ou tel truc, et beh! On avait de l'argent pour pouvoir faire des activités et sensibiliser la population par rapport à ça. Je crois qu'il faut mettre les moyens : techniques, financiers, pour lutter contre toutes les formes de réticence. C'est aussi ça l'approche GED puisqu'il faut organiser les rencontres, les visites dans les communautés et dans les familles pour les sensibiliser sur la nécessité d'une telle approche ».*

Ce grand effort de formation se justifie, d'un côté, par la complexité du concept de « genre » dans les politiques de développement, et, de l'autre, par la nature très universelle de cette approche GED qui ne se laisse pas confiner dans la sphère de chaque individu. En effet, les résistances à l'intégration généralisée du concept de genre viennent aussi du fait que des formations en genre risquent de remettre et doivent même remettre en question la manière d'interagir avec les personnes de l'un ou de l'autre sexe

dans une communauté définie. Nous pouvons noter, non seulement pour des hommes de sociétés dites traditionnelles, mais aussi pour certaines femmes, qu'une sensibilisation à la problématique de « genre » va de pair avec une perte des repères habituels, comme nous l'avons évoqué avec les femmes fondamentalistes.

### **6. 1. 2. 1. Le poids culturel, l'analphabétisme et l'ignorance**

En Afrique subsaharienne traditionnelle, la communauté est « essentiellement » chargée de sens et d'affectivité. De plus, les valeurs « masculines<sup>48</sup> », le poids des traditions culturelles, ont une influence importante sur l'appropriation et l'application de l'approche GED. Ceci peut aussi expliquer que la participation des femmes à l'approche, et l'acceptation de l'intégration de cette approche dans les projets de développement au sein des communautés, autant urbaines que rurales, n'est pas toujours facile. En outre, l'une des principales difficultés à l'intégration de l'approche GED réside, pour beaucoup d'agents de développement, dans le fait que l'approche genre apparaît comme une menace à l'ordre existant entre les hommes et les femmes dans la communauté. Balmer démontre d'ailleurs que ces craintes ne sont évidemment pas sans fondement, dans la mesure où l'approche « genre » sous-tend la notion de transfert de pouvoir et par le fait que c'est une approche qui propose une modification des rôles sociaux et de rapport de pouvoir entre les genres. Par ailleurs, elle souligne aussi l'importance d'une formation des agents de développement à l'approche GED :

*« La formation doit les amener à considérer cette nouvelle façon d'envisager les relations entre hommes et femmes comme un apport dans un processus de progrès social, et non comme un bouleversement radical. Elle doit également donner aux agents de développement, les moyens de définir avec les acteurs du développement eux-mêmes, quelle proportion de transfert est acceptable et bénéfique pour la communauté ».*

Nous pouvons aussi souligner qu'en ce qui concerne la participation des femmes à la prise de décision dans les projets de développement, l'un des obstacles majeurs à la

---

<sup>48</sup> Dans la société africaine et plus particulièrement en Afrique subsaharienne, ces valeurs sont marquées par une domination des hommes sur les femmes. Nous pouvons noter que cette domination semble être de l'ordre de l'évidence, de ce qui va de soi et ne se prête à aucune contestation, à aucune remise en question. Elle est inscrite dans l'être même de l'homme et de la femme dans la société traditionnelle. Elle s'impose par les logiques que la société a mises en place. Elle nourrit les manières d'être et d'agir des hommes et des femmes.

promotion de celles-ci demeure les pesanteurs socio-culturelles qui lui confèrent un statut social inférieur à celui de l'homme. Cette inégalité se ressent aussi bien au niveau familial que dans la vie de la communauté :

-Au niveau familial, l'homme est généralement considéré comme le chef de la famille, et de ce fait, il a le dernier mot. Cependant, la femme peut être consultée dans la sphère privée notamment dans la famille, comme cet adage africain le dit, « *la barbe dit le jour ce que le pagne a dit la nuit* »<sup>49</sup>. Cette situation évolue grâce à l'engagement des femmes et à l'ouverture des hommes dans la perception de l'approche GED au sein de la famille et même dans la collectivité.

Au niveau de la vie collective, on peut observer que dans plusieurs communautés, les femmes ne participent pas aux débats publics. Ceci, même sur les questions portant sur la construction de la vie communautaire les concernant. Leur participation se fait le plus souvent par consultation ou par personne interposée. Ces réalités socio-culturelles pèsent lourdement sur la participation des femmes au processus de développement. Les coopérants mentionnent généralement la mise en place des structures économiques, sanitaires et même éducatives dans certaines zones de leur communauté sans une réelle prise en compte de l'approche GED. Autrement dit, celles-ci sont parfois réalisées sans une réelle considération des femmes de la collectivité. Ces agents de développement soulignent également le fait que dans la majorité des cas, la reproduction des rapports traditionnels entre les hommes et les femmes dans ces structures et dans les programmes spécifiques en faveur des femmes, amènent ces dernières à s'organiser à part.

En outre, le niveau d'étude et d'alphabétisation des femmes influence leur degré d'acceptation et d'appropriation de l'approche « Genre et développement ». La nécessité de l'alphabétisation n'est plus à commenter dans la mesure où l'analphabétisme crée non seulement un manque de confiance des hommes envers les femmes dans leur capacité d'assurer les responsabilités, mais aussi l'incapacité des femmes d'agir envers elles-mêmes. D'où le constat, le faible niveau d'instruction limite l'acceptation et surtout la

---

<sup>49</sup> Cet adage africain a été prononcé par une participante lors d'une formation à laquelle nous avons assisté sur l'approche « Genre et développement », organisée par l'AQOCI le 1 et 2 Mars 2005.

participation des femmes aux postes de responsabilité et de décision dans les projets de développement comme nous l'affirme une coopérante :

*« L'analphabétisme des femmes, en particulier, ne permet pas toujours leur accès à l'information, entrave la vulgarisation de l'approche GED et limite le pouvoir de participation des femmes. Certaines ne sont même pas prêtes à prendre des responsabilités. Il faut faire un travail fort avec ces femmes ».*

De plus, nous pouvons mentionner que l'absence d'une volonté politique et le chantage du pouvoir militaire dans certains pays, notamment ceux en conflit, exerce souvent des pressions, de même que les valeurs traditionnelles et aussi culturelles mises de l'avant par « la masculinité au dépend de la féminité », les garçons aux dépens des filles, peuvent entraver toute initiative à l'intégration de l'approche GED. Ces pressions peuvent faire que les coopérants terminent un projet sans pour autant toucher réellement aux besoins réels des femmes dans une collectivité donnée. Ceci, explique la nécessité d'une approche transversale qui doit favoriser un développement global. Cette transversalité<sup>50</sup> est importante dans la mesure où elle permet d'avoir aussi des experts en la matière au sein de chaque organisation, afin de permettre un suivi des formations ponctuelles et surtout une capitalisation des expériences concernant la prise en compte du genre dans les projets de développement. Car ce n'est que sous ces conditions que l'intégration du concept de « genre » dans des projets de développement juste et équitable ne restera pas un mythe, mais, pourra devenir une réalité, comme le résume une responsable de programme GED :

*« La principale difficulté c'est que souvent, pour moi il y a des situations de pression qu'on doit régler et d'inégalité par rapport aux droits des femmes et à la position des femmes dans la société. Et pour moi, ça c'est la priorité. Pour arriver à cette priorité, on a besoin de l'effort des femmes et des hommes, et l'approche genre permet de contourner cet obstacle là. (...). Plus la réalité nous pousse, plus on se met à travailler et les interlocuteurs deviennent rapidement des hommes parce que c'est eux qui ont l'éducation, c'est eux qui ont la parole, (...)*

---

<sup>50</sup> Nous parlons d'une approche transversale dans mesure où le genre touche non seulement les secteurs agricole, productif, éducatif..., mais aussi les champs disciplinaires : politiques, économiques et culturels. En effet, Il s'agit de développer des analyses, des outils et des mécanismes de prise en compte systématique du genre au niveau de tous les acteurs de la société. Elle permet de favoriser une interaction entre les différents intervenants.

*donc c'est difficile de développer un projet dans ce contexte. Il y'a des instances établies dans une communauté donc si on n'a pas vraiment la préoccupation d'impliquer les femmes et de leur donner un véritable espace d'expression et de pouvoir, on peut passer à coté. Parce qu'avant on avait dans l'approche IFD, des projets qui étaient directement orientés vers les femmes, là on ne divise pas les problématiques entre femmes, on fait des projets dans lesquels on va tenir compte des hommes et des femmes, mais parfois la réalité est plus forte que le projet et on peut terminer un projet en se rendant compte qu'on n'a finalement pas pu atteindre autant les femmes comme les hommes ».*

Une autre coopérante d'Oxfam-Québec affirme aussi que

*« (...) ce n'est pas encore gagné (l'approche GED). On va travailler dans un contexte où le pouvoir de la tradition est très différent de chez nous, la façon de penser est encore basée sur les valeurs masculines, sur le pouvoir des hommes. Lorsqu'on travaille avec des organisations, ce sont des hommes qui sont des porte-parole. La réalité nous ramène souvent à un contexte masculin, et les gens parfois sont tellement axés sur l'atteinte des résultats que finalement l'approche genre est souvent oubliée par quelques personnes dans une organisation. Quand on a une politique GED, il faut constamment revenir sur cette dimension GED là et toujours se questionner sur l'évolution du projet, où en est le positionnement des femmes dans le projet. (...) ».*

Il faut mentionner que dans certains villages, les populations ne restent pas inactives dans la prise en charge des affaires communautaires les concernant. D'ailleurs, certains coopérants relèvent que très souvent, ils sont surpris par l'ingéniosité des villageoises et des villageois dans certaines communautés bien définies, et par leur ouverture d'esprit, et leur souplesse dans leur mode de construction et d'organisation sociale. Ils reconnaissent ainsi que les freins à l'application de l'approche GED, se situent dans certains cas, dans l'équipe du projet même (les coopérants) et non toujours dans les populations locales comme nous l'avons souvent pensé.

Toutefois, certains coopérants montrent que dans la plupart des villages, les communautés villageoises qui font face aux réalités économiques sont de plus en plus prêtes à accepter certains changements si elles jugent susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie. Ainsi, les projets basés sur l'approche « Genre et développement »

doivent se définir avec les populations et les actions du projet doivent se situer dans cet espace pour progresser vers un développement durable, équilibré et plus juste prenant en compte les réalités des femmes et des hommes de la collectivité.

Nous pouvons aussi souligner le fait d'utiliser les campagnes de l'approche GED comme un « alibi » par certains agents de développement à d'autres fins c'est-à-dire, de développer autour de celle-ci un discours « démagogique » en faveur du genre sans pour autant proposer des changements profonds dans les rapports hommes-femmes. Les avantages socio-économiques et les campagnes de sensibilisation de la population civile et plus particulièrement des femmes, sont les atouts qui peuvent favoriser l'approbation d'une communauté et une motivation importante des femmes, et des hommes à l'adhésion à l'approche GED. Entre autres, l'analyse des propos des agents que nous avons interrogés montre que l'accès à la formation agricole et à l'information dans divers secteurs, comme la nutrition, l'hygiène, le droit, la planification familiale, l'élevage en stabulation, l'alphabétisation, etc., sont sans doute les principaux points recherchés par les femmes rurales.

De plus, nous pouvons dire que les différents obstacles exposés ci-dessus, ne constituent nullement des facteurs qui découragent les chargés de projets. Ceux-ci se montrent d'ailleurs très satisfaits du travail qu'ils accomplissent au sein des organisations et des ONG locales en Afrique subsaharienne.

Il ressort aussi qu'avant toute tentative d'intégration de l'approche GED, il faut au préalable réunir le plus de conditions possibles pour que la population s'y intéresse. De plus, en milieu urbain comme en milieu rural, il faut s'assurer qu'il existe chez les populations ciblées une expérience concluante d'auto-organisation, un dynamisme entrepreneurial qui permette une mobilisation d'épargne et une expérience antérieure en crédit sous une forme ou une autre. L'analyse relève également que les milieux ayant bénéficié le plus de dons sont souvent les zones où on a le plus de risques à la réalisation des projets GED tels les projets de micro-crédits. Ce sont des localités, qui sont habituées à une forme de charité, qui voient tout nouvel apport d'argent comme un bien de consommation plutôt qu'un instrument de développement soutenable. Les institutions québécoises nous affirment ainsi leur volonté d'aider la population cible à s'autogérer, et

non à faire de la charité comme dans les années 50, où les politiques d'aide au développement étaient axées sur l'assistance et que les femmes étaient considérées comme des bénéficiaires passives des programmes de développement mis en oeuvre (Moser, 1989).

Par ailleurs, les coopérants que nous avons contactés montrent que dans certaines communautés où ils interviennent les femmes se sont déjà bien organisées pour mieux gérer leur quotidien. Elles ont construit des réseaux de solidarité, qui leur permettent de développer leur propre stratégie de prise en charge collective et/ou individuelle. On peut voir ainsi la création par les femmes, de systèmes de dons en espèce ou en nature, et de réseaux de solidarité qui s'avèrent indispensables dans l'organisation de la collectivité. Elles s'expriment à travers des pratiques d'échanges mutuelles. Quelle que soit la forme des échanges et des relations mises en place par les femmes d'une communauté, le but est de tisser des relations de proximité et de mieux gérer les discriminations socio-économiques dont elles sont victimes, qu'elles soient internes ou externes de leurs groupes d'affinité, et de faire face aux inégalités entre les sexes.

Il convient maintenant d'analyser les réactions stratégiques des femmes de l'Afrique subsaharienne, comme nous les mentionnent les coopérants des ONG québécoises. Ainsi, pour prendre en main leurs responsabilités, notamment celles liées à leur participation et à leur intégration dans la gestion des affaires communautaires, les femmes développent des stratégies pour faire face aux contraintes et à toute sorte de discrimination dont elles sont victimes.

## **6. 2. La création des organisations féminines : une stratégie de prise en charge individuelle et collective.**

Les coopérants nous indiquent que dans la grande majorité des cas, les femmes rurales ont mis de l'avant les associations féminines comme moyens efficaces et efficients pour répondre à leur situation d'« exclusion ». Certains coopérants mentionnent l'intérêt de la création des réseaux sociaux et des techniques d'entraide mutuelle, telles les stratégies d'octroi de prêts individuels, et les moyens de les garantir à

partir des systèmes de tontines<sup>51</sup> en milieu rural. Ces réseaux de solidarité et de soutien sont à l'origine de la formation de nouvelles formes d'organisations sociales et de groupements féminins. Ils apparaissent comme de nouvelles forces dynamiques sociales dans les communautés rurales.

### **6. 2. 1. L'approche genre et le rôle des associations féminines**

En Afrique subsaharienne, les femmes ont un rôle essentiel dans le maintien de l'équilibre culturel, économique et du développement local dans la communauté. Cette situation explique la forte demande des femmes pour le micro-crédit, que l'on retrouve aujourd'hui dans la plupart des projets de développement et de lutte contre les inégalités de sexe dans notre région d'étude. Ainsi, une analyse approfondie du petit crédit féminin par Balmer, montre que les femmes jouent un rôle incontestable dans le bon fonctionnement de la communauté, et ceci, davantage au plan social qu'économique. D'ailleurs, les différentes observations des coopérants montrent que les femmes adoptent des stratégies de minimisation et de non accumulation économique comme nous avons déjà évoqué plus loin dans ce mémoire. Elles s'organisent pour disposer d'un petit capital<sup>52</sup>, en épargnant collectivement et individuellement à travers des associations villageoises ou des coopératives agricoles) ou encore, en faisant appel au petit crédit(Lespes, 1988). Ceci leur permet de mener des activités génératrices de revenus, telle la vente des cacahuètes, des beignets, etc.

Dans cette dynamique, le crédit que les femmes s'octroient leur donne une capacité de remplir leurs obligations sociales envers leur communauté, mais aussi, de maintenir les échanges et la solidarité matérielle entre les femmes, qui constituent pour elles une assurance sociale durable.

Albert montre d'ailleurs que :

*«L'accès au crédit permet également aux femmes de réaliser les projets à caractère social au bénéfice de l'ensemble de la communauté rurale ou des projets générateurs de revenus qui*

---

<sup>51</sup> Technique traditionnelle de prêt et de crédit rotative. Elle est définie comme étant une association de personnes qui, unies par des liens familiaux, d'amitié, de profession, de clan ou de région, se retrouvent à des périodes d'intervalles plus ou moins variables, convenues au préalable par les membres afin de mettre en commun leur épargne en vue de trouver des solutions aux problèmes particuliers et collectifs.

<sup>52</sup> Cf. la sous-section 6. 2. 2 ci-dessous, sur, la force des groupements féminins en Afrique Subsaharienne.



*tendent à améliorer la situation des femmes, notamment en ce qui concerne l'allègement des travaux domestiques »* Albert, 1993 : 212).

En réalité, en milieu rural par exemple, comme plusieurs coopérants le montrent, certains auteurs soulignent que certaines femmes en Afrique subsaharienne font preuve d'une capacité de prévision extraordinaire (Verschuur et al, 2002). Elles ont conscience que l'épargne et leur organisation en forme de groupements divers permettent, d'une part, de renforcer leur capacité économique, et, d'autre part, de renforcer leur rôle et leur place dans la gestion d'intérêts communautaires.

## **6. 2. 2 La force des groupements féminins en Afrique Subsaharienne**

Plusieurs coopérants que nous avons interrogés parlent du rôle des groupements féminins et avancent qu'ils jouent un rôle important dans le développement communautaire. Ce sont, ainsi, des stratégies développées par certaines femmes rurales pour tenter de diversifier et de rentabiliser leurs activités socio-économiques collectives. Il s'agit pour ces femmes, d'adapter et de transformer progressivement un modèle imposé de l'« extérieur », dans la mesure où celui-ci ne répond pas toujours à leurs besoins spécifiques. L'enjeu premier des regroupements réside dans l'intérêt de développer un changement dans les relations sociales entre les sexes, et aussi de permettre aux femmes rurales d'améliorer leurs conditions de vie et enfin, de garantir leur autonomie. Certains coopérants soulignent ainsi, quelques unes des motivations des femmes rurales dans plusieurs pays africains qu'ils ont visité pendant leur séjour en Afrique subsaharienne, notamment au Niger, au Togo, au Bénin, etc. Nous allons ainsi, dans les lignes qui suivent, commenter quelques grandes caractéristiques que favorisent ces groupements féminins.

### **6. 2. 2. 1. L'augmentation de leur revenu**

Le revenu issu des activités du groupement est généralement considéré par les femmes rurales comme un revenu supplémentaire, et qu'elles ont la possibilité d'investir ailleurs, notamment dans des activités «économiques» individuelles. Qu'elles n'auraient pu réaliser toutes seules dans la mesure où leurs propres ressources sont essentiellement destinées aux dépenses quotidiennes (alimentation du ménage). Dans ce sens, la participation des femmes aux groupements est donc un moyen d'améliorer leurs

conditions de vie, et d'une manière générale, leur situation économique et sociale. D'ailleurs, le fait d'avoir un revenu supplémentaire peut éviter aux femmes de l'Afrique subsaharienne de s'endetter et elle peut aussi favoriser leur autonomie financière.

#### **6. 2. 2. 2. La constitution d'une épargne**

Le groupement favorise la mise en place d'une caisse d'épargne, et donc d'un moyen d'« accumulation » pour les membres du groupe. Il est souvent difficile d'épargner avec le seul revenu individuel, qui est généralement dépensé au fur et à mesure des besoins du ménage. L'analyse de cette section montre que le but d'une constitution d'épargne varie en fonction des objectifs des groupements ou des associations féminines. Comme (Albert, 1993) nous distinguons ainsi la possibilité de :

- s'offrir une épargne individuelle par une redistribution des revenus du groupement entre les membres à la fin de chaque campagne agricole, afin que chaque femme puisse satisfaire ses besoins personnels. Dans ce cas, les groupements féminins jouent le même rôle que la tontine en Afrique subsaharienne.

- constituer une épargne collective pour la réalisation de certains projets socio-économiques. Cette stratégie est un moyen qui permet de diversifier les activités du groupement, et aussi de résoudre les problèmes rencontrés par le groupement ou même les problèmes au niveau du village (élevage, école, dispensaire, construction d'un puits, etc.).

Plusieurs autres coopérants, déduisent aussi que le sentiment des femmes d'appartenir à ces groupements est généralement très fort puisqu'à travers leurs organisations sociales, elles acquièrent une nouvelle identité, une grande considération sociale et une meilleure estime d'elles-mêmes. Ceci entraîne chez ces femmes une fierté collective et même individuelle dans leur communauté. D'ailleurs, ces femmes ont aussi la possibilité d'avoir, par le biais de ces associations, un pouvoir collectif comme stratégie d'appartenir à un groupe qui les responsabilise. Comme le souligne une coopérante d'Oxfam-Québec :

*« J'ai vu que les femmes avaient un sens de responsabilité et étaient très fières d'elles dans leurs organisations villageoises. C'est une très bonne stratégie (...). Je parle ici des femmes qui*

*étaient organisées en association. Elles mettent en œuvre une cohésion interne et elles s'identifient à leur association De plus, elles développent une bonne confiance entre elles. Dans certains villages, je notais que l'attachement des femmes à leurs association était très fort ».*

#### **6. 2. 2. 3. Le renforcement de l'aide mutuelle**

Certains coopérants que nous avons interrogés nous montrent qu'une des fonctions du groupement est le renforcement de l'aide mutuelle, grâce à la mise en place d'une caisse de crédit. Cette caisse permet à ses membres d'obtenir des prêts pour la résolution de leurs problèmes. Cette motivation est importante pour les femmes, qui, de façon générale, rencontrent des difficultés pour trouver une ou des personnes à qui elles peuvent emprunter de l'argent en cas de besoin. Dans ce sens, Albert (1993) montre même qu'il arrive à certaines femmes d'emprunter de l'argent à leur mari en cas de force majeure, parfois pour des investissements (achat de terre, de semences,...). De plus, elles peuvent aussi emprunter auprès d'un membre de la famille pour combler certains besoins. Cependant, elles remboursent souvent soit par le biais du groupe, soit après la récolte de la saison.

En plus de ces motivations, nous pouvons aussi noter la force des « actions de proximité » mises en place par des organisations de femmes. Elles consistent à établir des agents de développement dans des villages, et, notamment, des animatrices auprès des villageoises et des villageois. Puisque la communication est indispensable aux activités des projets de développement, la présence des animatrices formées par les coopérants est nécessaire pour inciter les femmes à participer à l'organisation sociale du village. Ces regroupements permettent également à ces femmes d'organiser de petites rencontres informelles, et même de petites coopératives villageoises. Il ne s'agit pas spécialement de grandes réunions avec toutes les femmes du village, mais, de groupes formés afin de débattre de thèmes spécifiques, où les femmes peuvent s'exprimer librement (notamment sur des décisions prises à leur insu). Il ressort que ces animatrices sont aussi des médiatrices, car elles conscientisent les femmes et les sensibilisent aux enjeux des projets du village, étant donné qu'un projet est toujours une nouvelle « donne » dans les équilibres et les déséquilibres locaux.

La force des regroupements féminins permet aux femmes de remettre en cause les rapports de pouvoir entre les sexes. Les stratégies de réorganisation des femmes sont fonction de cet enjeu, provoquant des « jeux d'influences », d'alliances et de conflits (Puget, 1999). Cependant, il peut y avoir des animatrices qui appellent les femmes à s'organiser pour mettre en place des stratégies de négociation. En effet, le groupement des femmes a pour objectif de renforcer leur poids social à l'intérieur de leur propre société, afin qu'elles puissent prendre des décisions collectives et même individuelles, bénéfiques pour leur communauté. C'est non seulement un moyen de formation et d'expériences que des femmes partagent entre elles, mais aussi un moyen de sensibiliser les hommes en terme de travail et de répartition de revenus. Certains coopérants que nous avons rencontrés estiment que le regroupement des femmes peut renforcer la coopération entre les hommes et les femmes dans le sens d'une aide réciproque, et peut favoriser en outre une bonne intégration de l'approche GED dans une communauté sociale donnée.

## CONCLUSION

Depuis quelques décennies, il y a un très large consensus pour reconnaître l'évidence que dans presque toutes les sociétés, il existe des inégalités entre les sexes, au détriment des femmes, et cela en général dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne. Les recherches effectuées sur l'analyse de genre dans plusieurs secteurs des politiques nationales nous le démontrent. Sur le plan éducatif par exemple, les femmes sont souvent victimes d'inégalités dues aux pesanteurs socioculturelles. Au niveau de la santé, elles sont plus exposées que les hommes, car elles sont appelées à donner la vie, et ce, dans les conditions difficiles et précaires. Sur le plan économique également, malgré leur présence dans tous les secteurs de la vie, les difficultés majeures se rapportant à leur situation économique restent nombreuses. Concernant l'environnement, la baisse des ressources naturelles alourdit la tâche des femmes, d'autant plus que leur participation à la gestion de l'environnement est limitée. Leur faible niveau d'instruction réduit leur accès aux nouvelles technologies d'information et de communication et aggrave leurs conditions de vie pénibles.

Plusieurs recherches montrent bien qu'en Afrique subsaharienne, les femmes constituent un potentiel humain inestimable pour le processus de développement. Comme nous venons de le montrer tout au long de ce mémoire, elles sont présentes dans tous les domaines socio-économiques et politiques. Par ailleurs, elles sont confrontées à d'énormes difficultés du fait que leur marginalité socio-économique ne cesse de s'empirer. Leurs conditions de vie difficile ne facilitent pas leur intégration totale et leur implication effective dans le processus de développement. Ainsi, un grand nombre d'initiatives ont vu le jour pour renverser cette tendance, que ce soit au niveau des États, des bailleurs de fonds, des chercheurs et des ONG et des communautés elles-mêmes.

Ainsi, les stratégies élaborées par les ONG québécoises reposent évidemment sur l'analyse GED. Celle-ci veut instaurer un développement à long terme qui respecte l'égalité entre les sexes. De plus, elle vise la pleine participation des femmes sans toutefois minimiser ou encore marginaliser les hommes dans les programmes ou les projets de développement en Afrique subsaharienne.

D'ailleurs, nous pouvons avoir raison de noter que les ONG québécoises ne constituent pas un monde figé. Elles continuent d'évoluer et de se poser les questions sur les limites qu'elles rencontrent. Les résultats de notre travail nous montrent que les ONG que nous avons visitées contribuent d'une façon ou d'une autre à l'émergence et à la survie des ONG locales de même que des associations populaires des femmes et des hommes qui, si elles sont efficaces, sont garantes d'un développement juste et équitable.

Notre analyse dans ce travail montre aussi que les coopérants des ONG que nous avons consultées sont très satisfaits de leurs missions, malgré quelques contraintes de l'application de l'approche GED. L'étude des documents et des entrevues indique ainsi que les coopérants, via leur ONG, ont contribué à augmenter le niveau de participation des femmes dans les processus de développement. Ceci, sans toutefois exclure les hommes.

Par ailleurs, les observations de nos coopérants montrent que les femmes sont bien des actrices directes qui influent sur certains objectifs accompagnants les projets de développement, telle une meilleure gestion des cultures d'exportation et de subsistance, la recherche de substituts au bois de chauffage ou l'utilisation d'engrais animal pour la fertilisation des terres. Plusieurs auteurs soulignent en outre que les femmes ont aussi un important rôle à jouer au niveau politique et elles doivent être reconnues pour les activités qui composent leur quotidien. L'approche GED a ainsi pour objectif principal d'associer étroitement les populations (femmes et hommes), sans aucune discrimination, dans la conception et la gestion de toutes les activités de développement de leur milieu et de leur terroir. Les coopérants ont, par les outils d'analyse de GED, sensibilisé et conscientisé les populations de l'Afrique de l'importance d'une politique GED. Nous pouvons ainsi noter que l'action de ces coopérants demeure importante dans l'opérationnalisation de l'approche GED en Afrique subsaharienne.

Malgré les différents efforts, une grande motivation et la bonne volonté des coopérants et des organisations québécoises, sur la compréhension et l'application de l'approche GED en Afrique subsaharienne, dont l'objectif premier consiste à rehausser le statut des femmes dans une société donnée, en faisant la promotion de l'autonomie des femmes et en attirant une attention particulière sur la valeur de leurs connaissances et de

leurs expériences au moyen d'analyses comparatives entre les sexes, une mauvaise compréhension de la politique GED persiste toujours. Cette dernière peut être due à une insuffisance de moyens (matériels, financiers, et humains) de formation des experts sur le GED et au poids des valeurs traditionnelles « masculinistes » qui perdurent dans certaines sociétés africaines.

Nous pouvons ainsi dire avec Hofmann et al., qu'il est :

*« Important d'avoir aussi des experts en la matière au sein de chaque institution afin de permettre un suivi des formations ponctuelles et surtout une capitalisation des expériences concernant la prise en compte du genre » (Hofmann, 2002 : 23).*

Par ailleurs, nous pouvons aussi souligner la remise en question des valeurs traditionnelles, religieuses, économiques, politiques que demandent les femmes afin que le fait d'acquérir une légitime autonomie, dans la logique d'un partage égal du pouvoir de décision, des ressources et des bénéfices, ne soit pas considéré comme une revendication outrecuidante mais plutôt comme une contribution des femmes à un développement soutenable d'une société plus juste et plus équitable.

Pour conclure, nous pouvons noter que malgré la persistance des inégalités de genre en Afrique subsaharienne, le travail des coopérants reste remarquable. De plus, les changements visés par l'approche GED ont permis sans doute un accroissement du pouvoir et de la participation des femmes dans des structures et dans les programmes et les projets de développement en Afrique subsaharienne.

Toutefois, nous pouvons également souligner l'importance d'une réorganisation des ONG québécoises de solidarité internationale intervenant en Afrique subsaharienne. Cette réorganisation doit sans doute évoluer en fonctions des changements et des dynamiques sociales locales et propres à chaque société. Ceci dans la mesure où ces logiques locales influencent l'application des programmes et la réalisation des projets en Afrique subsaharienne.

En d'autres termes, le problème fondamental n'est pas seulement de savoir si les coopérants ou les ONG québécoises sont aptes ou non à créer, produire des moyens pour un développement durable et à lutter contre les inégalités de genre. Mais, la question est de savoir si les logiques sociales des pays de l'Afrique subsaharienne sont favorables ou

non à l'intégration d'une approche « genre » dans les réalités locales. En quelque sorte, pour un développement durable et équitable, il ne serait pas très efficace de tenir seulement compte des soutiens financiers des ONG aux divers projets et programmes de développement en Afrique subsaharienne avec des résultats souvent négatifs, mais il serait plus judicieux et plus efficace de prendre en considération les problèmes quotidiens auxquels les populations locales sont confrontées dans le contexte de leurs sociétés et de leurs cultures. D'où la nécessité pour les ONG québécoises de privilégier une stratégie appuyée sur un partenariat entre les coopérants de ces ONG et les acteurs locaux sans aucune discrimination entre les femmes et les hommes.

D'ailleurs, pour finir, nous pouvons noter sans nous tromper qu'aujourd'hui, il est bien évident qu'il n'y aura pas de développement en Afrique subsaharienne sans la participation pleine et entière des femmes. Et dans cette tâche, les hommes doivent être leurs alliés incontournables et non leurs adversaires. Ceci explique que la question du « genre » dans les politiques de développement restera encore longtemps une question d'actualité, car les lois et les décisions, de même que les différentes approches sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, n'en garantissent pas l'application sur le terrain. Il reste encore beaucoup à faire.



## BIBLIOGRAPHIE

- Abéla, Marie-Thérèse, et al., (1988). *Femmes et développement : outils pour l'organisation et l'action*, Lausanne, éd. d'en bas, Paris, L'Harmattan.
- ACIDI, (1975). *Canada : stratégie de coopération au développement international, 1975-1980*, Ottawa, Information Canada.
- ACIDI, (1995). *Politique de l'ACIDI en matière d'intégration de la femme au développement et d'égalité de sexe*, Hull, Québec.
- Ahmad, Zubéida, (1984). « Les femmes des régions rurales et leur travail : comment les tirer de leur dépendance ? » in *Revue internationale du travail*, vol. 123, N°1, janvier-février, p 77-93.
- Albert, I., (1993). *Des femmes une terre : une dynamique sociale au Bénin*, Paris, éd. L'Harmattan.
- Allix-Desfoutaux, Catherine, (1998). « Triangulation : vers un dépassement de l'opposition qualitatif/quantitatif », in *Économies et sociétés*, N° 2, p.209-226.
- AQOCI, CQFD, (2003), *Trousse de formation « genre et développement »*, document de travail, Montréal.
- Balandier, Georges, (1982). *Sociologie actuelle de l'Afrique noire : dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*. Paris, Presses universitaires de France, p.529.
- Barton, A. H., et Lazarsfeld, P. F., (1970). « Quelques fonctions de l'analyse qualitative dans les sciences sociales » in *Philosophie des sciences sociales*, Paris, Gallimard.
- Beaud, S., et F., Weber, (1998). « Choisir un thème et un terrain », in *L'Enquête de terrain*, Paris, éd., la Découverte, p.23-58.
- Beaud, S., et Pialoux Michel, (2000). « L'Enquête par entretien et les histoires vie », in Mendras Henri et Oberti Marco. *Le sociologique et son terrain*, trente recherches exemplaires, Paris, Armand Colin, p.133-166.

- Bekoko-Ebe, Bruno et al., (2003). *Dynamiques de développement : débats théorique et enjeux politiques à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, éd. Montchrestien, E.J.A.
- Bélanger, Sylvie, (1992). *L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance l'État*, Collection cahier du GRETSÉ, N° 8.
- Bisilliat, J., (1992). *Relations de genre et développement : Femmes et société*, Paris éd. ORSTOM, p. 11-23.
- Bisilliat, J., (2000). « Lutttes féministes et développement : une perspective historique » in Bisilliat J. et C., Verschurr (eds). *Le Genre : un outil nécessaire*. Cahier Genre et Développement N°1, Paris, L'harmattan. p.19-29.
- Bissiliat, J. et al., (1992). *Femmes du tiers-monde : travail et quotidien*, Paris. éd. L'Harmattan,
- Boserup, E., (1983). *La femme face au développement*, Paris, P.U.F.
- Bourdieu Pierre, 1998. *La domination masculine*, Paris, Éd. Seuil.
- Buvinc, M., (1986). « Projects for Women in the Third World: Explaining their Misbehavior », *World Development*, 14, 5. p 653-664.
- CCCI, MATCH, AQOCI, (1991). *Un autre genre de développement, un guide pratique sur les rapports femmes/hommes dans le développement*, août, Ottawa.
- Champagne, Suzanne, et al. (1989). *Des coopérantes témoignent de leur expérience avec des femmes au Sahel : les femmes et le développement : stratégies, moyens, impacts*, Université Laval Québec, 2e éd. Groupe de recherche Femmes-Sahel, Centre Sahel.
- Comité de la contribution scientifique et technique du Canada à l'approvisionnement vivrier mondial et le Conseil canadien pour la coopération internationale, (1980), « À partir de la base : contribution des ONG canadiens à l'alimentation et à l'aménagement rural dans le Tiers Monde », Ottawa : Conseil des sciences du Canada.
- D+C Développement et Coopération, No. 4, Juillet/Août 2002, p. 22-25

- Dagenais, H. et al., (1994). *Femmes, Féminisme et Développement*, L'Institut canadien de recherche sur les femmes, Bibliothèque nationale du Québec.
- Deler, J. P., et al., (1998). *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala.
- Demazière, Didier et Claude, Dubar, (1997). «Les trois niveaux de description du récit : codage de l'entretien », in *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Nathan, p. 113.
- Développement et Paix, (2004). *Programmation d'appui aux processus de démocratisation du développement*, 2003-2006, document de travail, Montréal.
- Droy, I., (1985). *Femmes et projets de développement rural en Afrique subsaharienne : essai d'analyse à partir d'études de cas*, Université des sciences sociales de Grenoble, Institut de recherche économique et de planification du développement, Grenoble.
- Droy, I., (1990). *Femmes et développement rural*, Paris, Karthala.
- Dubar, Claude, (2001). « Entretiens biographiques de recherche singularité, entre histoire collective », in *Sciences sociales et santé*, vol. 19 n°3, p.35-41.
- Dufour, Stéphane, Fortin Dominique et Jacques Hamel, (1991). *L'enquête de terrain en sciences sociales*, Montréal, éd. Saint-Martin.
- Durant, Jean-Pierre, et al. (1997). *Sociologie contemporaine*, Paris, 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, éd. Vigot.
- Ela, Jean Marc, (1998).- *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du monde d'en-bas*, Montréal, L'Harmattan.
- Ela, Jean-Marc, (2001). *Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique*, Paris, Montréal, L'Harmattan.
- FAO, (2002). *Femmes rurales : partenaires indispensables dans la lutte contre la faim et la pauvreté*, juin.

- Fassin Eric, (1993). *Le féminisme au miroir transatlantique*, *Esprit*, « Masculin, Féminin », Novembre, p. 99 à 112.
- Fatou Sow (1997) *L'Analyse du Genre et les Sciences Sociales en Afrique*; CODESRIA.
- Favreau, Louis, (2000), « Economie sociale, coopération international et développement des sociétés du Sud », in *Cahier économie et solidarités*, vol.31, N°2, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Guibert, Joël et Guy, Jumel, (1997). *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin.
- Hamel, J. et Cloutier, F., (1999). « L'enquête de terrain : savoirs et responsabilité », dans Michel de Sève et Simon Langlois (dir.), in *Savoirs et responsabilité*, Québec, éd. Nota bene.
- Hamel, J., (2000). « À propos de l'échantillon. De l'utilité de quelques mises au point », in *bulletin de méthodologie sociologique*, N° 67, p. 25-45.
- Hirata, H. et al., (2004), *dictionnaire critique du féminisme*, Paris, P.U.F, 2e éd. Augmentée, Politique d'aujourd'hui
- Hofmann, Elisabeth et K.Marius-Gnanou, (2002). « L'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement : mythe ou réalité ? » communication de la journée d'étude sur *Genre, inégalités et territoires*. 22 mai, Maison des Suds, Bordeaux.
- Jacquet, I., (1995). *Développement au masculin, féminin : le genre, outils d'un nouveau*, Paris, éd. L'Harmattan.
- Konaté, Moussa et al., (1999). *Sur les petites routes de la démocratie : l'expérience d'un village malien*, Montréal, éd. Ecosociété.
- Labrecque, Marie-France, (1988). « Femmes, développement et idéologie : un cas du Mexique » in *Recherches féministes*, vol.1, N°2.
- Leloup, C et Ryckmans, H., (1995), « Les rôles sont liés aux différents travaux de genre » in *Le monde selon les femmes*, Bruxelles, City& Shelte, Janvier.

- Lespès, L. J., (1988). « Les pratiques juridiques, économiques, et sociales informelles, Collection, Université d'Orléans, décembre.
- Lieberherr, F., (1983). « L'entretien, un lieu de sociologie », in *Revue suisse de sociologie*, p.391-406.
- Locoh, Thérèse, (2001). « Les rapports de genre, une nouvelle approche des questions du développement », Colloque international : Genre, population et développement en Afrique, Abidjan, 16-21 juillet.
- Ly, Aoua, Bocar. (1995). *Femmes, barrages hydroélectriques et développement durable dans la vallée du fleuve Sénégal (Sahel): une perspective africaine de l'approche genre et développement (GED)*, Thèse de doctorat en sociologie de l'environnement, Université de Montréal.
- Magnot-Lefebvre, Yvonne, (1982). « Du côté des planificateurs et des experts en développement », in *Revue du Tiers-Monde*, t. XXIII, N°91, juillet-septembre, pp. 579-586.
- Maradeix, Marie-Stéphane, (1990). *Les ONG américaines en Afrique : activités et perspectives de 30 organisations non gouvernementales*, Paris, Syros-Alternatives.
- Mathieu, Nicole-Claude (1992) *L'anatomie politique: catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-Femmes.
- Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (1993). *Femmes sénégalaises à l'horizon 2015* », Dakar, The Population Council.
- Molyneux, Maxime, (1985). "Mobilisation Without Emancipation? Women's Interest, the State and Revolution in Nicaragua", in *Feminist Studies*, vol., 11 N°2, 227-254.
- Mondoux, M., (2004). « Initiation à l'approche genre et développement », Dans le cadre de la conférence internationale du CCI, Montréal, juin.
- Moser, Caroline, (1993). *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*, London, New York, Routledge.

- NATIONS UNIES, (1995). Conférence de Beijing. Projet de Déclaration : Proposition de programme d'action, 24 mai.
- Oakley Ann, (1972). – *Sex, Gender and Society*, Temple Smith, London.
- Oxfam-Québec, (1995). « Politique Genre et Développement d'Oxfam-Québec », Oxfam-Québec.
- Pabegwendé, N., C., (1999). *Femmes et transfert de technologies dans le cadre des actions de développement : étude de cas d'un échec*, thèse de doctorat, Université de Montréal.
- Pires, A., (1997). « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in J. Poupart et al., *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal Gaétan Morin. Éditeur, , p. 113-149
- Planté Christine, (1991). « La confusion des genres », in: Marie Claude Hurtig, Michèle Kail, Hélène Rouch (eds.) *Sexe et genre*, p. 51-58, Éditions du CNRS, Paris.
- PNUD, (1995). *Rapport mondial sur le développement humain 1995*, Paris, Economica.
- Poupart, J., (1993). « Discours et débats autour de la scientificité des entretiens de recherche », *Sociologie et Sociétés*, 25, 2. p. 93-110.
- Poupart, Jean et al. (1997). *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* », Montréal, Gaétan Morin éditeur.
- Pourtois, J. P. et Hugette, Desmet, (1986). « Pour une recherche qualitative et néanmoins scientifique », *Réseaux*, N°55-57, P. 13-35.
- Preiswerk, Yvonne et al, (1997), *Créativité, femmes et développement*, Genève, IUED.
- Puget, Françoise, (1999). *Femmes Peules du Burkina Faso : stratégies féminines et développement rural*, Paris, Montréal, L'Harmattan.
- Quivy, Raymond et Campenhoud, L. V., (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, 2<sup>e</sup> éd., Dunod,

- Rathgeber, Eva, M., (1994). « WID, WAD, GAD, Tendances de la recherche et de la pratique dans le champs du développement » in Dagenais, H. et al., (1994) *Femmes, Féminisme et Développement*, L'Institut canadien de recherche sur les femmes, Bibliothèque nationale du Québec.
- Savané, M. A. et al., (1986). *Femmes et développement en Afrique de l'Ouest : incidences des transformations socio-économiques sur le rôle et le statut des femmes*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève.
- Sen, Gita et al., (1992), *Femmes du Sud : autres voix pour le XXIe siècle*, Paris, éd. Côté-Femmes.
- Sow, Fatou, (1992). « *Les initiatives féminines au Sénégal, une réponse à la crise* » : communication au colloque sur l'Etat et société au Sénégal : crises et dynamiques sociales, Dakar, Université Cheikh Anta Diop,
- Sow, Fatou, (1997) : *L'Analyse du Genre et les Sciences Sociales en Afrique*; CODESRIA, Dakar.
- St-Hilaire, Colette, (1995). *Quand le développement s'intéresse aux femmes : le cas des Philippines*, Paris, éd., L'Harmattan.
- St-Hilaire, Colette, (1997). Du sexe au genre : comment penser la différence des sexes, in *Analyse différenciée par sexe. Levier pour l'égalité? Le développement?* sous la dir. de Relais-femme et du comité québécois de suivi de Beijing, Montréal, 27-28 Oct.
- Sztokman, N., (2002). « Condition féminine et développement », in Y. Charbit (ed), *Le Monde en développement. Démographie et enjeu socio-économique*, Paris, La documentation française, p.171-192.
- Tabet, Paola, (1979), Paris, « Les mains, les outils, les armes », in *Les Catégories de sexe en anthropologie sociale*, L'Homme, Tome 19, no 3-4, Paris, revue française d'anthropologie, Mouton,.
- UNESCO, (1995). *L'alphabétisation des femmes, Expériences nationales*, C.R.E.E.A., Bureau régional de Dakar.

- UNIFEM, (2000). *The Progress of Women, Empowerment and Economics*, UNIFEM, New York,
- Vaillancourt, J.-G., (1995). « Penser et concrétiser le développement durable », in *Ecodécision*, Hiver, p.24-27.
- Verschuur, C. et al, (2002). *Genre, mondialisation et pauvreté* N°. 3, Paris, éd., L'Harmattan,
- Young, Kate, (1988). *Women and Economic Development: Local, Regional, and National Planning Strategies*, Paris, UNESCO, Berg Oxford.
- Young, Kate, (1993). « *Planning Development with Women: Making a World of Difference* », New York, St. Martin's Press.

#### SITE INTERNET

- <http://www.cec.ca>
- <http://www.devp.org>.
- <http://www.globenet.org/horizon-local/shelter/femmdevt.html>.
- [http://www.iued.unige.ch/information/publications/pdf/yp\\_silence\\_pudique/11-Eco-Binta.pdf](http://www.iued.unige.ch/information/publications/pdf/yp_silence_pudique/11-Eco-Binta.pdf)
- <http://www.oxfam.qc.ca>.
- <http://www.suco.org>



## **ANNEXE**

## **Guide D'entretien**

### **1-Identification de l'organisme et questions générale sur le « genre »**

- Quelle est votre responsabilité au sein de l'organisme?
- Pouvez vous nous décrire votre organisme ?
- Quelles sont vos principales activités ?
- Votre organisme dispose t'il des principes liés au « Genre et développement » (GED) ?  
Si oui les quels ?
- Pouvez-vous nous donner une définition de l'approche GED ?
- Est-ce que l'approche GED est l'une de vos principales préoccupations ?
- Quelles sont les questions qui vous préoccupent le plus sur l'approche GED ?

### **2-Les activités de l'organisme**

- Dans quelles régions du monde intervenez vous ? Si en Afrique. Dans quels pays ?
- Quels sont vos principaux partenaires ?
- Pouvez-vous nous parler de vos programmes ?
- Dans vos programmes, appliquez-vous une approche GED ? Si oui? Pouvez-vous nous parler de cette approche ?
- Avez-vous suivi une formation GED avant d'aller en Afrique ?

### **3-Opérationnalisation de l'approche GED**

- Quelle est votre responsabilité au sein de l'organisation ou du groupement en Afrique?
- Croyez vous que les coopérants sont assez bien formés dans l'approche GED?
- Votre équipe de planification a-t-elle une expérience sur le GED ?
- Quels sont vos principaux secteurs d'intervention ?
- Quelles sont les activités qui incombent aux femmes et celles des hommes ?
- Avez-vous noté des activités mixtes ? Si oui, Décrivez-les
- Expliquez-nous comment vous intégrez l'approche GED dans vos programmes ?

- Pouvez-vous nous parler d'un de vos projets GED ?
- Qui sont les bénéficiaires d'une approche genre? (Caractéristiques socio-professionnelles de vos bénéficiaires : Études, Age, etc.
- Quelles seraient selon vous les actions (concrètes) à mener par votre ONG, les plus adaptées à une réduction de la discrimination et de l'inégalité des femmes ?
- Quels sont les outils que vous utilisez dans la mise en œuvre de cette approche ?
- Comment les femmes de votre milieu se sont-elles appropriées l'approche GED ?
- Comment les hommes profitent-ils de l'approche GED dans ces projets ?
- Etes-vous satisfait de la mise en œuvre de l'approche GED dans vos projets ?

#### **4-Identification des obstacles de l'approche**

- Quelles sont les contraintes de cette approche au sein de votre organisme ?
- Comment vos partenaires apprécient-ils le GED ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées dans l'application de vos projets ?
- Comment expliquez-vous certaines réticences dans l'application de l'approche ?
- Quelles sont les limites d'une telle approche selon vous ?

#### **5-Identification des stratégies de l'approche**

- Quelles sont les différentes stratégies élaborées par les femmes?
- Parlez-nous des différents qui jouent dans leurs organisations?
- Parlez-nous des rôles des associations féminines?
- Quelles sont vos suggestions pour la bonne marche de l'approche au sein de votre organisation et aussi avec vos partenaires?

